

Regard sur le développement en Thaïlande Durable ou pas durable?

A la veille de la Campagne oecuménique de Carême "Ciel ma terre", Michel Bavarel nous rapporte un reportage de Thaïlande.

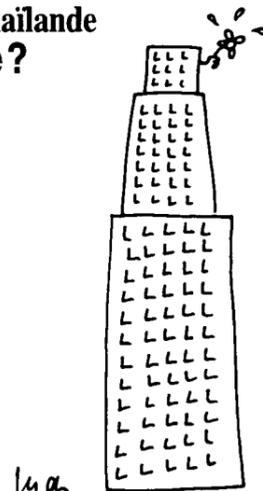
Un embouteillage, un de plus. Au-dessus de nos têtes, des «voies rapides» qui s'entrecroisent et se superposent. Il faut se pencher pour apercevoir le ciel. Je pense tout fort: «Bientôt, les habitants de Bangkok ne verront plus le soleil». Preecha, le partenaire de l'Action de Carême qui m'accompagne, me répond: «C'est une bonne chose. Nous serons ainsi protégés quand il y aura le trou d'ozone». Grinçant, cet humour!

Veerasak, un collaborateur de Preecha, se déplaçait à moto. Il vient d'acheter une voiture d'occasion pour, grâce à l'air conditionné, échapper à la pollution et à la chaleur sous le casque. Comme beaucoup, il passe environ six heures par jour dans son véhicule, pour conduire sa femme à l'école où elle enseigne, se rendre à son bureau et faire le soir le trajet en sens inverse. «C'est là qu'a lieu la vie de famille», remarque-t-il. La Thaïlande est l'un de ces pays «émergents» aux fabuleux taux de croissance économique qui suscitent admiration et envie. Pourtant, j'ai rarement éprouvé une telle angoisse. Le succès tourne au cauchemar. On continue d'édifier, 24 heures sur 24, d'énormes centres commerciaux, des hôtels de luxe, des banques... Alors qu'on étouffe déjà sous la «prospérité» (inéga-

ment partagée). On respire un air pollué, on s'engluie dans un trafic monstrueux, promis à une totale immobilité.

Il y a de la violence dans ce type de développement - celui que nous connaissons chez nous, poussé jusqu'à la caricature. On a l'impression d'une gigantesque machine qui avance inexorablement, broyant les êtres humains, les séparant les uns des autres. Veerasak vient de perdre son père. Il aurait voulu lui rendre plus souvent visite à l'hôpital avant sa mort, il en a été empêché par les embarras de circulation. Preecha et Veerasak dirigent une fondation qui s'efforce - avec l'appui de l'Action de Carême - de soutenir les jeunes ruraux. Sur place, dans le Nord-Est, la région la plus défavorisée. Ou à Bangkok, où la plupart d'entre eux viennent chercher du travail, dès 13 ou 14 ans (les villages sont ainsi privés de leurs forces vives). J'ai demandé à plusieurs d'entre eux ce qu'ils aiment dans la métropole. Aucun n'a su que me répondre. Par contre, ils se plaignent de la solitude, de la pollution...

Est-il durable, ce développement? «Non», répond Mgr Bunlun Mansap, l'évêque d'Ubon, dans le Nord-Est. *Il brise les familles, détruit les ressources naturelles.* Ciel! ma terre, s'exclame l'Action de Carême et Pain pour le prochain. Les oeuvres d'entraide des Eglises espèrent provoquer une prise de conscience. Et un élan de solidarité avec leurs partenaires qui, en Thaï-



lyp

lande comme dans de nombreux autres pays, s'efforcent de promouvoir un autre type de développement. Cependant, reconnaît le responsable d'une ONG thaïlandaise, la plupart des gens aspirent à l'accroissement de leur revenu et aux facilités de la vie moderne. «Ils sont ainsi pris au piège du système». Quand je demanderai au directeur d'un collège privé - 22'000 élèves! - si la qualité de la vie a baissé, il me dira ceci: «C'est bien que vous posiez une telle question, parce qu'ici on n'a pas le temps de s'arrêter et de réfléchir. En fait, oui, nous avons beaucoup perdu. Mais nombreux sont ceux qui pensent que c'est la manière dont le monde se développe et que nous n'avons pas le choix».

Qui sait si nous ne devrions pas nous arrêter et réfléchir? ■
Michel Bavarel

A vos agendas

Me 8 mars, à Fribourg, 18h00
Cire St-Ursule, Place Python
EXILS ET RESISTANCES DU
PEUPLE SALVADORIEN, «CAFE
ROUGE SANG»
Présentation du livre de Patricia
MO BLEEKER MASSARD
(L'Harmattan, CETIM, CETRI)
Avec un débat réunissant
M-F. Bavaud, J. Demierre, E. Ferer,
J-P. Rapp, A.-C. Zoller.

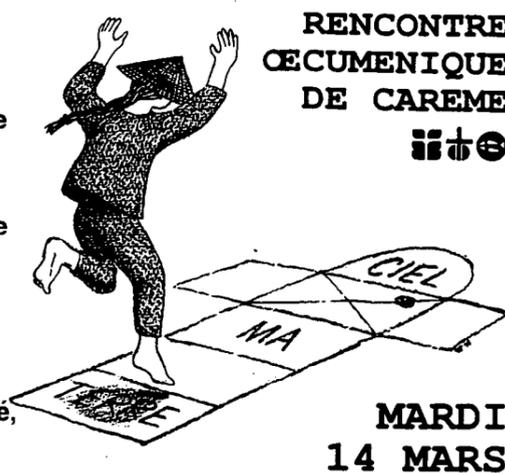
Vd 10 et Sa 11 mars, à Lausanne
Travail-Chômage-Solidarité
QUELLE VISION DE L'HOMME ET
DE LA SOCIÉTÉ POUR DEMAIN?
Journées de réflexion avec:
Jean-Pierre Fragnière (sociologue)
et Ignace Berten (o.p., théologien).
Cette session sera consacrée tant
à la compréhension du monde et
des réalités économiques actuelles
qu'à la recherche de repères pour
un discernement dans la foi.
Inscriptions: Centre catholique
romand de formation permanente
(CCRFP, Tél.: 021 617 31 57)
Org.: Pastorale du Monde du
Travail, Justice et Paix, CCRFP.

Samedi 25 mars, Genève
CO des Voirets,
HURRAH POUR LA VIE!
Voir page 2.

Ne manquez pas la grande rencontre de la campagne oecuménique de Carême à Genève, le Mardi 14 mars.

Célébration, repas partagé, débat et animations musicales.

Voir affiche ci-contre.



18h30 Célébration, Repas partagé

20h15 Conférence-débat
Développement durable &
Droits de l'Homme en Asie du Sud-Est

Khankeo Oupravanh
Animatrice rurale Laos Cambodge Vietnam
St Boniface (14 av. du Mail)

RENCONTRE OECUMENIQUE DE CAREME



MARDI 14 MARS

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

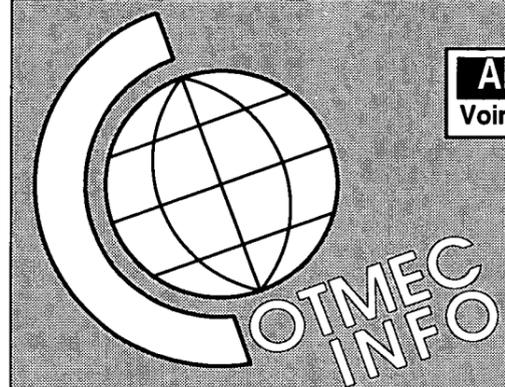
Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél. + Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par le bulletin vert agrafé à ce numéro.



Abonnement: Fr 12.-
Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 3
Non-violence
au Tchad

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 171-172 / Mensuel / Janvier-Février 1995

Billet

Lumière du monde et sel de la terre...!

Le rassemblement de plusieurs millions de chrétiens aux Philippines ne s'explique pas uniquement par le charisme particulier de Jean-Paul II ou la papolâtrie exacerbée d'un peuple en liesse. Les médias, friands de telles analyses, se sont plu à saluer le succès inégalé de cette visite du pape. Mais il serait injuste de ne pas souligner la foi, la soif d'identité religieuse et de reconnaissance aux yeux du monde que ce tel rassemblement. Contrairement aux apparences, le dénominateur commun à tous ces chrétiens ne fut pas seulement le désir de voir le pape, mais aussi de célébrer leur foi en Jésus-Christ avec celui qui fonctionne comme un "catalyseur". Certains préféreront au terme de "catalyseur", celui de "serviteur de l'unité". L'objectif est bien de rassembler, mais aussi d'assouvir ce besoin inhérent à l'Eglise catholique d'affirmer sa visibilité dans le monde. «On ne met pas la lampe sous le boisseau...» Soit! Pourtant Jean-Paul II ne "catalyse" de loin pas tous les éléments dissous dans les eaux de la chrétienté!

Je trouve en effet révoltant qu'au nom de ce même service de l'unité, on pratique l'exclusion et la persécution envers ceux qui assurent une visibilité de l'Eglise d'une toute autre manière. La présence de Jacques Gaillot là où une certaine morale catholique voudrait qu'il ne soit pas et ses paroles simples permettant aux exclus et aux blessés de notre société de se reconstruire une espérance lui ont valu d'être mis au ban de ses frères dans l'épiscopat. Navré de ce qui arrive mais justifiant la décision de Rome, l'un d'eux écrit: «un successeur des apôtres ne peut pas oublier ses responsabilités vis-à-vis des petits, des sans voix qu'il faut se garder de scandaliser et d'emmener dans des chemins tortueux où ils perdent leurs repères et tombent» (Mgr Stéphane Desmazières, in *La Croix*, 4/02/95). Je croyais qu'on ne mettait pas la lumière sous le boisseau pour que la pièce soit éclairée, qu'on puisse s'y déplacer librement et non pour nous aveugler et nous empêcher de voir ce qui s'y trouve! Parce que Jacques Gaillot fait briller la lumière de l'Evangile partout où on lui en donne l'occasion, parce qu'il fait confiance aux hommes, à leur capacité de faire des choix selon leur conscience, il scandalise! Pour ma part, je préfère être scandalisé mais pris pour un adulte, plutôt qu'être infantilisé et pris pour un mouton.

Nous n'étions pas aussi nombreux qu'aux Philippines devant les évêchés et cathédrales de France pour dire notre indignation, mais nous n'avons pas laissé la lumière sous le boisseau. Et puis, la vocation du sel de la terre n'est-elle pas d'être dissous dans la masse plutôt que catalysé? ■

Jean-Charles Roulin

Réaction à propos d'un étrange transfert Nord-Sud

Lettre ouverte à Jean-Paul II suite au transfert de Mgr Gaillot dans le diocèse de Partenia (Ex-Maurétanie, actuelle Kabylie).

Cher frère Jean-Paul II,

Nous tenons à vous exprimer notre indignation à la suite de la destitution de Mgr Gaillot, dont l'annonce a été assortie d'explications sommaires et peu convaincantes à nos yeux.

Jacques Gaillot se tient du côté des pauvres, des exclus, des victimes de notre société. C'est là aussi que tente de se situer notre commission, dans le domaine qui lui est propre. Il nous semble répondre ainsi à une exigence qui se trouve au coeur de l'Evangile. C'est pourquoi la sanction qui frappe l'évêque d'Evreux nous atteint également et touche à l'essentiel de notre action. Par ses retombées, elle réduit la crédibilité de ceux qui se réclament de la foi chrétienne dans leur lutte pour la justice et le respect des droits de l'homme.

Il est reproché à Jacques Gaillot de ne pas s'être "montré apte à exercer le ministère d'unité qui est le premier devoir d'un évêque" (communiqué du Saint-Siège). Nous sommes bien placés en Suisse, pour savoir que d'autres évêques qui, eux, n'ont manifestement pas fait preuve de cette aptitude, sont toujours à la tête de leur diocèse. L'unité avec le peuple de Dieu aurait-elle moins d'importance que l'unité avec Rome? Par ailleurs, si Jacques Gaillot choquait certains catholiques, c'était par excès de zèle évangélique. Alors que des évêques qui ont appuyé, au moins passivement, de sanglantes dictatures militaires (Argentine, Chili, Haïti...) n'ont jamais été désavoués pour cela par le Vatican. Serait-ce moins grave que de s'écarter de la ligne "officielle" sur des sujets comme le célibat des prêtres ou l'usage du préservatif pour lutter contre le sida? La fidélité à l'Evangile passerait-elle après la cohésion de l'épiscopat? Pour notre part, nous restons attachés à des figures comme celles de Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, ou de Mgr Willy Roméus en Haïti, dont l'attitude courageuse a tranché avec celle de la majorité des évêques de leurs pays.

Enfin, la mise à l'écart de Jacques Gaillot a été décidée par un "appareil" qui n'a nullement tenu compte de la sensibilité de nombreux membres du peuple de Dieu et des questions urgentes qu'ils posent, avec un nombre croissant de théologiens, aux responsables de notre Eglise. Un tel fonctionnement autoritaire est l'exemple inverse de celui que, par fidélité à l'Evangile, nous pouvons souhaiter voir s'établir dans les sociétés d'aujourd'hui. Il disqualifie ceux qui, appartenant à l'Eglise, mettent l'accent sur le dialogue et la concertation. Il éloigne le Saint-Siège de bien des chrétiens comme de beaucoup de femmes et d'hommes de bonne volonté, en particulier des jeunes. C'est le ministère d'unité de Pierre qui s'en trouve, malheureusement, affaibli.

En conséquence nous nous permettons, cher frère Jean-Paul II, au nom de la charge qui vous incombe dans notre Eglise, de vous demander de ne pas esquiver le nécessaire dialogue que réclament de nombreux chrétiens aujourd'hui et de redonner toute sa place à Mgr Gaillot. Avec l'assurance de notre considération et de notre union en Jésus-Christ.

COTMEC



lyp

La paix et le dialogue

Afrique des Grands Lacs Ecoute et réconciliation à Genève

Les images de la tragédie rwandaise sont encore vives dans nos esprits et le Burundi sombre petit à petit dans une violence qui risque d'être tout aussi meurtrière. Mais qui s'émue aujourd'hui des risques d'embrasement de l'ensemble de la région ?

tie, les institutions internationales, les organisations non-gouvernementales, etc... Ils constituent un groupe auquel se sont joints cinq Suisses et se réunissent tous les quinze jours. Les rencontres se déroulent en trois temps: le point sur l'actualité, l'étude d'exemples de réconciliation d'autres conflits suivis de reconstruction et enfin une réflexion sur des thèmes spécifiques visant à forger un consensus autour d'un texte commun. Le groupe travail à huis clos, mais son fonctionnement est souple. Il privilégie la recherche du consensus sans escamoter les divergences. Il reste à l'écoute des divers apports extérieurs susceptibles de nourrir sa réflexion.

Le défi d'un tel groupe est double: démontrer que le dialogue est toujours possible, la reconstruction

Il y a aussi eu des appels à la tolérance au Rwanda, alors que la tragédie s'annonçait. (Ici le sigle de l'Association rwandaise pour la défense des droits de la personne et des libertés publiques).



aussi, à condition que ces efforts soient soutenus par une démarche qui prend en compte les avis de chacun et met en exergue les valeurs partagées. Le groupe Ecoute et Réconciliation fonctionne depuis juin 1994. Une première évaluation a déjà été faite, une deuxième le sera en juillet 1995.

Des membres de la COTMEC sont étroitement associés à la démarche depuis sa conception, les deux per-

manents de notre commission font notamment partie du groupe. Une première publication est sortie en janvier '95 sous le titre: "Pour en terminer avec la culture de l'impunité au Rwanda et au Burundi" *. La preuve que, même sur un sujet aussi délicat, un chemin de consensus est possible. ■

Justin Kahamaile

* Brochure disponible en français, en anglais et en langues locales à l'IUED, tél 41 22 732 59 82. IUED CP 136, CH1211 Genève 21

Algérie Une espérance fragile, mais têtue

Malgré les attentats quotidiens, les menaces, la dégradation des conditions de vie, la radicalisation grandissant de jours en jours, à Constantine, ville d'Algérie et siège épiscopal, il y a des femmes et des hommes qui résistent, qui continuent de croire que l'espérance est possible. Ces chrétiens ont choisi de rester et de témoigner envers et contre tout, même au péril de leur vie. Ils continuent de penser "qu'une fraternité universelle est possible entre des hommes et des femmes de cultures et de religions différentes, car ils ont trouvé dans ce pays un accueil, des amitiés qui sont le signe d'une réconciliation entre des gens appartenant à des peuples qui se sont affrontés durement dans l'histoire récente". Et ils nous interpellent en écrivant dans leur bulletin de janvier "Chacun de nous est appelé à vivre ces amitiés qui passent les frontières. Selon les circonstances, les uns le font dans la tranquillité, d'autres avec des risques consentis et assumés."

sus...Nous nous situons résolument aux côtés de celles et ceux qui reconnaissent et défendent les libertés individuelles et collectives fondamentales, notamment les libertés de création, d'expression et de conscience, les libertés religieuses, politiques et syndicales et les droits des femmes."

...Refuser l'amalgame

La répétition, presque quotidienne, des exactions aussi bien du FIS que du bras armé de l'autorité politique font craindre que toute la communauté musulmane de Suisse n'en subisse le contrecoup, car la tentation est grande de simplifier à l'extrême et d'oublier que "pas plus l'Islam que le christianisme ne peut se réduire à sa perversion intégriste." Les signataires de l'appel ajoutent: "la démocratie, ni en Algérie ni ailleurs, ne peut s'instaurer dans le mépris des libertés fondamentales; elle n'est pas qu'un processus institutionnel, mais aussi une conception des relations sociales et culturelles, fondée sur le pluralisme et sur la séparation du politique et du religieux, ainsi que sur le respect des spécificités et des autonomies culturelles et régionales."

Ces deux signes d'espérance dans la grisaille du quotidien et la désespérance des bulletins d'information nous démontrent que l'espérance est tenace et trouve mille manières de s'exprimer... Avons-nous trouvé notre manière personnelle de la faire fleurir? ■

Maryse Durrer

Infos sur l'appel: 077 58 28 42.

A noter dans votre agenda: Samedi 25 mars au Collège des Voirets (Plan-les-Ouates)



Hurrah pour la vie Un grand projet d'amitié entre Genève et Haïti

Ce printemps prochain, du 16 mars au 7 avril, le collège des Voirets à Genève verra l'aboutissement d'un projet audacieux, mijoté depuis plusieurs années... L'arrivée d'un groupe de jeunes Haïtiens pour un spectacle unique, préparé de part et d'autre, réunissant sur la même scène des jeunes des deux écoles: le CO des Voirets à Plan-les-Ouates et le collège de l'Etoile à Port-au-Prince.

Ce projet fait suite à un voyage entrepris en Haïti, au cours de l'été 1991, par une dizaine de collégiens des Voirets, accompagnés par quatre profs, tous pris en charge, pendant trois semaines, pour parcourir le pays et rencontrer beaucoup de monde!

Yvon Brun

10h Débat (Ecole et développement), 14h et 19h spectacle, 15h45 vidéo tournée par des jeunes en Afrique, 21h Disco, Repas, boissons.

par les actes

Gestion non-violente des conflits au Tchad

Moundou, petite ville au sud du Tchad, accueillait en décembre '94 un "Séminaire de formation à la gestion non-violente des conflits". Sociologue, membre de la Communauté de Chambrélien (Suisse), ancien permanent d'Eiréné, formateur auprès du Mouvement International de la Réconciliation et du Centre Martin Luther King, Jean-Denis Renaud y était invité comme animateur par l'Association Tchadienne pour la Non-Violence (ATNV). C'est avec plaisir que nous accueillons son témoignage dans nos colonnes.

tution est révisée. Des élections législatives et présidentielles sont annoncées. Mais l'enthousiasme est quelque peu retombé, les libertés gagnées doivent se défendre chèrement et la méfiance s'accroît. Plusieurs foyers de résistance armée s'opposent au pouvoir central et l'insécurité n'est que trop fréquente. «Si Déby gagne les élections, ce sera la guerre civile, s'il les perd, ce sera la guerre civile», ai-je entendu dire plusieurs fois: la crainte d'une "rwandisation" du pays.

Mouvements non-violents locaux

N'Djaména bénéficie du passage de nombreuses personnalités et les formations données par des étrangers aux divers mouvements des Droits de l'Homme sont assez fréquentes. Tchad Non-Violence (TNV), qui a son siège dans la capitale, a par exemple eu la chance d'accueillir en octobre et novembre 1994 Hildegard Goss-Mayr et Alfred Bour du Mouvement International de la Réconciliation (MIR), pour y animer deux séminaires. TNV a comme caractéristique d'être religieusement neutre, ses membres sont musulmans, chrétiens et animistes. TNV a l'ambition de devenir un mouvement national.

L'Association Tchadienne pour la Non-Violence (ATNV) est née à Moundou le 24 juillet 1991. Moins connue et appuyée par les Européens que TNV, elle est isolée géographiquement à 500 km au sud de N'Djaména (liaisons aériennes fantasmagiques et coûteuses, 350 km de pistes impraticables pendant la saison des pluies. Même le courrier a du mal à passer). L'ATNV est présidée par Julien Beassemda,

ancien ministre du gouvernement Déby, secondé par Marc Mougna, secrétaire général, membre d'un Bureau dans lequel a été actif un volontaire d'Eiréné.

Par le travail fort habile de ses leaders, cette association s'est étendue très rapidement en 38 cellules dispersées dans les cinq préfectures du sud du pays (ainsi qu'une à N'Djaména). Elle a pour caractéristique de s'être diffusée essentiellement en milieu évangélique protestant. Active au niveau national, elle a participé à la CNS et joue un rôle de conciliation entre le mouvement armé insurrectionnel sudiste de Laokein Bardé Frisson et les instances étatiques (les repré-sailles de l'armée sur la population civile prise entre deux feux ont fait plusieurs dizaines de morts l'été dernier). Elle a aussi mené plusieurs actions directes au niveau régional (actions "ville morte" pour protester contre des émeutes de musulmans), utilisant les Eglises comme relais. Elle collabore aux actions de protestation et de protection avec les autres ONG de droits de l'homme. Enfin, L'ATNV a organisé deux séminaires en 1993, le premier animé par ses membres et le second par le pasteur canadien mennonite Albert Hodder.

Un enracinement évangélique à double tranchant

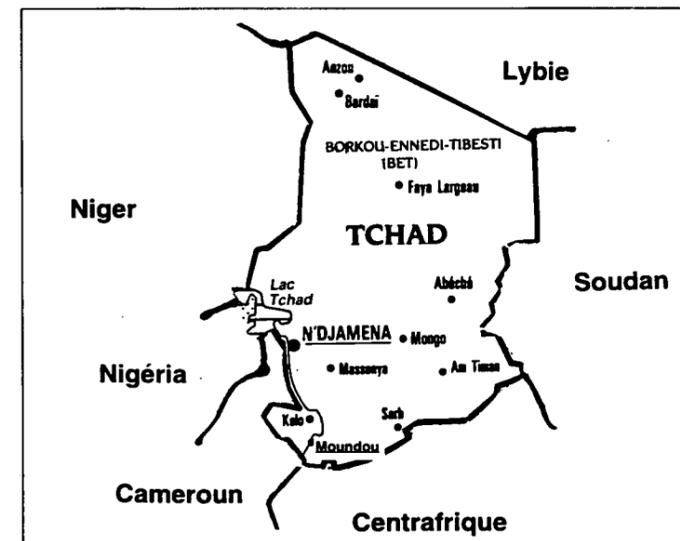
Cet enracinement évangélique très motivant, qu'on retrouve dans les statuts de l'Association fortement marqués par l'influence de Martin Luther King, a pour revers de freiner l'accès des membres animistes (nombreux au sud du pays) et surtout de négliger les musulmans avec lesquels il serait capital et prophétique de coopérer... Le lien se fait cependant par le biais d'une étroite collaboration avec les autres ONG sans couleur religieuse.

Le séminaire sur la gestion non-violente des conflits

Que pouvais-je dire, ou faire, venant de ma Suisse douillette et riche face à des personnes plongées dans la violence structurelle du maldéveloppement et soumises à l'intimidation armée? D'abord écouter avec humilité. Puis partager le capital international d'informations, de documents, de pratiques et de culture non-violente abondant auquel un militant européen a accès, alors qu'une photocopie est un luxe pour un Moundouais... J'ai donc passé une semaine à N'Djaména et deux jours à Moundou pour m'impré-

Jean-Denis Renaud

expression "rapports Nord-Sud" ne connote pas au Tchad une relation avec l'Occident: elle est immédiatement comprise comme une allusion au clivage interne entre le Nord musulman, éleveur, commerçant, de langue arabe et le Sud cultivateur, non-arabophone, ouvert à la francophonie, animiste ou chrétien. Ce clivage s'étend aux pays voisins sahéliens avec leurs modalités régionales: guerre civile au Soudan, rébellion touarègue au Niger et au Mali. «Quand la guerre civile de 1979 s'est-elle arrêtée?» demandai-je à un Tchadien du Sud. «Elle n'est pas encore terminée!» a été sa réponse. Le 1er décembre 1990, la prise de pouvoir d'Idriss Déby a autorisé la création des partis politiques, syndicats, organisations indépendantes et presse libre. Début '93, une Conférence Nationale Souveraine (CNS) engagea plus avant le processus de transition démocratique. La Consti-



Quand un vent du Sud souffle sur cinéma et télévision...

Le printemps commence toujours assez chaudement sur les grands et petits écrans genevois, puisqu'ils voient défiler successivement le Circuit des Films du Sud et les Rencontres Médias Nord-Sud, deux manifestations à notre sens incontournables !

□ Deux salles du cinéma Rialto accueillent du 16 au 26 mars 95 une sélection de 25 films du 9e Festival qui vient de s'achever à Fribourg. Une occasion exceptionnelle de voir des longs métrages d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dont la plupart ne seront - hélas ! - pas distribués ultérieurement en Suisse. Parmi les points forts de cette année, une rétrospective d'une dizaine de films du réalisateur cubain Tomas Gutierrez Alea, dont on vient de voir sur nos écrans sa dernière oeuvre, "Fraise et Chocolat", ainsi que trois films en provenance de Mongolie.

□ La Maison des Arts du Grütli accueille quant à elle du 3 au 6 avril 95 les 11èmes Rencontres Médias Nord-Sud, dont - outre une sélection de reportages de télévisions du monde entier - les ateliers de réflexion et les débats seront centrés sur l'ONU, à l'occasion du 50e anniversaire de sa fondation.

Pour la programmation complète et les horaires détaillés de ces deux manifestations, prière de se référer aux mémentos de vos quotidiens. ■

Olivier Coquoz

Développement durable

En marge de la campagne oecuménique de carême, quelques outils pour alimenter la réflexion.

«Le monde a un avenir Plaidoyer pour un développement durable» Labor et Fides & Justice et Paix, 1995

La définition du mot développement varie selon que l'on place l'économie ou l'homme au coeur du débat. Pour certains, le développement implique la capacité de mobilisation des moyens de production, pour d'autres, la satisfaction des besoins essentiels de l'humain. Le débat reste ouvert sur la question. Cependant la crise économique et la prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement font de plus en plus pencher l'opinion vers la deuxième définition, car il ne s'agit plus de combattre la misère et la pauvreté par la croissance. Il s'agit, ni plus, ni moins, de réinventer le développement, tel qu'il est préconisé aujourd'hui. Le développement génère l'injustice, annihile l'homme et conduit l'humanité toute entière, à moyen terme, à sa perte. Une des solutions pour éviter la catastrophe consisterait à opter, dès à présent, pour le développement durable. Un concept large au contenu évolutif mais qui propose des solutions à la portée de tous et trace des pistes de réflexion. La Commission "Justice et paix" dans sa dernière publication vient participer à la réflexion. Quelques tentatives pour concrétiser une forme de développement durable, les fondements éthiques le justifiant, l'appel à un changement des mentalités, du fonctionnement de la société et de l'économie, la démonstration de la faisabilité de la démarche, telles sont les quatre parties qui composent ce livre que

nous vous recommandons vivement.

Planète-environnement, Démographie, Droits des enfants

Le mensuel "Croissance" vient de publier une **carte mondiale avec de nombreux repères pour la défense de l'environnement**: les données sont présentées autour de mots-clés: Pauvreté-environnement, Energie, Sols, Eau, Atmosphère, Biodiversité, etc. Un document remarquable pour aider à la clarification des enjeux. Avis aux animateurs et enseignants. A signaler également les deux numéros hors-série de "CROISSANCE" consacrés aux enfants et à la population mondiale. Les enfants sont souvent les premières victimes du mal-développement. Aussi, tout nouveau concept qui n'intègre pas la problématique de la condition des enfants à travers des solutions partielles. Il en est de même de la question concernant l'accroissement de la population dans un monde qu'il faut désormais considérer comme fini. Nul n'ose encore parler de contrôle de la population, mais personne ne réfute la nécessité aujourd'hui de développer une politique visant la maîtrise de l'accroissement de la population. ■

Justin Kahamaile

"Une planète à sauver", Carte Hors-série N°9, "Demain 10 milliards d'hommes... Trop ou pas assez ?" Hors-série No 10. "Sauvons les enfants du monde" Hors-série No 11, CROISSANCE. 163, Bd Malesherbes, F-75859 Paris Cédex 17 Tél.: 00 33 1 48 88 46 00.

parallèlement à l'octroi plus généreux de permis provisoire, à fermer les frontières en décourageant les futurs candidats à l'asile. En 1992, la nécessité pour toutes les personnes venues d'ex-Yougoslavie d'être en possession d'un visa pour la Suisse était l'un des moyens pris à cette fin. Depuis, ces moyens se sont encore perfectionnés, comme par exemple la nécessité de présenter des papiers d'identité pour déposer une demande au Centre d'enregistrement. Bref si les derniers chiffres de l'ODR montrent que nos autorités sont sensibles à certaines situations de guerre et à la nécessité de protéger ceux qui les fuient (une conséquence de l'action des mouvements de défense du droit d'asile?), d'un autre côté (effet des pressions de ceux qui assimilent à tort réfugié à profiteur?) tout laisse croire que le droit d'asile sera interprété de plus en plus restrictivement. ■

Sophie de Rivaz

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

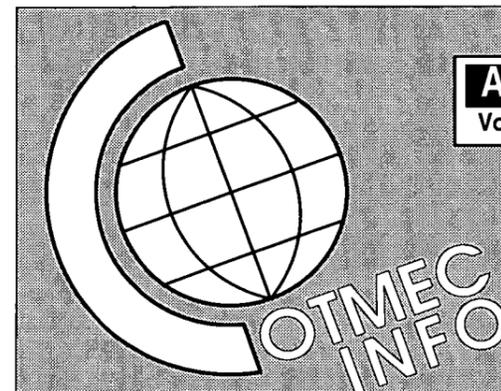
Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés.

Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.

Si vous n'avez pas encore payé votre abonnement, vous pouvez obtenir un bulletin de versement à l'adresse indiquée au-dessus de cet encadré.



Abonnement: Fr 12.-
Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 3
Campagne contre les mines antipersonnel

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 173 / Mensuel / Mars 1995

Billet évangélique

Maman, regarde, il a un fusil tout rouge...

Bruxelles, Noël dernier... Un ami me conduit - sans rendez-vous, bien sûr - vers la famille d'un professeur rwandais rescapé des massacres et émigré dans la capitale de l'ancienne métropole. Pas de vacances de neige pour la petite famille de quatre enfants relogés, mais heureux, en terre d'exil. On fait les présentations. La maman me désigne avec une touche émotion et d'admiration le petit dernier, un bambin de cinq ans: "C'est lui qui nous a sauvé la vie!". "Comment cela?" "Quand les soldats sont arrivés chez nous pour nous tuer, il a pointé son doigt vers le fusil d'un militaire et a déclaré à sa mère: "Maman regarde, il a un fusil tout rouge!". En effet, la crosse de l'arme était rougie de sang. Le commando de la mort venait d'achever sa sinistre besogne dans une maison voisine. Les paroles et le regard amusé de l'enfant désarmèrent littéralement le tueur qui resta pantois. Il donna l'ordre à son groupe de se retirer et ils sortirent de la maison confus et penaud. Sans avoir tué.

Il suffit d'un enfant. L'innocence des plus petits a eu cette fois-ci raison des fureurs criminelles. Ce ne fut pas toujours le cas, hélas. Nous le savons, l'homme peut être dépravé au point de fracasser le crâne d'un bébé ou d'éventrer une femme enceinte. D'Hérode - qu'on appela curieusement "le Grand" - jusqu'aux milices rwandaises, en passant par les horreurs d'Auschwitz ou de Sarajevo, qui fera le compte et le détail de la sauvagerie dont peut être capable l'espèce humaine? Mais, il suffit parfois d'un enfant qui joue avec les bourreaux et s'amuse de leurs armes. Le petit David, privé de sa fronde, a raison du géant Goliath empêtré dans son armure.

Cette histoire - vraie - me fait penser aux combats que mènent les pauvres et les démunis contre les forces de l'ordre ou du désordre établi. Des fleurs contre des fusils! Pas de signes de peur, de panique ou de gesticulation. Sûrs de leur bon droit, ils avancent les mains nues au-devant des mitraillettes prêtes à les décimer. Et même s'ils sont fauchés par le feu ou l'arme blanche, Dieu peut-il être assez sourd pour ne pas prendre leur défense? Comme il est intervenu en faveur du Juste assassiné un certain vendredi de printemps. Qui pourra chanter la résurrection et la victoire des enfants innocents, morts suppliciés?

L'innocence excite les pervers. Elle peut aussi les désarmer. Mon petit ami rwandais, au milieu de sa famille terrorisée et horrifiée, ne comprenait rien au drame qui se préparait. Pour lui, le fusil n'était qu'un jouet. Sa candeur naïve a prévalu.

Face au mal ou à l'atroce, mieux vaut parfois en rire que de le redouter. Je sais bien que ce n'est pas là un principe d'action et d'auto-défense qu'il faut ériger en système. Mais je cherche de tous les côtés les défauts de la cuirasse qui permettront d'atteindre le tueur. Et si c'était le sourire d'un enfant? ■

Guy Musy



Interdiction des mines antipersonnel: à vous de jouer!



Le 3 avril aura lieu le lancement officiel de la campagne suisse contre les mines antipersonnel.

Vous pouvez d'ores et déjà obtenir du matériel d'information (voir mini-dossier) et signer l'appel ci-joint.

D'autres pistes d'action vous seront proposées dans le prochain Cotmec-Info

Evêques et prophètes en Amérique latine

Les chrétiens d'Amérique latine sont sensibles à la figure du "bon pasteur" et savent lui rendre hommage. Brefs portraits de trois évêques dont les actions constructives en faveur de la justice et de la paix sont enfin reconnues.

Mgr Romero, 15 ans déjà

24 mars 1980, Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador était assassiné en pleine messe par un tueur à la solde du gouvernement. Ses ennemis ont longtemps clamé qu'il n'avait eu que ce qu'il méritait, s'étant fait "l'allié objectif des communistes"... Aujourd'hui, à Rome, après de nombreuses hésitations, son procès en béatification semble s'accélérer. On célébrera prochainement (voir encadré) le souvenir de cet évêque martyr qui s'était fait inlassablement la voix des sans-voix, suite à un autre assassinat qui avait marqué sa vie: celui d'un prêtre, très engagé auprès des plus pauvres, et qui comptait parmi ses amis les plus chers.

Dans la même lumière:

Mgr Rivera Damas

Mgr Arturo Rivera Damas a eu la redoutable tâche de succéder à Mgr Romero, à l'heure de la

guerre civile naissante. A la fin des années '70, la conférence épiscopale et la nonciature de San Salvador avaient eu peur d'assurer la relève de Mgr Chavez par Mgr Rivera qui était alors son auxiliaire. Ils lui avaient préféré un Mgr Romero, considéré à cette époque comme un conservateur, ami des "riches pieux". Mgr Rivera, très engagé dans la concrétisation du souffle de Vatican II en Amérique latine, sera finalement le successeur de son ami Romero auquel il a rendu, tout au long de sa vie, un vibrant hommage et en qui il a trouvé une force spirituelle renouvelée.

Au Salvador, Mgr Rivera a vécu l'éveil des pauvres. Il était avec eux pour revendiquer dignité et responsabilités et pour accompagner les organisations populaires. Il a inlassablement dénoncé la répression comme seule réponse aux légitimes aspirations des démunis. Grâce à son travail de négociateur, le gouvernement et la guérilla ont abouti à un accord de paix. Mgr Rivera est mort le 26 novembre '94. Dans l'esprit des Salvadoriens, il reste vivant comme une "mémoire de feu".

Mgr Ruiz, évêque des Indiens

Les Indiens du Chiapas relèvent péniblement la tête pour sortir de

conditions séculaires d'exploitation et de marginalisation. Mgr Samuel Ruiz Garcia, dont nous avons à plusieurs reprises parlé dans ces colonnes, évêque de San Cristobal de las Casas, a su se mettre à leur écoute. Son combat non-violent pour la justice au Chiapas lui a valu d'être choisi comme médiateur du conflit qui oppose les descendants des Mayas aux riches propriétaires terriens, et la guérilla aux forces du gouvernement. Les attaques contre Mgr Ruiz n'ont pas manqué, tant en provenance des milieux politiques que religieux, tentant de le discréditer, l'accusant d'être de connivence avec la guérilla zapatiste, faisant pression pour qu'il soit contraint par le Vatican à donner sa démission. Des messages de soutien et des lettres adressées au Pape ont fusé de partout: non seulement de son diocèse, mais de tout le Mexique et de nombreux autres pays.

Fin février, "L'Osservatore Romano", voix officielle du Vatican, appuyait sans équivoque l'action du prélat, accusant même les nantis de la région de saboter le dialogue et de provoquer une effusion de sang. Ce franc soutien de Rome peut induire un renforcement du processus engagé pour plus de paix et de justice. Et on aimerait pouvoir saluer plus souvent de tels appuis prophétiques... A Evreux et en Haïti par exemple! ■

Roland Pasquier

Pour la paix dans le monde

Coordonnées par Pax Christi Suisse romande, des célébrations en souvenir de l'assassinat de Mgr Romero et des martyrs de notre temps auront lieu le vendredi 24 mars 1995 dans la plupart des grandes villes romandes.

A Genève, la messe célébrée par Mgr Amédée Grab aura lieu à la Basilique Notre-Dame, à 18h30.

Delémont, Eglise St-Marcel, 18h15

Neuchâtel, Chapelle de la Providence, 18h15

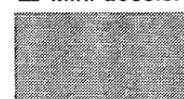
Fribourg, Cathédrale St-Nicolas, 18h15

Lausanne, Basilique Notre-Dame, 18h20

St-Maurice, Basilique, 18h00

Coordination et informations: Pax Christi, tél: 021 312 26

Mini-dossier



Bonne nouvelle: début mars, la Chambre belge a adopté à l'unanimité un projet de loi - déjà visé par le Sénat de Belgique - interdisant la fabrication, l'acquisition, la vente, l'exportation, l'utilisation et la détention des mines A/P et des pièges ou dispositifs de même nature. C'est une première mondiale dans la lutte contre ces fameux "tueurs cachés" qui ont fait plus d'un million de victimes depuis dix ans (voir encadré)! La Belgique, premier pays à adopter une législation aussi sévère, s'engage également à détruire son stock de mines A/P, à l'exception d'un tiers qui doit servir à des exercices de déminage.

C'est un des résultats réjouissants de la campagne internationale pour l'interdiction totale des mines A/P lancée en 1992 par six organisations non-gouvernementales - dont "Handicap international" et "Human Rights Watch" - et soutenue aujourd'hui par plusieurs centaines d'ONG de par le monde. Comme en Belgique, des campagnes nationales ont été lancées dans de nombreux pays. En Suisse, où le terrain est déjà préparé par les appels répétés du CICR contre les méfaits des mines, une trentaine d'organisations se sont mises en mouvement (voir liste provisoire sur l'appel ci-joint). La campagne nationale sera lancée officiellement le 3 avril

prochain, avec des revendications spécifiques concernant notre pays.

Autorités suisses: position actuelle mitigée

En mai '94, la Suisse a décrété un moratoire interdisant l'exportation de mines terrestres A/P. Cette mesure reste toutefois insuffisante car elle se limite aux Etats qui n'ont pas signé la Convention des Nations-Unies sur la limitation des armes classiques. Cette Convention, adoptée en 1980, souffre de nombreuses lacunes: elle ne réglemente ni la fabrication ni le commerce des mines et ne prévoit aucun mécanisme de contrôle en cas de violation du protocole imposant des restrictions à leur utilisation. A l'initiative de la France, cette Convention sera d'ailleurs révisée en septembre et octobre prochain, dans le cadre d'une conférence qui devrait, selon les dernières nouvelles, se tenir à Vienne.

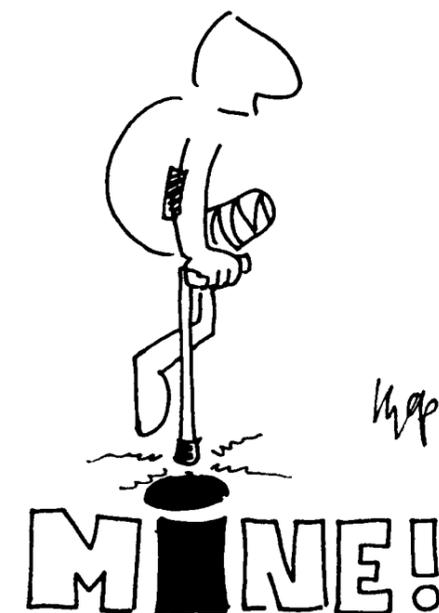
Si, à l'exemple de la Belgique, la Suisse adoptait une position ferme pour une interdiction totale (production, commerce, stockage, utilisation) des mines antipersonnel, elle pourrait jouer un rôle moteur digne de sa tradition humanitaire dans le cadre de ce forum international. Malheureusement, nos autorités semblent, pour l'instant, entretenir une cer-

La Suisse et les «tueurs cachés»

Campagne pour l'interdiction totale des mines antipersonnel

(Les mines antipersonnel (A/P), sont des mines dirigées contre des personnes).

taine confusion à ce sujet. Au sein du groupe d'experts préparant cette rencontre, la position qui prévaut vise au simple renforcement des restrictions d'utilisation des mines classiques et à l'interdiction de certaines mines: celles qui peuvent être parachutées, qui ne sont pas détectables, qui n'ont pas de mécanisme d'auto-destruction ou d'auto-neutralisation, ainsi que les pièges qui explosent lorsque l'on tente un déminage. "A ce jeu-là, les débats peuvent très bien s'enliser dans la distinction fallacieuse entre bonnes et mauvaises mines", avertit Michel Egger qui suit de près la question pour les oeuvres d'entraide. On pourrait même soupçonner la Suisse de vouloir préserver ses chances sur le marché des dispositifs micro-techniques et micro-électroniques de mise à feu et d'auto-neutralisation des mines: en la matière, le savoir-faire du berceau de l'horlogerie est en pointe (1).



position cohérente et exemplaire, afin d'inciter d'autres Etats à prendre des mesures unilatérales pour enrayer ce fléau et permettre un bannissement total des mines A/P au niveau international. En outre, la Suisse pourrait ainsi s'engager de toutes ses forces pour une sensibilisation du public et dans des actions - urgentes et délicates - de déminage. Là, son savoir-faire serait apprécié! Enfin, elle devrait promouvoir sur la scène internationale le principe du "pollueur-payeur", engageant la responsabilité des Etats et des entreprises impliqués dans la production et la diffusion des mines pour les dégâts qu'ils provoquent. ■

Dominique Froidevaux

1. Ainsi, l'entreprise Tavano S.A. a elle-même vanté son savoir-faire applicable aux mines A/P lors du colloque de Montreux, en 1993.
2. Voir à ce sujet les dossiers élaborés par CH+6, n° 88 / nov. 94; DB, Solidaire n°127, février 1995; Michel Egger, Terre Nouvelle n°81, janvier-février 1995.

Que faire?

□ Signer et faire signer l'appel ci-joint, p.ex. en organisant un stand ou en nous signalant vos disponibilités pour des stands.

□ Organiser des séances d'info dans les paroisses, mouvements... Pour du matériel, contacter le secrétariat de la campagne: tél et fax 022 342 25 83.

□ Soutenir des projets des oeuvres d'entraide et des missions dans les pays affectés par les mines. Contacter à ce propos l'Action de Carême: 021 617 88 81.

La campagne suisse contre les mines antipersonnel vise donc à faire adopter à notre pays une

Danger! Mines!

Selon l'ONU, Physicians for Human Rights et Human Rights Watch, 100 millions de mines antipersonnel prêtes à exploser sont disséminées sur la planète, dans 62 pays. Chaque mois, même après la fin des conflits, 1000 à 2000 personnes sont touchées: en moyenne deux tiers en meurent, les autres restent handicapées à vie. La grande majorité des victimes sont des civils. En Afghanistan, comme en Angola on estime le nombre des mines actives à près de 10 millions, il y en aurait plus de 5 mio au Cambodge, autant en Irak et au Koweït. Même le Rwanda est touché.

Pendant que l'on discute au niveau international sur le développement de mines high-tech sensées limiter les dégâts avec des dispositifs d'auto-neutralisation, la réalité du terrain démontre que rien n'entrave l'utilisation d'engins aux raffinements de plus en plus meurtriers: mines à effet de souffle, à fragmentation, mines bondissantes projetant à hauteur d'enfant des billes ou éclats métalliques dans un rayon de 25 mètres, sous-munitions non explosées disséminées par des obus pouvant en contenir 600... Certaines mines sont même étudiées pour blesser sans tuer: l'effet démoralisant des mutilations, à l'arrière, sur les combattants et les populations civiles, est des plus efficaces.

Les mines sont bon marché: de 3 à 75 \$, selon le modèle. Ce qui facilite leur diffusion. Mais le coût du déminage est terriblement élevé - 300 à 1000 dollars par mine - et les démineurs y risquent leur propre vie. Si l'on n'engage pas une lutte sans merci contre ces "tueurs cachés", il sera difficile d'en venir à bout: on estime que, l'an passé, 2 mio de mines ont été posées et seulement 100'000 ont pu être désactivées. Dans le cas du Cambodge, le déminage complet du pays coûterait l'équivalent de son PNB durant 5 à 7 ans.

Ceci explique que la revendication pour l'interdiction totale des mines ait obtenu de nombreux soutiens de poids: le secrétaire Général de l'ONU, l'UNICEF et le CICR ont émis des résolutions ou déclarations très fermes dans ce sens. Le Vatican, très engagé sur le plan international et diplomatique dans la limitation des transferts d'armements, a appelé la communauté internationale à résoudre rapidement cette question, tant les ravages parmi les civils, surtout parmi les enfants, sont atroces. D.F.

Amahoro... Une radio pour la paix

Chacun sait l'influence exercée au Rwanda par la voix des ondes dans l'attisement des haines ethniques et le déclenchement des massacres du printemps '94. Dans un pays dépourvu d'organe d'information écrite ou télévisée couvrant l'ensemble du pays, la radio est un atout de première importance. Chaque famille dispose de son transistor. Les protagonistes du conflit n'ont pas tardé à tirer profit de cette plateforme de propagande exceptionnelle. Et souvent pour le pire.

Mais pourquoi ne pas mettre au profit de la paix et de la justice un instrument si efficace? Des Européens et des Rwandais exilés en Belgique ont voulu relever ce défi en fondant à Bruxelles, en juillet 1994 "Radio Amahoro" ou la "Radio-Paix". Son objectif: émettre en kinyarwanda à destination du Rwanda et des pays limitrophes un message comportant essentiellement deux éléments: des informations crédibles et un message positif invi-

tant à la reconstruction du pays dans le respect des droits des personnes. Indépendante des formations politiques, cette radio veut aussi combattre toute idéologie basée sur des principes d'exclusion et bannir toute incitation à la haine et à la violence.

Les émissions enregistrées à Bruxelles ont effectivement commencé à être diffusées le 28 juillet 1994 sur les ondes de la radio "Africa N°1" au Gabon et sur celles de la radio "Voice of Peace" d'Addis Abeba en Ethiopie. L'heure d'émission journalière, reprise matin et soir, est ordinairement bien reçue à l'intérieur du pays, ainsi que dans les camps de réfugiés aux frontières du Rwanda.

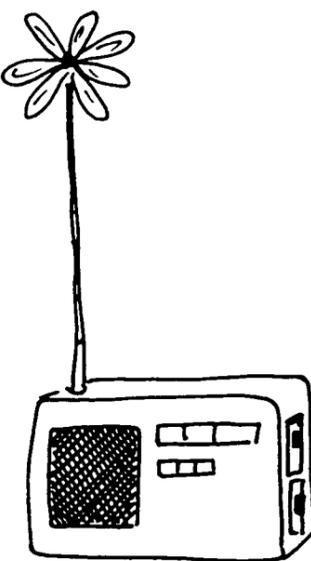
Cette radio, patronnée par le collectif "Eurostep" (ONG européennes), devrait cesser ses émissions dès la mise en place à Kigali d'une radio indépendante au service des Droits de l'Homme. Il s'agit d'un projet déjà

accepté par le gouvernement rwandais et qui sera géré par des associations rwandaises et internationales qui luttent pour la justice. Radio Amahoro aura donc servi de relais et préparé le terrain pour une radio locale qui poursuivra les mêmes objectifs.

Un bel exemple de ce que peut être une force d'appoint, nécessaire à un moment donné, mais qui ne s'impose pas pour l'éternité. Les innombrables ONG humanitaires qui submergent le Rwanda d'aujourd'hui pourraient imiter la leçon. ■

Guy Musy

* Il ne faut pas confondre Radio-Amahoro avec Radio-Agatashya (Radio-Hirondelle), la station "humanitaire" mise en route par la section suisse de "Reporters sans frontières" et qui émettait à partir de Bukavu, ville zairoise frontalière du Rwanda. L'Association Agatashya qui a pris le relais de RSF-Suisse négocie actuellement auprès du gouvernement rwandais l'autorisation d'émettre à partir de Kigali (Ndlr).



Kyp

L'Évangile de la vie

Aux très nombreux commentaires sur la dernière encyclique, nous n'ajouterons pas le nôtre. Il faut lire ce texte, facile d'accès et bourré de repères intéressants pour ceux qui sont soucieux d'un combat pour les droits de l'Homme et la justice Nord-Sud.

Mgr Gérard Defois, archevêque de Sens et Auxerre, l'une des rares personnes à avoir participé aux ultimes réflexions sur l'encyclique, a bien souligné que le terrain éthique sur lequel elle se situe était «forcément un lieu de dialogue, peut-être même parfois un lieu de combat».

C'est dans cette perspective que nous recommandons d'aborder ce texte. On regrettera simplement, à cet égard, la défiance *a priori* vis-à-vis du monde scientifique dans son ensemble et de la société contemporaine ainsi que le parachutage d'une réflexion qui apparaît au lecteur trop souvent fermée sur elle-même. Pour promouvoir d'incontournables points d'appuis dans un débat éthique ouvert à tous, on peut faire mieux! Cela ne devrait cependant pas nous empêcher de prendre cet appel à la vie au sérieux. ■

Dominique Froidevaux

Tourismus

Des photos pour communiquer, apprendre, découvrir... Sommes-nous de ces gens qui sillonnent la planète en tous sens, sans problème ?

Sommes-nous de ceux qui restent chez eux par scrupules ou par peur ?

Sommes-nous de ceux qui voyagent malgré tout avec un fond de mauvaise conscience dû aux différences de vie avec le pays visité, aux nuisances du tourisme ?

Choc de la photo: en Turquie, des autochtones sont tenus à l'écart d'un club de vacances par de hautes barrières métalliques et confinés ainsi à la partie congrue de leur plage.

Photo langage: pour aiguiser notre regard sur le tourisme et favoriser une attitude critique sur notre façon de vivre nos vacances, le service école nous propose 40 prises de vue remarquables (dont celle décrite plus haut et un fascicule d'accompagnement en 4 langues.)

Espérons qu'avec un tel outil nous saurons, à l'heure de jouer les pigeons voyageurs, être plus voyageurs... que pigeons! ■

Roland Pasquier

Service école, Epinettes 10 - 1007 Lausanne - tél. (021) 616.84.33

Les silences du palais

Comme une voix qui monte des profondeurs des entrailles, le chant d'Alia fait vibrer tous les coeurs, sans exception. Et s'il est ressenti par certains comme un appel des sens, il est avant tout, pour les femmes tunisiennes et les patriotes, symbole de libération. Pour Alia, il est le fil conducteur de son âme passionnée qui refuse les entraves. En préférant la liberté à la condition de servante à la merci du droit de cuissage, elle se retrouve liée à un homme qu'elle a aimé, mais qui, en refusant de l'épouser, l'oblige à avorter à chaque fois, car un enfant doit avoir un nom. La mort du prince Sidi Ali, dont sa mère était servante et maîtresse, la ramène, après dix ans d'absence, au palais de son enfance. Réalisé par Moufida Tlatli, le film regarde la condition féminine à travers les yeux de la femme tunisienne. Un moment d'authenticité.

Scandée par les lieux et les odeurs retrouvés progressivement, une lente immersion dans le passé commence pour Alia, une occasion de chercher des réponses aux questions fondamentales qui l'ont toujours confrontée aux silences, aux non-dits. Pour découvrir la vérité qui est presque toujours tabou, il faut savoir décoder les phrases, lire dans les regards, suivre et observer les grands en cachette derrière les tentures. Un apprentissage entaché de douleur, lié à la perte précoce de l'innocence, car dès sa puberté une enfant doit se protéger des hommes. Les autres femmes, dans des élans de solidarité et de jalousie mêlées, ont le rôle d'accompagner et de guider, de consoler et de guérir aussi.

Dans la culture musulmane, hommes et femmes ne se rencontrent que dans l'intimité, dans un acte derrière lequel se dissimule le poids terrible de devoir prouver sa fertilité, car si "son ventre la trahit", une femme ne pourra jamais jouer pleinement son rôle primordial. Les dialogues entre personnes des deux sexes sont rares: les hommes discutent entre

eux de politique, jouent aux cartes ou lisent, tandis que leurs femmes mènent une vie d'oisiveté presque complète. Par contraste, la vie des servantes est animée par une suite d'activités qu'elles exécutent toujours ensemble, assises en cercle, chantant, parlant de leurs problèmes, de leurs espoirs, de leurs malheurs: aucune d'elle n'ose remettre en question sa condition d'esclave. "Toute notre vie est un couvre-feu" dira l'une d'elle, en répétant une phrase qui annonce la guerre d'indépendance à la radio.

Le cercle, le noyau, les cycles sont autant de thèmes suggérés tout au long du film. Ainsi par exemple l'inversion des rôles mère-fille, traduite dans une scène où Alia se maquille en présence de sa mère pour aller chanter devant les maîtres, comme elle l'avait vue faire maintes fois: intimidée par les gestes sûrs de sa fille, la mère prend conscience de la distance qui les sépare désormais et n'ose regarder son enfant qu'au travers du miroir, symbole ici de cette frontière intangible qui s'est élevé entre elles. Le sang est omniprésent, il marque les temps forts de la vie des femmes, celui de l'enfantement, du passage à l'âge adulte, mais encore celui bien plus terrible de l'avortement qui tue aussi la femme.

L'absence du père est au coeur du drame d'Alia et enflamme son désir désespéré d'amour et de racines. Ne pas savoir qui est son géniteur dans une société patriarcale génère naturellement un déséquilibre profond. Ses questions incessantes sur l'identité de son père touchent un problème essentiel de la culture tunisienne, mais aussi européenne, c'est-à-dire l'absence paternelle effective dans l'éducation des enfants, qui transparaît dans la réponse que lui donne une vieille servante: "un père ne se réduit pas à un nom, il doit être aussi sueur, douleur, vie quotidienne". ■

Nicole Kunz

Distribution: Trigon-Films

Afrique du Sud: du nouveau à lire

Le groupe Eglises-Nouvelle Afrique du Sud sort un nouveau bulletin d'information (voir le précédent qui était inséré dans le Cotmec-info de décembre 94).

Au menu: le renouveau critique de l'Eglise, le combat contre la pauvreté, le racisme et l'impunité dans la nouvelle Afrique du Sud. On peut l'obtenir en téléphonant au 021 802 17 27.

A lire également le témoignage de soeur Claire-Marie Jeannotat: **Histoire inavouée de l'apartheid, Chronique d'une résistance populaire, L'Harmattan**. Un récit poignant et une aventure spirituelle. Soeur Claire-Marie nous fait découvrir son chemin de Damas. Nous reviendrons sur ce livre avec son auteure dans un prochain numéro. ■

D.F.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

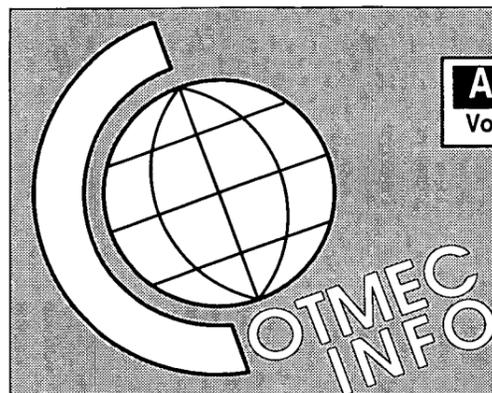
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Abonnement: Fr 12.-
Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 2-3
L'excision
en question

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 174 / Mensuel / avril 1995

Billet évangélique

Dis-moi ton nom!

Je me souviendrai toujours de ce vieil Africain avec qui je m'étais lié d'amitié et qui, au sortir d'une messe, me salua puis se retira subitement sans que je comprenne pourquoi. Quelques jours plus tard, il vint me demander pourquoi il n'était plus dans mon estime! J'étais stupéfait. Il m'expliqua que, lors de notre précédente rencontre, je lui avais adressé les salutations d'usage sans mentionner son nom. Cela signifiait pour lui que je voulais marquer une distance comme si je ne le connaissais pas. Mon oubli ou ma distraction m'avait ainsi appris la profonde signification du nom donné, du nom reçu. Le vieil homme me fit comprendre qu'il y a, exprimé dans le nom, et surtout dans la manière de le dire, toute la qualité et l'intensité de la relation entretenue avec la personne.

Cette anecdote éclaire pour moi l'un des nombreux récits énigmatiques de résurrection du Christ. Marie-Madeleine en pleurs devant le tombeau vide cherche un mort (Jn 20, 11-18). Pour elle, une relation s'est brisée et elle ne voit dans l'homme qui lui parle que le gardien du lieu. Lorsque celui-ci dit simplement «Marie», elle le reconnaît. La manière dont il a prononcé son nom est chargée de toute la relation privilégiée qui s'était nouée entre eux. Lui seul pouvait prononcer ce «Marie» de cette façon. Alors qu'elle veut être celle qu'elle connaissait, il lui dit «Ne me touche pas» ou «Ne me retiens pas», l'invitant ainsi à ne pas se fermer sur le passé d'une relation retrouvée, mais à découvrir désormais toute la nouveauté de cette relation dans le prolongement de ce qui fut commencé. Passer du «connaître» au «reconnaître» exprime ici toute la dynamique des récits de résurrection. Reconnaître signifie connaître à nouveau dans ce qu'il y a de changé, de neuf. Une dynamique qui empêche d'enfermer l'autre dans l'image que l'on se fait de lui.

Nous avons tous un jour reçu de nos parents le nom qui inaugurerait notre relation avec eux. Puis ce nom a été associé à celui de Jésus lors de notre baptême, scellant ainsi le début d'une histoire sans fin à découvrir et redécouvrir sans cesse au fil des jours. Toutes nos relations sont marquées du cycle mort et résurrection qui nous pousse perpétuellement à assimiler ce qu'il y a de nouveau en cet autre que je croyais connaître et qu'il faut reconnaître à chaque instant. Nous n'enfermerons donc jamais Dieu dans le nom que nous lui donnons. C'est d'ailleurs le sens du nom qu'il se donna lui-même en répondant à Moïse sur le Sinaï: «Je suis qui je serai» (Ex 3, 14). Un nom qui s'ouvre à toute la diversité des relations que les hommes tissent avec Dieu dans leur quête du divin. Vivre en ressuscité, c'est vivre le présent ouvert sur un avenir toujours neuf. Qui oserait encore prétendre qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil? ■

Jean-Charles Roulin

Initiative pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix Coup bas de la chambre haute

Le Conseil des Etats, dans sa session de mars, a décidé l'invalidation de l'initiative citée en titre, invoquant le manque d'unité de matière*. L'initiative, soutenue notamment par la Cotmec, demande que les dépenses militaires soient graduellement diminuées de moitié et que la somme ainsi économisée soit affectée aux efforts en matière de politique de paix et de sécurité sociale et aux salariés et régions suisses touchés par ce processus de redistribution.

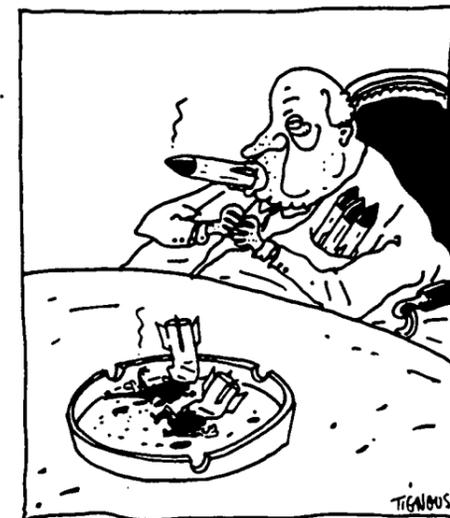
Si vis pacem, para pacem

Le Conseil national aura à son tour à prendre position sur cette initiative. S'il emboîte le pas des Etats, le souverain ne pourra pas se prononcer. Il devient dès lors urgent de faire pression. Chacun peut distribuer autour de lui et faire signer des cartes, disponibles à notre secrétariat, reproduisant un appel à la commission ad hoc du Conseil national afin que le peuple suisse ne soit pas privé de son droit de voter sur ce sujet. On peut aussi envoyer directement cet appel qui est reproduit ci-après, en page 2.

Des actes concrets pour construire une Suisse ouverte et solidaire. ■

Roland Pasquier

* Le principe de l'unité de matière trouve son fondement juridique dans le souci de ne pas induire en erreur les citoyens par des textes d'initiatives trop complexes ou contradictoires. Ce n'est pas le cas pour l'initiative qui nous préoccupe, elle indique clairement une option de gestion des finances publiques proposée aux citoyens: diminuer les dépenses militaires pour davantage de politique de paix. Sur le plan éthique, on ne peut accepter que des élus limitent les droits démocratiques pour empêcher la votation sur un sujet qui suscite une large adhésion populaire. Le pouvoir législatif se doit d'être au service des citoyens et de clarifier les enjeux politiques, et non de distordre le débat par des manoeuvres douteuses. La Cotmec a écrit une lettre en ce sens à tous les membres de la Commission de politique de sécurité du Conseil national. (Réd. Cotmec).



A vous de jouer!
 Vous pouvez obtenir des cartes-réponses avec l'appel ci-contre à notre secrétariat (tél. 022 329 26 81)...
 Ou signer et faire signer le texte de cet encadré et l'envoyer à l'adresse suivante: jusqu'au 20 mai 1995: Initiatives pour la Paix case 246 3000 Berne 13



Le peuple doit pouvoir voter sur l'initiative "Pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix"

Appel à la Commission de politique de sécurité du Conseil national

Le Conseil des Etats, lors de la session de mars, a décidé d'invalidier l'initiative populaire "Pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix" bien que le Conseil fédéral et la grande majorité des professeurs de droit constitutionnel se soient prononcés en faveur de la validité. Cette décision du Conseil des Etats est politiquement incompréhensible et injuste dans la mesure où elle va à l'encontre de la pratique admise depuis longtemps en matière de validité des initiatives populaires. Le peuple doit pouvoir décider s'il veut diminuer les dépenses militaires en faveur de plus de sécurité sociale et de politique de paix. Nous vous invitons dès lors à valider cette initiative populaire et montrer ainsi que vous ne voulez pas porter atteinte aux droits démocratiques centenaires de notre pays. Seule une telle décision permettra au peuple de retrouver confiance en son Parlement.

Nous vous remercions et nous vous adressons, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nos plus cordiales salutations.

*Signature
 Nom / Prénom, adresse.*

sonne ne saura jamais. Le dernier contact avec lui date du 12 Février et son corps a été découvert le 18. Il est mort dans la solitude lui qui était si rayonnant et si proche de tous autour de lui.

Il est arrivé en Suisse en 1979 afin de poursuivre des études entamées à Rome après le Zaïre. En 1993 sa formation a été couronnée par une soutenance de thèse à la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève. Il s'apprêtait à rejoindre cette année son diocèse (Kananga, Zaïre) où il venait d'être nommé responsable du bureau de développement du diocèse.

A Genève son activité dans la pastorale reste marquée par la création et l'animation du Centre pastoral africain. Un lieu de rencontre, de partage et de communication un lieu indispensable pour les chrétiens africains désireux de vivre l'Evangile en adéquation avec l'âme, la culture et le savoir africains.

Ce centre a bénéficié dès sa création du soutien de l'Eglise catholique à Genève. Celui-ci, mené désormais par quelques membres du comité responsable, tente de relancer ses activités. Tâche difficile car nécessitant un engagement important des responsables. Il ne sera par ailleurs pas facile de trouver un prêtre, africain ou connaissant bien l'Afrique, pouvant apporter un éclairage adapté au travail et à l'esprit du centre. La complexité de la tâche ne décourage cependant pas les responsables. Ils ont déjà rencontré Mgr. Amédée Grab qui leur a garanti du soutien de l'Eglise catholique. La COTMEC quant à elle demeure attentive aux préoccupations du centre et souhaite vivement la reprise rapide de ses activités. Ce serait là la meilleure façon de rendre hommage à la mémoire de l'abbé Mulopo. ■

Justin Kahamaile

Mini-dossier

Pendant de nombreuses années, le sujet était tabou. On savait, mais on ne disait rien, soit parce qu'on pensait que c'était aux pays où elle se pratiquait qu'il incombait d'agir, soit par indifférence.

Ce sont des femmes africaines qui, il y a une vingtaine d'années, ont demandé l'appui de femmes européennes pour essayer de briser le silence. Une coopération Nord / Sud s'est établie, au Nord le soutien logistique, au Sud la conscientisation. Puis, le travail s'est structuré et un Comité Inter-Africain a été mis en place (voir encadré). Il a fallu, il faut encore convaincre les gouvernements, les Aînées et les hommes, qu'une coutume même séculaire n'est pas nécessairement respectable et que l'abolir ne mettrait pas en péril la culture traditionnelle.

L'excision - aujourd'hui on préfère employer le terme de mutilations génitales féminines ou MGF - est l'ablation partielle ou totale du clitoris et éventuellement des petites et/ou grandes lèvres. L'infibulation consiste en plus de l'ablation, à suturer les parties restantes pour refermer l'orifice externe du vagin et pour empêcher toute pénétration.

Ses conséquences pour la santé de la fillette, de la femme

Pendant l'opération, pratiquée en général sur des fillettes pas encore pubères, il y a un grand risque d'hémorragies, d'infection, de lésions des organes voisins, sans oublier la souffrance et la peur des patientes - j'oserai dire des victimes. Pendant toute la vie subsiste un risque accru d'abcès, de kystes, de rétention d'urine, mais aussi la frigidité et parfois la stérilité. Au moment de l'accouchement, l'expulsion de l'enfant est plus douloureuse et plus difficile.

Qu'est-ce qui justifie de telles souffrances ?

L'origine de l'excision remonte bien avant l'émergence des grandes religions monothéistes. Parmi les arguments avancés citons :
 - la préservation de la virginité et le contrôle de la sexualité de la femme
 - un passage initiatique où la fillette doit faire preuve de résignation,

L'excision, une tradition cruelle et inutile

d'endurance pour être intégrée à la société des femmes - les garçons sont aussi soumis à des rites douloureux, mais ceux-ci n'hypothèquent pas tout leur avenir et n'attendent pas à leur intégrité physique et psychique.

Du point de vue social, les cérémonies d'excision ont un important rôle de rassemblement; mais du point de vue économique, elles sont fort coûteuses, il faut payer la fête, cesser le travail pendant plusieurs jours et, surtout, les suites médicales sont souvent fort onéreuses.

Aujourd'hui, cet aspect de rassemblement communautaire s'estompe puisque, dans de nombreux pays, la loi interdit l'excision. Elle continue à être infligée aux fillettes, mais dans la clandestinité, ajoutant encore au traumatisme subi.

Du point de vue religieux, l'excision n'est pas une obligation; mais aucune des grandes religions ne s'est fortement opposée à cette tradition.

Et que dire du point de vue personnel ?

La peur, la souffrance, la privation pleine ou partielle du plaisir sexuel, les complications lors des naissances n'est-ce pas payer au prix fort son appartenance à une communauté ? Les femmes courageuses qui ont refusé que leurs filles subissent ce qu'elles avaient enduré, se sont vues traitées de mauvaises mères et souvent leurs filles n'ont pas trouvé à se marier, si forts sont les préjugés et la tradition.

Où se pratique-t-elle ?

Elle traverse les pays, les cultures, les religions, que ce soit en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. En sont victimes des fillettes musulmanes, catholiques, protestantes, coptes, animistes ou incroyantes. Aujourd'hui, malgré l'interdiction par la loi, elle est quotidiennement pratiquée dans une vingtaine d'Etats africains, de la côte atlantique à la Mer Rouge, de l'Océan Indien à la Méditerranée.

En Europe aussi, ainsi qu'en Amérique du Nord

Les femmes réfugiées, les femmes migrantes ont apporté cette tradition avec elles. L'éloignement de leur pays, leur solitude, leur déracinement les rendent d'autant plus fidèles à tout ce qui les rattache à leur passé. Elles ont recours à des exciseuses dans la clandestinité car elles veulent assurer à leurs

filles leur pleine appartenance à la société. Quand des complications médicales surviennent, souvent suivies de poursuites judiciaires, elles ne comprennent pas ce qui leur arrive puisqu'elles n'ont fait que se conformer à une pratique culturelle. Et quand elles s'y opposent, car elles ont compris que cette coutume est cruelle et inutile, l'entourage profite d'une de leurs absences pour que l'excision soit faite.

Pourquoi une telle résistance ?

- Les Aînées refusent souvent de voir mis en cause ce qu'elles-mêmes ont souffert et se veulent gardiennes farouches des traditions;
 - les exciseuses qui exercent ce métier de mères en filles depuis des siècles;
 - les hommes qui refusent d'épouser une femme non mutilée génitalement;
 - les préjugés: celles qui demandent la cessation de ces pratiques sont décrites comme étant contre la tradition, la famille, la religion, la nation même. Elles sont accusées de rejeter leur peuple, leur culture.

Que faire ?

De nombreuses campagnes de sensibilisations ont été entreprises en Afrique, prenant en compte l'aspect médical, social, éthique, religieux, culturel. Elles ont largement informé sur les enjeux. On peut les définir selon quatre axes :
 - Les droits de la femme. L'excision est l'exemple extrême du statut inférieur de la femme dans de nombreuses sociétés.
 - Les droits de l'enfant. Même si les parents font exciser leur fille en pensant être des parents responsables, ils font subir à l'enfant une forme de torture et ils attentent à son intégrité physique et morale.
 - Le droit à la santé. L'excision est une cause de dommages irréversibles à la santé des femmes et des fillettes.
 - Le droit au développement. Cette coutume est toujours vivante dans les pays les plus pauvres de la planète; elle empêche les femmes de participer pleinement au développement de leur pays.

Avec quels partenaires ?

L'ensemble de la société doit être impliquée dans ce combat pour la dignité et la santé des femmes. Mais il est certain que seul un débat naissant des communautés concernées - et donnant toute leur place aux femmes - a des chances d'avoir



une prise sur le réel, en respectant les cultures locales et leur évolution propre.

- Les gouvernements promulguent des lois rendant de telles pratiques illégales, mais ils ne pourront les faire respecter qu'en favorisant un large débat communautaire à ce sujet.
 - Les autorités religieuses devraient dire plus haut et plus clair que ni Dieu, ni la religion n'exigent de telles coutumes et qu'au contraire elles sont néfastes et dégradantes.
 - Les médecins, infirmières doivent être formés et informés de la conduite à tenir en face de ces mutilations traditionnelles. Les éducateurs, les formateurs peuvent élaborer des programmes permettant à chaque homme, chaque femme de comprendre que la culture, le respect de la tradition ne sont pas mis en péril par l'abandon de telles pratiques.
 - Les exciseuses doivent être partie prenante de ce processus.

On peut les orienter vers d'autres activités rémunérées et éviter leur marginalisation.

- Enfin il faudrait surtout que les hommes disent très nettement qu'ils refusent la subordination de leurs épouses, qu'ils veulent des partenaires jouissant des mêmes droits qu'eux! Utopique?

Pour nous, en Europe, l'action est plus discrète; mais nous devons apporter notre soutien à tout ce qui permettra d'éradiquer toutes les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants. Il en est d'autres que les mutilations génitales féminines, mais celles-ci sont de loin les plus cruelles et les plus néfastes. ■

Maryse Durrer
 avec la collaboration de
Christine Schilter
 et **Suzanne Zurcher**
 Dossier réalisé pour
 Genève Tiers-Monde et la Cotmec.

Genève Tiers-Monde (GTM),
 ONG genevoise de coopération, est partenaire de diverses organisations sénégalaises très engagées dans la promotion d'un débat communautaire autour des questions de l'excision. Des renseignements détaillés sur cette dynamique locale peuvent être obtenus auprès de GTM qui publie ce dossier en collaboration avec la Cotmec dans les pages de son bulletin "Trait d'Union": Genève Tiers-Monde, 53 rue de Carouge, 1205 GE. Tél. 022 329 67 68.

Le Comité Inter-Africain (CI-AF)
 Secrétariat central : Addis Abeba/Ethiopie
 Bureau de Genève : 147 rue de Lausanne

Créé en 1984 à la Conférence de Dakar, il regroupe 24 comités nationaux en Afrique. Il organise des séminaires, produit du matériel audio-visuel, finance des études sur le terrain et, par son travail au niveau international, a permis une prise de conscience et un engagement mondial pour que ces pratiques cessent définitivement.

Le Tribunal fédéral et les requérants à la rue

Un arrêt du Tribunal fédéral vient de changer considérablement le sort des requérants qui se présentent aux Centres d'enregistrement pour requérants d'asile (CERA). Et, partant, le travail de ceux qui les accueillent et les accompagnent.

En juillet 1992, une «directive interne» de l'Office fédéral des réfugiés (ODR) ordonnait aux quatre CERA de Suisse de ne plus recevoir les requérants frappant à leur porte sans preuves de leur identité.

A Genève, ils étaient généralement admis au bout de quelques jours. A partir de septembre 1993, la pratique s'est durcie: ces requérants se voyaient remettre par un Securitas une feuille orange leur donnant trente jours pour trouver des documents. Puis ils étaient livrés à eux-mêmes. Cette mesure a été maintes fois dénoncée. Une manifestation s'est déroulée devant le CERA, des recours ont été déposés, d'innombrables démarches effectuées. En vain. La plupart des requérants mis à la rue se dirigeaient ou étaient dirigés vers la Casagora, un container placé devant le CERA par l'Aumônerie genevoise oecuménique auprès des

requérants d'asile (AGORA). Pendant près de trois ans, l'AGORA a consacré une partie importante de ses forces à loger et à nourrir ces requérants, avec le concours de l'Armée du Salut, de paroisses et même de particuliers. Elle a mobilisé plusieurs dizaines de bénévoles, recueilli des dons, obtenu des subventions de l'Etat et de la Ville. Par exemple, environ 6'000 repas ont été servis dans une cantine installée dans les locaux de la paroisse protestante de la Jonction. Les requérants pouvaient entrer au CERA quand ils avaient obtenu des papiers ou au bout des trente jours.

Pratiques déclarées illégales
Or le Tribunal fédéral vient de déclarer illégale la pratique de l'ODR. Celle-ci visait à faire réapparaître des documents sans renvoyer les requérants déboutés dans leur pays. Et il est vrai

qu'on parvenait assez souvent au résultat recherché. Cependant, comme le souligne le Tribunal fédéral, une pratique administrative n'est pas licite pour le seul motif qu'elle est considérée comme utile. Il existe d'autres moyens d'inciter les requérants à fournir des papiers quand ils le peuvent - ce qui est loin d'être toujours le cas. Surtout, le système avait des effets pervers. Il poussait des requérants à se procurer de faux papiers, il permettait à des individus n'ayant nullement l'intention de demander l'asile de profiter d'une attestation délivrée sans contrôle pour commettre des actes délictueux, il laissait à la rue des personnes souffrant de maladies contagieuses...

C'est un peu par hasard - et grâce aux mesures de contrainte*! - que le Tribunal fédéral a pu intervenir. Il est plutôt inquiétant pour notre démocratie de constater qu'une pratique illégale a duré aussi longtemps sans qu'on puisse s'y opposer... ■

Michel Bavarel

* L'introduction des mesures de contraintes s'est heureusement accompagnée de nouvelles possibilités de recours.

à vos agendas

- Du 7 au 11 août

au Centre de rencontres de Cartigny (Genève).
SENSIBILISATION A LA NON-VIOLENCE ACTIVE
Animation: Martine Berazategui, Jean-Denis Renaud, Anita Thomas
Organisation: Centre de rencontres de Cartigny et Mouvement international de la réconciliation (MIR).
Renseignements (inscriptions jusqu'à fin juin): MIR, Reposoir 3, CH-1260 Nyon.
Tél. (41 22) 362 71 23

- 15 juin 1995, dès 19h00

au Centre des Unions Chrétiennes (Genève), Av. Ste-Clothilde, 9
Conférence-Débat:
«NOUS N'ATTENDRONS PAS 2045 POUR DÉNONCER L'INHUMANITÉ DE CERTAINES SITUATIONS»
Le débat portera sur le rôle de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale et aura pour objectif de lancer des perspectives d'action afin que «50 ans après, plus jamais ça» (mesures de contrainte, forteresse de Schengen, problématique du seuil de tolérance, etc...).
Org.: Le Printemps de l'anti-racisme.
Renseignements: Philip Grant, 11, rue des Maraichers.
Tél. 320 87 29

Livres

En rouge, dans la marge.

Département municipal des affaires sociales, des écoles et de l'environnement.
Genève, avril 1995.

Chapeau aux auteur(e)s de ce livre-témoignage sur l'exclusion à Genève! Collégiennes et collégiens, ils ont rendu la parole à d'autres jeunes que l'école avait mis en marge, accouché de leurs propres sentiments et de leurs questionnements sur leur vie scolaire et interrogé diverses personnalités genevoises à ce même propos. Comme le souligne Tariq Ramadan, un des profs-locomotive de ce travail réalisé en année de matu: les jeunes ont donné beaucoup de leur temps libre pour réaliser ce livre, «l'engagement et la motivation ont donné naissance à l'essentiel. Quand l'occasion leur est offerte, les élèves nous prouvent que la maturité est un état d'esprit... avant d'être un diplôme».

En ces temps où l'institution scolaire semble se laisser envahir par un esprit de compétition et de carriérisme, il est bon de voir des initiatives qui brisent les carcans de la société à deux vitesses. Pierre Dufresne, un des parrains de cet ouvrage, relève fort à propos que la démarche

des jeunes auteurs est une invitation à renouer avec les utopies porteuses: on peut, on se doit de toujours rêver à une société dans laquelle «il est exclu d'exclure». Et c'est cela qui peut nous amener à des actions concrètes, dans notre champ d'influence... «jusqu'à ce que l'insupportable soit en vue». ■

Dominique Froidevaux



cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

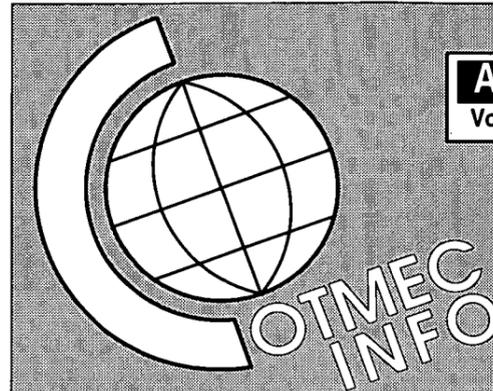
16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable: Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. **Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.** Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève



Abonnement: Fr 12.-
Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 3
Droits des indiens:
signes encourageants

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 175 / Mensuel / mai 1995

Billet évangélique

Pentecôte sur le monde

Cadre suisse d'une multinationale, la cinquantaine bien engagée, il fut choisi pour monter et installer une usine en Chine. Son épouse l'accompagna, laissant leurs grandes filles au pays. Chrétiens convaincus, nos deux amis n'eurent de répit que lorsqu'ils découvrirent à Shanghai une église pour y pratiquer leur messe dominicale. Entreprise qui ne va pas de soi. En général, les agences touristiques chinoises ne sont pas prolixes à ce sujet. Après quelques tentatives, ils trouvèrent ce qu'ils cherchaient. Mais on y chantait encore en latin. Seule marque de modernité: le sermon qui était dit... en chinois. Au fil des dimanches, l'assistance se diversifia. A nos deux suisses s'ajoutèrent d'autres européens et même un jeune Rwandais, rencontré là, et qui devint bien vite leur très grand ami. On ne se posa pas la question de savoir si le célébrant était un prêtre clandestin ou patriotique, disciple du pape ou schismatique. On était dans l'Eglise de Jésus-Christ, faisant la mémoire du Seigneur, selon un usage qui remonte aux premiers âges, avant même qu'il ne fut question d'Eglise chinoise, romaine ou africaine.

Etonnante fécondité de la Pentecôte qui rassemble en un même lieu des hommes et des femmes aussi divers que peuvent être un chimiste valaisan, un diplomate australien, un étudiant africain, une grand-mère chinoise et une femme de ménage philippine. L'heure de messe n'était pas celle de la politique et des considérations économiques. Mais c'était le moment de la fraternité vraiment universelle, renouée et retrouvée autour d'un même geste: communier au corps et au sang du même Seigneur.

Ce miracle ne va pas de soi. Ailleurs, les chrétiens sont encore enfermés dans leurs exclusions. On ne peut communier dans une église grecque à moins que l'on ne vous rebaptise dans le rite orthodoxe, les catholiques veulent bien accepter des protestants à leurs tables mais déclinent en général l'invitation que leur font en retour les protestants. Quant au prêtre écônien, il érige en dogme sa singularité et exclut tout le monde.

1995: année de la tolérance... L'Esprit de Pentecôte ne nous aide pas seulement à supporter et accepter nos diversité et nos oppositions; il nous réconcilie et nous fait découvrir une solidarité fondamentale. Le fait de partager la même humanité pourrait-il déjà justifier le respect mutuel? Les violations répétées des droits de l'homme prouvent bien qu'il n'en est rien. Il faut davantage. L'Esprit de Jésus qui nous fait chanter, non à l'unisson, mais en polyphonie, vient au secours des droits de l'homme. ■

Guy Musy

Rejeter l'autre pour se retrouver ?

Qui d'entre nous n'a pas un jour pesté contre une grosse voiture aux plaques nord-européennes traînant sur une route de montagne? Ou entendu dans la rue récriminer contre tous "ces étrangers faux réfugiés politiques"? Ou encore s'insurger contre "ces Suisses allemands qui décident de tout sans tenir compte de l'avis des Romands"? Des propos qui n'auraient pas la même portée parce qu'ils ne touchent pas les mêmes catégories de personnes? Pas sûr...

Se plaindre du comportement de l'étranger, c'est aussi *a contrario* et inconsciemment souligner que nous, non bien sûr, nous ne ferions pas des "choses pareilles", c'est affirmer que les Suisses, eux, savent conduire en montagne, que les Suisses, eux, font attention à ne pas gêner les autres piétons, que les Suisses sont travailleurs et bien entendu que ce qui définit un Romand, c'est de ne pas être alémanique. Une lapalissade. Une fois encore pas certain... Car, à y réfléchir, quels Helvètes savent encore dire ce que signifie "être suisse". Certes, nous avions bien une idée: probe et honnête, le Suisse travaillait dur dans ses montagnes. Les mutations de l'après-guerre qui ont conduit à couper le citoyen de ses racines, de nombreuses affaires sur la place financière puis la crise économique et le chômage conséquent ont brisé cette image. Qui sommes-nous? Tout comme la crise des années '30, en Allemagne, avait été en partie expliquée par "le complot sioniste", nous avons trouvé la parade: si je ne puis me définir comme "moi", du moins suis-je sûr de ne pas être l'autre. Nous nous définissons alors par rapport à l'Autre, non pas l'Autre comme richesse mais comme menace. Refuser l'autre pour retrouver une identité? ■

Sophie de Rivaz

Le «Printemps de l'anti-racisme» à Genève ouvre le débat en démontrant que nous sommes capables de construire notre identité autrement que par le refus de l'autre: vous trouverez en page 4 l'agenda des rencontres proposées ces prochaines semaines. Signalons encore que la campagne oecuménique de carême 1996 ouvrira aussi des pistes dans ce sens puisqu'elle propose d'aller à la rencontre de l'autre dans la fidélité à nos propres racines. A suivre, donc. (Réd.).



155 SOS-Racisme

Le Comité romand du Forum suisse contre le racisme vient de lancer le projet d'un lieu de consultation, de défense des droits, de médiation et de recherche pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Un approche constructive et originale pour répondre aux défis lancés par la Convention internationale en la matière que nous venons d'accepter en votation populaire.
Renseignements pour soutenir ce projet ou y collaborer:
Karl Grünberg (tél 022 320 78 11)
ou Anne C. Salberg Mendoza (tél. 022 346 75 12)

Des enfants "GATTés"

Qui d'entre nous s'est attaqué aux 550 pages de l'acte final des accords du GATT? Nous sommes-nous encouragés à en comprendre les différents enjeux? Et, le cas échéant, nous sommes-nous risqués à les expliquer aux enfants des producteurs et consommateurs de demain? Le Service Ecole, en éditant une fiche pédagogique, relève le défi. Présentation.

Le Service Ecole est une communauté de travail regroupant Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas et Caritas. Il réussit la gageure de faire comprendre en 8 pages, avec des mots simples et des exemples concrets, une présentation aérée et des activités ludiques, ce qu'est la mondialisation du commerce, l'OMC et les changements qui en découlent pour la Suisse et pour le Sud.

Sur mon T-shirt, le monde

Mon T-shirt - tout comme mon mountain bike, mon chocolat ou ma banque - met en relation plusieurs pays du monde. Jugez plutôt: du Kazakhstan, le coton passe en Turquie. Là il est transformé en fil avant de devenir tissu à Taiwan. En France on lui donne bon teint avec des

colorants polonais, suisses ou chinois. En Bulgarie, on le transforme en T-shirt pour une firme italienne, il finira dans une vitrine ou sur les rayons d'un magasin allemand! Durant tout ce parcours, une grande partie du travail aura été réalisé par des enfants...

Dis, tonton, l'OMC qu'est-ce que c'est?

Sous la forme d'une interview, le document présente l'Organisation Mondiale du Commerce et les raisons de son existence. A cause de la crise de 1929, les Etats ont voulu protéger leur production nationale en ne laissant entrer qu'une quantité déterminée de marchandises, en prélevant des droits de douane ou en imposant des normes parfois arbitraires sur les produits étrangers (emballage,

conditionnement, prescriptions d'hygiène). Par la suite, la production industrielle devenant de plus en plus complexe, un Etat n'arrivait plus à produire seul les composants d'un produit; l'économie devenant mondiale, il fallut ouvrir les frontières.

Avec l'OMC, un pays doit accorder le même traitement aux produits de n'importe quel pays membre, en les soumettant aux mêmes normes que ses propres produits. Un pays ne peut se protéger de la concurrence étrangère que par les droits de douane. En outre l'OMC garantit la propriété intellectuelle en interdisant le piratage et les contrefaçons. L'Organisation agit comme arbitre, réglant les différends.

Les oubliés de l'OMC

Si la Suisse profite largement des accords, puisqu'elle gagne un franc sur deux à l'étranger, il n'en est pas de même pour tous. Exemple: la pervenche rose pousse à Madagascar. Les substances qu'elle contient ont permis de développer un médicament utilisé pour le traitement de la leucémie infantile. L'invention a été brevetée par la société américaine Eli Lilly qui

POUR S'ACHETER UN BIG MAC ET UNE GROSSE PORTION DE FRITES, IL FAUT TRAVAILLER 21 MINUTES À ZÜRICH, 97 À DJAKARTA ET 141 À PRAGUE!



cultive actuellement la pervenche rose aux Etats-Unis. L'OMC renforce la protection de l'invention de la firme. Madagascar ne profite nullement de l'invention rendue possible grâce à une plante qui fait partie de son patrimoine et que les Malgaches ont su conserver. L'OMC ne s'occupe pas de cette situation injuste.

Alors, enfants GATTés, au travail! Il y a du pain sur la planche. ■

Roland Pasquier

Document disponible au Service Ecole, Epinettes 10, 1007 Lausanne / tél. 021 616 84 33.

Santé pour tous en l'an 2000

un pari déjà perdu

L'OMS vient de publier sa première étude annuelle sur la santé dans le monde. Son diagnostic la contraint à réviser à la baisse les ambitions qui l'avaient portée jusqu'ici: les inégalités face à la santé se creusent entre Nord et Sud. Et avec le développement rapide de la médecine dans le Nord mais aussi, hélas, la dégradation de l'ensemble des conditions de santé dans le Sud, la logique n'est pas susceptible de s'inverser rapidement. Aussi, d'ici l'an 2000, le défi n'est-il plus d'arriver à offrir les soins essentiels à l'ensemble des habitants de la planète mais bien de préserver simplement les acquis obtenus après plusieurs années d'effort soutenu.

année, de maladies évitables. Pour la seule année 1993, 12,2 millions d'enfants sont morts avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Les études prouvent qu'il est possible de diminuer ce chiffre de 3/4 si l'on offre les conditions de soins et d'alimentation des pays industrialisés à tous les enfants. Mais comment y parvenir quand on sait que, dans la plupart des pays du Tiers-Monde, il n'est consacré que 4\$ à peine, par personne et par an, pour la santé? La pauvreté est donc le premier des maux à combattre. C'est elle qui maintient 200 millions d'enfants de moins de 5 ans dans la malnutrition, c'est elle qui favorise la prolifération du choléra, de la peste, de la tuberculose, de la diarrhée, de la lèpre, du paludisme, de la rougeole... Maladies du pauvre. Lutter pour la santé c'est donc lutter d'abord contre un ordre économique injuste, celui qui écrase et abandonne l'être humain dans le dénuement.

Et la dimension sociale!

L'impact néfaste de la politique d'ajustement structurel sur la santé a été démontré, la Banque mondiale a elle-même reconnu la nécessité d'intégrer la dimension sociale dans tout projet de développement. L'instabilité politique, les troubles socio-économiques sont aussi des facteurs qui paralysent les initiatives. Il convient donc d'engager la lutte à la base et sur tous les fronts pour préserver les acquis (couverture vacci-

nale, soins de santé primaires, facilité d'accès aux médicaments essentiels) et soutenir les efforts pour que les gens cessent d'avoir l'impression de «monter un escalier roulant à contre-sens».* ■

Justin Kawamaile

* Nana Konadu A. RAWLINGS; déclaration à la conférence de l'OMS à Accra, 4-6/12/1991.

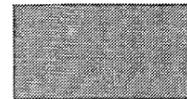
San Salvador

La nomination du nouvel archevêque réjouit... l'extrême-droite.

Mgr Sáenz, ex-évêque aux armées, espagnol d'origine et membre de l'Opus Dei, a été désigné au début de ce mois pour succéder à Mgr Rivera y Damas. Si le président Calderón Sol, du parti ARENA (extrême droite), s'est déjà réjoui de cette nomination, c'est peu dire qu'il n'en va pas de même au sein de l'Eglise locale, fortement attachée à la ligne de l'engagement pour la justice léguée par Mgr Romero. Sur place des catholiques nous ont confié leurs inquiétudes: sans préjuger de l'action du futur archevêque, on craint de voir se développer la même logique qui, au Brésil, a mis à mal l'héritage de Dom Helder Camara. Le successeur de ce dernier s'est en effet livré à un sabotage en règle des dynamiques porteuses d'espoir que Dom Helder avait suscitées. L'élan de Dom Helder porte encore du fruit, mais surtout hors de l'Eglise: avec notamment l'Université populaire et les multiples projets associatifs qui sont dédiés à l'ancien évêque de Recife. ■

Dominique Froidevaux

Mini-dossier



Les conditions de vie, voire même de survie, des peuples indigènes d'Amérique latine sont précaires, conséquence des continues violations des droits fondamentaux que ceux-ci subissent. L'urgence de la situation a suscité l'émergence d'un mouvement indien de plus en plus unifié en Amérique latine. Signes de la vitalité de ce mouvement, les avancées dans la formulation des droits des peuples autochtones à l'ONU et l'action commune des peuples indiens de l'Equateur et du Pérou -autrefois rivaux- pour dénoncer les effets du récent conflit entre les armées de ces deux pays.

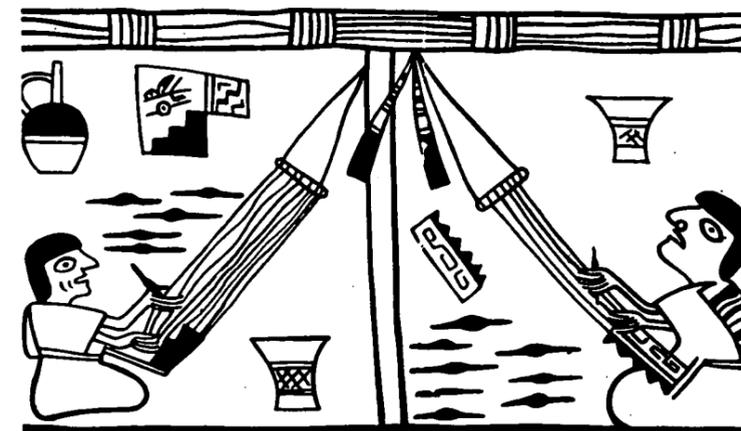
Face au conflit armé entre l'Equateur et le Pérou, les organisations indiennes de la Corne amazonienne ont eu le mérite de réagir dans un front commun. Dans la Déclaration établie lors de leur réunion du 18 mars dernier à Paramaribo, au Surinam, elles se sont mobilisées pour demander aux pays impliqués de mettre en oeuvre tous leurs efforts, afin que cessent les combats qui mettent en péril la vie des populations indigènes de la région limitrophe. Sans oublier les problèmes socio-économiques, préexistants à la guerre, qui sévissent dans la région, les organisations indiennes ont requis également, de la part des gouvernements, la mise en place de solutions durables, aptes à assainir la crise actuelle. Conscientes de ne pouvoir agir seules et désireuses d'entamer le dialogue, les organisations indiennes ont déclaré leur disposition à coopérer avec les deux pays en question pour mettre une fin aux conflits. D'un autre côté, elles ont tenu à exposer leur projet d'intégration des peuples et communautés touchées par les attaques armées. Pour ce faire, une réunion binationale, avec les organisations indiennes impliquées, s'est tenue en mai dernier à Santafé de Bogotá, en Colombie.

L'initiative des organisations indiennes pour faire face à ce problème précis se veut en outre un exemple pour les autres gouvernements d'Amérique latine, dont les zones frontalières sont affligées par des conflits armés. Les peuples indiens touchés par des conflits qui leur sont étrangers tentent ainsi de

Droits des Indiens en Amérique latine «Malgré tout nous avançons!»

Les peuples indigènes ont appris à tisser des liens depuis la nuit des temps...

(Atelier textile Mochica. Musée d'anthropologie et d'archéologie de Lima).



faire valoir leur droit à la parole.

Rigoberta Menchú:

«Malgré tout nous avançons». C'est par la voix de Rigoberta Menchú que nous apprenons les avancées du mouvement indien sur l'ensemble du continent américain. Dans une analyse qu'elle vient de publier*, elle insiste aussi sur les nécessaires solidarités, au niveau mondial, entre tous les peuples indigènes. «L'ambassadrice de bonne volonté», comme l'a nommée le secrétaire général de l'ONU, expose les diverses atteintes aux droits fondamentaux des Indigènes du point de vue économique, politique, social et culturel. Le bilan est lourd: marginalisation, racisme, extermination progressive due à la pauvreté (exclusion des plans nationaux de développement), aux conflits armés et autres moyens tout aussi insidieux dirigés contre eux par les différents gouvernements. Les peuples indigènes doivent donc se donner les moyens de réagir.

Trois objectifs

Lors de la 2ème assemblée de l'Initiative indigène pour la paix, qui a eu lieu à Paris, au siège de l'UNESCO, en février dernier, un projet a été élaboré, articulé en trois objectifs. Le premier est de «promouvoir l'instauration d'un nouvel ordre entre les peuples indigènes, les gouvernements et la société en général, sur la base du respect mutuel, de la reconnaissance et de la promotion des droits des peuples indigènes, au plan tant national qu'international». Ceci implique des réformes constitutionnelles visant à garantir les droits des peuples indigènes, et aussi l'application de traités et conventions pour contribuer au respect des constitutions nationales. Afin de

faire disparaître les dernières traces d'attitudes colonialistes et paternalistes, il est nécessaire de proposer des modèles de vie collective qui puissent appuyer le développement des populations indiennes, et ce en instituant des rapports égalitaires avec les ONG et les agences de coopération internationales.

Le deuxième objectif vise à «favoriser le progrès et le développement matériels et spirituels des peuples indigènes, en sauvegardant et renforçant leurs valeurs culturelles et traditionnelles, ainsi qu'en encourageant la solidarité et la communication entre eux et entre les diverses cultures, au plan tant national qu'international», ce qui n'est possible qu'en consolidant les organisations indiennes et en faisant connaître les valeurs et connaissances millénaires de tous les peuples du monde.

Le troisième objectif veut «contribuer à la préservation de conflits qui impliquent des peuples indigènes, ainsi qu'à la recherche de règlements pacifiques à ces conflits en quelque partie du monde que ce soit». Ce dernier point s'inscrit dans une optique semblable à celle de la déclaration des organisations indiennes de la Corne amazonienne traitée plus haut.

Développement et paix

Après douze ans de recherches et de discussions, le Projet de déclaration des droits des peuples indigènes, a été mis sur pied, accepté par la Sous-Commission de prévention contre la discrimination, avant d'être présenté à la Commission des Droits de l'Homme pour être ratifié. Le point principal du Projet touche le problème fondamental d'autodétermination dont dépendent la plupart des droits

dont un véritable droit au développement qui permette des conditions de vie acceptables.

Tant dans l'analyse de Rigoberta Menchú que dans la prise de position des peuples indiens du Pérou et de l'Equateur, on est frappé par l'accent mis sur une mise en place pacifique des projets, rendue possible uniquement grâce à la collaboration étroite des diverses organisations indigènes, des gouvernements et des instances internationales. Un signe de la maîtrise par les représentants indigènes des enjeux globaux et de leur familiarisation avec les instances internationales pour faire valoir leurs droits et la prise en compte de leurs préoccupations. C'est prometteur pour l'avenir. ■

Nicole Kunz

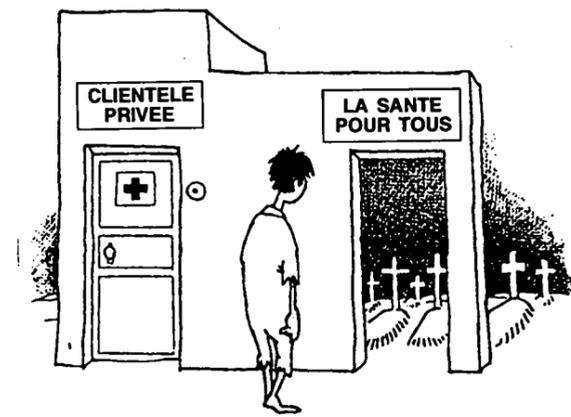
* Sources: DIAL, N° 1977 et 1978.

Evénements marquants pour les droits des Indiens

- 1992, attribution du Prix Nobel de la paix à la Guatémaltèque Rigoberta Menchú.
- 1993, la déclaration à l'ONU de l'Année internationale des populations autochtones.
- 10 décembre 1994, lancement de la "Décennie internationale des populations autochtones du monde".

Pour en savoir plus:

- Le doCip (Centre de documentation, de recherche et d'information des Peuples autochtones) apporte à Genève un soutien logistique à l'action des représentants indigènes et informe le public. Tél. 022 740 34 33.
- La campagne en faveur de la démarcation des terres indiennes au Brésil informe aussi sur l'action des mouvements indiens de la région amazonienne. Adresse: Campagne "Démarcation", Richemont, 10 / 1202 Genève



L'utopie était noble et sa réalisation possible, mais une prise en charge globale de la santé au niveau mondial était-elle réaliste? C'était compter sans les logiques "dures" - économique, politiques, géostratégiques, etc - qui ont for-

tement contribué à une polarisation des problèmes (et des solutions). Très rapidement, le programme à visée universelle s'est dissipé au contact de la réalité. 51 millions de personnes continuent à mourir chaque

Affamés de justice...

Le FIAN se bat pour le droit à se nourrir

Affamés de justice: telle s'est donné pour devise le Food First Action Information Network (réseau d'action et d'information pour le droit à la nourriture; FIAN en abrégé), né de la synergie entre personnalités issues d'Amnesty International et du monde du développement.

Le constat du FIAN est simple: s'il y a violation des droits civils et politiques dans le cadre de dictatures, il y aussi violations de droits par des régimes qui ne mettent pas en place des structures économiques aptes à nourrir leurs ressortissants.

D'emblée, le FIAN tient à préciser qu'il ne s'agit pas de confondre atteintes au droit à la nourriture et absence de couverture des besoins dus à des catastrophes naturelles. Les droits économiques, dont le droit fondamental à se nourrir, sont violés lorsque, par exemple, les gouvernements négligent de mettre en application des lois de réforme agraire (comme aux Philippines), déplacent des populations sans les reloger (risque encouru par les paysans de Sardar Sarovar avec le projet de construction du méga-barrage de Narmada en Inde) ou exproprient des familles sans compensation (cas des Indiens Kaingang au Brésil). Or le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par 133 Etats, garantit bien ce droit que le FIAN entend promouvoir et faire respecter. Pour agir, le FIAN applique les méthodes élaborées par Amnesty International de dénonciation des violations grâce au poids de l'opinion publique. Des groupes

locaux sur place recueillent toutes les preuves et informations relatives aux violations. Ils les transmettent au secrétariat central du FIAN à Heidelberg, en Allemagne. Ce dernier transmet les actions à entreprendre aux divers membres actifs, présents majoritairement en Europe, mais aussi en Inde et au Mexique. Chaque membre peut, par ses lettres, contribuer aux actions dites "d'urgence" mais aussi, dans le cadre de groupes de soutien, participer aux campagnes du FIAN. La dernière portait sur les conditions de travail d'horticultrices colombiennes soumises à des cadences infernales et des conditions sanitaires de travail déplorables afin de produire au meilleur prix des fleurs vendues dans nos magasins européens. Le groupe de soutien se lance aussi dans des actions à plus long terme qui peuvent durer des mois, voire des années, lorsque les gouvernements se montrent

spécialement récalcitrants. Les lettres tant individuelles que collectives sont envoyées aux gouvernements centraux, responsables politiques locaux, etc.. Le FIAN, en outre, peut porter des cas connus devant l'ONU, soit à la Commission des droits de l'homme, soit au Comité sur les droits sociaux, économiques et culturels.

Un travail d'enquête minutieuse de base garantit l'intégrité et la fiabilité du travail du FIAN. Après huit années d'existence, aucune bavure n'est à déplorer. Le FIAN peut se targuer d'avoir défendu, préservé et amélioré les conditions de vie de démunis en Inde, au Brésil, aux Philippines ou en Colombie. ■

Sophie de Rivaz

Vous souhaitez créer un groupe de soutien ou devenir membre individuel du FIAN, contactez: Peter Damary, 24 ch. du Montrose, 1294 Genthod, tél: 022 774 12 81; fax: 022 774 31 69.

Hommage à la population zairoise de l'île IDJWI (Lac Kivu)

Ce que la presse n'évoque pas assez, c'est l'immense capacité du peuple zairois à endurer (en langue swahili: *Kuvumilia*) les pires épreuves, les pires humiliations. Misère, déliquescence de l'administration, monnaie locale à inflation à trois zéros... Le mal zairois est endémique à tous les niveaux et pourtant la population ne se résigne pas. Preuve: la capacité de la population zairoise de l'île Idjwi, pourtant déjà surpeuplée (310 hab/km²), à accueillir des milliers de réfugiés sur son sol, quelle que soit son ethnie... *«ma seule ethnie, c'est celle des victimes»*.

Avril-mai 1994: des milliers de réfugiés de l'ethnie minoritaire rwandaise arrivent en pirogue sur l'île, fuyant la folie meurtrière des miliciens de l'ancien régime, ils sont accueillis par la population qui leur apporte nourriture et réconfort. Les blessés, nombreux, sont soignés gratuitement à l'hôpital de cette zone. On enregistre un peu plus de 3000 réfugiés répartis dans les deux paroisses de l'île, Kashofu et Bumpeta. Certains se mettent au travail et sont même sollicités pour donner un coup de main à la construction d'une maison pour des religieuses au Nord et un centre social au Sud.

Juillet-août 1994: cette fois c'est un flux de réfugiés de l'ethnie majoritaire que débarque, fuyant l'avancée du nouveau pouvoir dans le Sud-Ouest du Rwanda: ce sont désormais 50.000 réfugiés qui s'installent sur la petite

île. L'aide internationale arrive, mais chiche "juste de quoi ne pas mourir de faim" attestent plusieurs témoins. Ces organismes aujourd'hui s'en vont, les uns après les autres: «débrouillez-vous» disent leurs responsables aux réfugiés et à la population locale qui ne comprend plus et n'en peut plus. Malgré le contre-ordre du HCR, on a commencé à scolariser les jeunes. Un des grands problèmes, c'est l'inoccupation de la plupart des gens. Certains vont cultiver chez la population locale qui les paie en nature. La prochaine saison des pluies -le temps de la soudure- risque d'être tragique. ■

Claude Maillard

Une Association *Hôpital d'Idjwi-Monvu* a été fondée à Fribourg pour soutenir la capacité de l'hôpital à relever les défis actuels. Des médecins suisses qui ont déjà travaillé bénévolement sur l'île et connaissent bien le milieu y apportent idées, compétences et logistique, dans un esprit de partenariat avec les responsables locaux. Une aide directe prévue est l'octroi de bourses d'études. Info: P. Claude Maillard. Africanum. C.P.42 - 1703 Fribourg.

Ndlr. L'organisation de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch*, dans son dernier rapport, a identifié cinq camps militaires de réfugiés rwandais dans l'Est du Zaïre, dont de petits camps de "guerrilla" sur l'île d'Idjwi. Les responsables du travail humanitaire décrit ci-dessus sont conscients du problème et font tout pour que les solidarités qui se nouent à la base ne soient pas détournées par quelques «va-t-en-guerre»!

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde de
l'Eglise catholique
à Genève

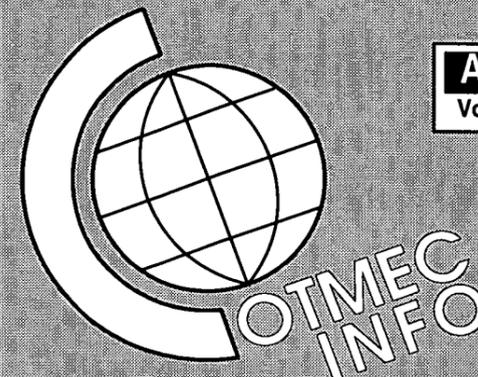
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Abonnement: Fr 12.-

Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 3
Pékin 1995
Les droits des femmes

**commission tiers monde
de l'Eglise catholique**

N° 176 / Mensuel / Juin 1995

Billet évangélique

Exportation douteuse!

Après avoir présenté avec enthousiasme les caractéristiques de la religion animiste d'un peuple africain et les difficultés rencontrées pour l'évangélisation, un missionnaire en congé fut surpris par les remarques des jeunes qui l'écoutaient: *"Pourquoi vouloir convertir ces gens au christianisme? A chacun sa religion, et la leur est très bien! La religion chrétienne n'est pas meilleure que les autres!"*

Les propos de ces jeunes traduisaient leur sens aigu du droit à la différence et du respect de l'identité de chacun. Mais ils révélaient aussi la perception qu'ils ont du christianisme et de l'appartenance à une religion, à l'heure où chacun se construit sa "religion à la carte", puisant à toutes les sources et refusant toute autorité extérieure en la matière. Le christianisme et l'Eglise ne sont que des "produits religieux" parmi d'autres sur un marché de plus en plus étendu, notamment avec les nouveaux mouvements religieux. Paradoxalement, cette situation est une chance pour l'évangélisation, car le chrétien se trouve aujourd'hui obligé de se replacer face à sa religion et de se recentrer sur l'essentiel de son identité chrétienne. Ce que souligne d'ailleurs toute la pertinence des propos de ces jeunes qui ne voient pas pourquoi on exporterait quelque chose dont ils ne veulent pas pour eux-mêmes: une religion dans laquelle ils ne se retrouvent plus.

Evangéliser ne signifie pas imposer une religion meilleure que les autres, mais permettre à des hommes d'approfondir leur quête de Dieu, le sens de leur existence et de leurs relations avec les autres dans la rencontre du Christ. Celui-ci est porteur d'un message qui s'adresse à toute l'humanité sans distinction. Le désir d'annoncer Jésus-Christ est pour le chrétien la conséquence logique d'une relation épanouissante avec lui qu'il désire partager. Il ne s'agit pas de convaincre aux qualités d'une religion, mais de permettre à l'autre de s'ouvrir à cette relation avec le Christ dans la plus totale liberté. Les structures religieuses dites chrétiennes dans lesquelles va s'inscrire cette relation sont porteuses des mêmes déficiences que n'importe quelle autre religion. En ce sens l'Evangile est une force de conversion jamais achevée pour l'homme et pour toutes les structures religieuses qu'il se construit. Pensons seulement à l'attitude du Christ face au judaïsme de son époque!

La question n'est donc pas de savoir si la religion chrétienne est meilleure que les autres, mais de savoir si chaque être humain a le droit de connaître Jésus-Christ, et si tous ceux qui s'en réclament donnent envie de le connaître. Dans notre manière de vivre notre religion, ces jeunes nous interpellent fortement puisqu'ils expriment leur réprobation face à la prétention du christianisme de continuer à "contaminer" d'autres peuples qui ne seraient pas encore chrétiens tels que nous croyons l'être! ■

Jean-Charles Roulin

Invitation !!!

Soudan, quels conflits?

D'accès difficile pour les journalistes, le Soudan reste une zone d'ombre dans les médias. Et pourtant ce pays suscite des débats enflammés à la Commission des droits de l'homme et connaît, dans le Sud, une des guerres les plus meurtrières du continent africain. Au Soudan se rencontrent -se confrontent?- islam et christianisme, monde arabe et Afrique noire, conception religieuse et conception laïque de la démocratie et des droits de l'homme... Mais comment en parler sans sombrer dans des visions réductrices? Pour en débattre ouvertement, *en collaboration avec le Forum Occidental Islamique et le journal "le COURRIER"*, nous avons le plaisir de vous inviter à une conférence-débat:

Thème: Soudan, quels conflits? Osons le débat!

Date: Vendredi 23 juin 1995.

Lieu: Uni Il-Dufour (Genève), Salle Rouiller, 20h15.

Intervenants:

M. Atta el Mannan Backheit, représentant du Soudan à Paris
Père Hans Vöcking, Centre de documentation et de rencontre islamo-chrétien de Francfort.

Ce sera l'occasion d'aborder de front la question des violations des droits de l'homme au Soudan et la situation des minorités religieuses en Islam, avec le concours d'organisations spécialisées qui nous ont fourni une documentation fouillée sur ces questions. Mais aussi de nous interroger sur le dialogue interreligieux et la situation des minorités musulmanes en Occident. A ce propos, les deux intervenants pourront évoquer leur expérience à Paris et à Francfort, deux villes où la *rencontre des cultures* représente un enjeu important... Tout comme à Genève. ■

Dominique Froidevaux
(Au nom des organisateurs)

Vous pouvez commander ce livre à la COTMEC !

HISTOIRE INAVOUÉE DE L'APARTEID

«Nous avons ici un livre profondément spirituel. Il est autobiographique dans sa plus grande partie mais en définitive c'est un livre qui parle de Dieu. L'auteur nous conduit à découvrir Dieu dans les visages des gens humbles».

ALBERT NOLAN
(Préface)



«Histoire inavouée de l'apartheid» 1995, de Claire-Marie Jeannotat (avec la collaboration et une postface de Pierre Kolb), L'Harmattan / Coll. Mémoires d'Afrique, Peut être commandé à notre secrétariat, Tel 022 329 26 81.

Kurdistan

Le rêve interdit d'un peuple martyr

A l'heure où l'été nous gratifie du soleil et que l'appel à l'évasion se fait insistant souviens-toi, ô paisible pèlerin, du destin injuste du peuple kurde. Explorateur des temps modernes, quand sur Istanbul tu débarqueras, rappelle-toi que là-bas au loin, dans les hauteurs des montagnes au Sud-Est de la Turquie, un peuple souffre. Tu iras où tu voudras, tu marcheras et tu savoureras ta liberté. Pendant ce temps le peuple kurde marchera aussi, comme il marche depuis longtemps, d'un pas forcé, vers son destin incertain. Lorsque, à ton retour tu retrouveras ton train-train de vie quotidien, dis-

toi que l'argent que tu auras laissé là-bas participera à "l'effort de guerre" et prolongera ainsi le calvaire interminable du peuple kurde en quête de sa liberté voilà des décennies. Tel est en substance le message que nous livre la COSPEK (Coordination de soutien au peuple kurde) en ce début d'été en nous invitant par la même occasion à boycotter le tourisme en Turquie. Le tourisme a généré 4 milliards de dollars en 1994. Le pays compte doubler ce chiffre en 1995 et assurer ainsi le financement du quart de son budget. La santé économique n'est guère reluisante - 7% de croissance en

QU'EST-CE QUE VOUS PRÉFÉREZ ?
VOUS FAIRE MASSACRER
EN TURQUIE
OU EN IRAK ?



1994 - balayée par une inflation persistante. La livre turque a perdu la moitié de sa valeur en trois mois, début '94. Les dépenses militaires ne cessent d'augmenter, (8 Milliards de \$ en 1994), la dette aussi (70 milliards \$). D'où la nécessité de mobiliser toutes les ressources afin de parer à cette situation de crise. Crise accentuée il est vrai par la guerre à outrance menée par le PKK (Parti des travailleurs kurdes).

La Turquie, porte de l'Orient, a décidé de se tourner vers l'Occident et sollicite son entrée dans l'Union Européenne. Les performances économiques suffiront-elles à lui assurer l'entrée dans l'Union? L'Europe, pour des raisons stratégiques, fermera-t-elle les yeux sur ces abus au risque de trahir les convictions qui constituent le fondement même de son existence? Il en va de la responsabilité de tous pour que les valeurs auxquelles nous croyons ne soient nulle part violées. ■

Justin Kahamaile

Pour en savoir plus:

□ «Turquie de rêve... Turquie d'exil», CETIM, l'Harmattan, 1995, oeuvre de plusieurs plumes connaissant bien la Turquie et la problématique kurde.
Commandes directes:
CETIM, 6, rue Amat, 1202, GE
Tél.: 022 731 59 63
Fax.: 022 731 91 52
□ COSPEK,
Case Postale 137, CH- 1211 GE 13
Tél. et Fax. 022 731 59 63

Ils n'ont pas secoué la poussière de leurs sandales...

Rencontre avec un témoin. Aubaine partagée avec l'Ecole de la Foi de Fribourg qui recevait en mai dernier l'évêque catholique d'Alger, Mgr Tessier.

Si Mgr Gaillot est un évêque sans diocèse, Mgr Tessier, lui, est un évêque diocésain, quasiment sans paroissiens. Une poignée de chrétiens et de chrétiennes, prêtres et religieuses, quelques étudiants d'Afrique subsaharienne, dispersés au sein de plusieurs millions de musulmans. Et non sans risques. C'est le petit reste des rescapés des massacres et de ceux et celles qui font encore front aux menaces de mort. Les autres n'ont pu résister. Ils ont dû quitter le pays pour un exil involontaire et se morfondent en nostalgie sur ce côté de la Méditerranée.

Pourquoi Mgr Tessier et ses rares ouailles persistent-ils à demeurer? Le martyr était-il une clause de leur contrat? L'évangile n'est pas si extrémiste: il recommande aux missionnaires mal reçus de secouer la poussière de leurs chaussures et

de s'en aller vers des horizons plus cléments. Obéissant à cette consigne, la première communauté chrétienne, persécutée à Jérusalem, se dispersa en Syrie et en Palestine. Alors pourquoi ces chrétiens irréductibles dans l'Algérie d'aujourd'hui?

Peut-être par fidélité à une tradition marquée par Augustin d'Hippone, Cyprien de Carthage et ces millions d'autres baptisés qui peuplèrent et illustrèrent le Nord de l'Afrique jusqu'au jour où les Arabes musulmans imposèrent leur prédominance. Mais un autre motif paraît plus décisif que le souci de maintenir une continuité chrétienne en ces régions. C'est le désir d'être solidaire du peuple algérien, le premier à souffrir du terrorisme et de la répression qui s'en suit. Jamais plus qu'aujourd'hui les chrétiens d'Algérie ont partagé les conditions de vie des masses populaires algériennes: parents risquant leur vie en envoyant leurs enfants aux écoles, enseignants et journalistes courant le même risque en persistant dans l'exercice de leur profession, avocats et défenseurs des droits de l'homme et tout ce petit peu-

ple de Bab-el-Oued, tiraillé entre militaires gouvernementaux et milices islamiques clandestines.

On est loin de l'Algérie coloniale dont le cardinal Lavignerie rêva un jour qu'elle pourrait devenir chrétienne. Plus loin encore des derniers soubresauts de la présence française marquée par les attentats de l'OAS. Le levain chrétien est désormais enfoui dans la pâte algérienne. La semence est en train de mourir pour porter du fruit. Les églises se ferment. La Parole s'est tue. Reste la présence silencieuse qui témoigne qu'au-delà des différences de races, de langues, de religions, tout homme et toute femme est un frère et une soeur qui porte l'image de Dieu.

Un chrétien d'Afrique du second siècle disait déjà que «les chrétiens sont dans le monde ce que l'âme est dans le corps». Et il ajoutait cette phrase que Mgr Tessier ne désavouerait pas aujourd'hui: «si noble est le poste que Dieu leur a confié qu'il ne leur est pas permis de désertier.» ■

Guy Musy

Mini-dossier

A la

«Un chemin amer». C'est par ces mots que les femmes africaines, présentes à Dakar en novembre 1994, ont commenté le chemin parcouru par les femmes depuis la conférence de Mexico, en 1975. Elles entament aujourd'hui la dernière ligne droite avant le sommet des Nations Unies, prévu pour septembre 95, à Pékin. Retour sur cette course d'obstacles et esquisse des enjeux à venir...

Mexico, 1975: grande conférence des Nations Unies "pour les femmes". C'est le début d'une prise de conscience au niveau international: sans la formation et la pleine participation des femmes à tous les niveaux, il n'y a pas de développement humain durable et maîtrisé. Un Forum, ouvert à toutes les femmes est organisé en parallèle par les ONG.

Tous les Etats se disent convaincus et décident qu'une décennie pour les femmes est nécessaire. Cette décision novatrice et courageuse ne change rien, ou si peu. Les discriminations à l'égard des femmes continuent car, bien souvent, elles sont inconscientes, appuyées sur des comportements et des pratiques traditionnelles que la majorité des hommes et nombre de femmes ne souhaitent pas remettre en question. Les trois mots porteurs de la décennie pour les femmes 1975-1985 sont Egalité-Développement-Paix. Une décennie d'espoir? Tout semblait promis avec une meilleure participation des femmes: davantage de stabilité sociale, diminution de la violence, réduction de l'écart entre riche et pauvres... etc.

Il a fallu déchanter. Bien sûr une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été rédigée depuis lors (en passant signalons que la Suisse ne l'a toujours pas ratifiée). En la ratifiant les signataires s'engagent à prendre «toutes les mesures appropriées pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes». A ce jour, plus de 130 pays ont ratifié la convention... Mais les réserves faites par de très nombreux Etats lui retirent toute son efficacité et

veille de la Conférences des Nations Unies «sur» les femmes

«L'humanité a besoin de sa moitié toute entière»

permettent à des pays dans lesquels le statut de la femme est moyenâgeux de s'enorgueillir d'être au nombre des signataires.

Nairobi 1985

Le temps d'évaluer les résultats de la décennie est venu. Devant le peu de progrès réalisés, la Conférence décide de se doter d'un programme d'actions modulées en plus de 370 «Stratégies prospectives pour la promotion de la femme», avec la volonté de les mettre en pratique pendant les 15 ans nous séparant de l'an 2000. Chacun, gouvernement, organisation non gouvernementale, organisme spécialisé des Nations Unies, simple femme, peut y trouver sa stratégie».

Si les énergies, les ressources humaines et économiques sont vraiment mobilisées, alors en l'an 2000, les femmes seront des citoyennes à part entière, partageant à parité les droits et les devoirs de tout être vivant sur la planète, instituant par là même la véritable démocratie, car peut-on parler de démocratie quand les femmes sont si peu présentes dans les parlements et les gouvernements?

Dix ans plus tard où en sommes-nous? Lapidairement... Je dirais au point de départ pour ce qui est du concret. Il faut donc une nouvelle conférence!

Pékin 1995

Le choix du lieu est discutable... Mais l'économie fait la loi, tout au moins pour les Etats membres des Nations Unies! Quand, pour effacer l'humiliation de s'être vu refuser les Jeux Olympiques, la Chine se proposa pour accueillir la IVe Conférence sur les femmes, les considérations économiques eurent la priorité, malgré le baroud d'honneur des ONG qui renâclaient à aller dans un pays où les droits de l'homme - et encore plus les droits des femmes - sont sans cesse bafoués, quand ils ne sont pas inexistantes.

L'expérience de l'inanité de grandes stratégies mondiales, si elles ne sont pas relayées par des engagements concrets au niveau régional, aide les Nations Unies à innover dans le mode de préparation de ce qui sera la plate-forme de discussion.

□ Les thèmes de Egalité, paix et développement sont toujours les mêmes, mais l'accent sera mis sur «les actions pour les

promouvoir».

□ Chaque état est invité à soumettre un rapport national sur la manière dont les stratégies de Nairobi ont été mises en application et sur l'état de la condition féminine.

□ Beaucoup de poids est donné aux conférences régionales, chacune établissant sa propre plate-forme d'action.

Ce qui se fait...

Mar del Plata, Vienne, Dakar, Djakarta et Amman reçoivent les conférences régionales, chaque fois un forum des ONG a lieu en parallèle.

Chaque région a ses propres problèmes, sa manière d'envisager les solutions, mais il est remarquable de voir que du Nord au Sud, d'Est en Ouest, que les pays soient riches ou pauvres, dits «développés» ou «en voie de développement», on retrouve les mêmes obstacles à la réalisation de la parité homme/femme. En voici une liste non exhaustive: pauvreté, santé, violence, éducation, participation au niveau décisionnel, emploi, sida, femmes migrantes, déplacées, réfugiées.

Ces problèmes de société sont communs aux hommes et aux femmes, mais les femmes les subissent toujours avec un plus. Les gouvernements se déclarent prêts à s'y atteler (voir les conférences de Rio, de Vienne, du Caire et le Sommet mondial du développement social), mais ils hésitent à sauter le pas qui permettrait un véritable partenariat. Ces étapes sont: les droits de la femme - partie intégrante des droits humains-, l'égalité et l'éradication de la violence envers les femmes. Les trois concepts sont reconnus et admis par la grande majorité des Etats mais, en même temps, ils font peur, car si on s'attache vraiment à leur donner vie, toute la société en sera changée en profondeur... et les pouvoirs en place, qu'ils soient politiques ou/et économiques n'aiment pas l'inconnu.

Tout ce qui pouvait être fait du point de vue législatif a été fait ou presque... mais les mentalités, les comportements n'ont pas changé. Il faut trouver le moyen de passer du de jure au de facto et, là, nul expert n'entrevoit de recette.

C'est à chacun de nous, homme et femme, de faire preuve d'audace, d'oser le vrai partenariat. Les femmes ont développé des stratégies qui méritent l'attention; elles ont réfléchi au partage des



postes de travail dans un monde qui ne peut plus assurer le plein emploi, à l'importance des relations humaines, au rôle de la famille et, surtout, à la nécessité d'avoir une identité personnelle construite autour de plusieurs pôles, pas seulement sur la fonction et l'avoir.

L'analyse est faite, les stratégies sont connues, ce qui manque à ce jour, c'est la volonté politique d'accorder aux femmes ce qui n'est que leur droit. Et, plus largement, le droit de toute l'humani-

té, car Egalité-Développement-Paix ne sont pas seulement des aspirations féminines/féministes. Elles sont dans le coeur de la grande majorité des habitants de la planète... tant qu'ils ne disposent pas de pouvoir. ■

Maryse Durrer

Maryse Durrer, membre de notre comité de rédaction, représente l'Union Mondiale des Organisations féminines catholiques auprès de diverses institutions des Nations Unies à Genève et du Conseil de l'Europe. Elle fera partie de la délégation suisse à Pékin.

Ce que disent les ONG africaines

Les femmes africaines sont celles qui ont le plus de difficultés à se faire entendre au niveau international comme au niveau national. Et pourtant elles ont des choses à nous dire: en témoignent ces prises de parole dans divers documents préparatoires à la Conférence de Pékin.

«Oublier les femmes au nom de la raison économique induit inévitablement l'échec. Il s'agit au contraire de contester discours et hiérarchies, de jeter par-dessus bord les idées toutes faites, le prêt à porter des catégories mentales, de recentrer les problèmes, d'élargir les horizons. De redécouvrir que l'Afrique n'est pas seulement pauvreté et violence, qu'elle est aussi résistances, vitalités, énergies et savoirs encore épars.»

«Les femmes ne sont pas que des victimes qu'il faut protéger par des mesures d'accompagnement: ce sont des productrices

de richesses dont la valeur est méconnue ou invisible et elles sont elles-mêmes des ressources.»

«Concentrées massivement et de façon structurelle dans la production vivrière et le travail domestique, elles ont toujours réussi à trouver des solutions pour nourrir les personnes dont elles avaient la responsabilité. Elles ont des compétences de - gestion - acquises de haute lutte, puisque c'est à l'école quotidienne des difficultés, de la précarité et des stratégies de survie qu'elles les ont apprises.»

«Il s'agit d'en finir avec la définition des femmes par ce qu'elles n'ont pas, mais de mettre en valeur ce qu'elles font et surtout ce qu'elles savent.»

«Chaque fois que les femmes ont été livrées en pâture aux extrémismes de tous bords, les sociétés se sont enfoncées dans le chaos. Plus que jamais l'Afrique a besoin de sa moitié toute entière; les femmes seront le gradimètre de sa réussite.»

M. D.

Pour le respect du droit d'asile 10 ans de résistance dans un quartier de Genève

Situé dans un quartier populaire de la ville de Genève, le "Groupe d'Accueil des Requérents d'Asile de la Servette" (GARAS) s'est formé en 1985 à l'initiative des communautés protestantes de Servette-Vieuses et catholique de St-Antoine. En automne 1985, les attaques contre le droit d'asile, des expulsions inadmissibles conduisant à des situations humaines très pénibles vont provoquer de nombreuses prises de positions et manifestations. Ce groupe est considéré alors dans nos paroisses comme une application de la prise de position très claire des Eglises dans leurs deux mémorandums à ce sujet. Simultanément, un mouvement de solidarité en faveur des réfugiés et de lutte contre la dégradation du droit d'asile prenait forme chez certains militants laïcs du quartier. Très vite apparaissent les possibilités de travail en commun et un débat public est organisé un mois après notre première réunion.

A ce jour, le GARAS compte plus d'une centaine de membres actifs et sympathisants, presque tous du quartier et de milieux très divers. Il est ouvert à tous ceux qui sont préoccupés par la politique de repli de notre pays et n'est cependant rattaché à aucune formation politique. Les structures sont aussi légères que possible pour permettre la participation de tous aux décisions et actions.

Depuis 10 ans, réagissant aux

différentes atteintes du droit d'asile, le GARAS a connu plusieurs axes de mobilisation. Toutefois nos deux préoccupations essentielles sont restées les mêmes: *l'accueil* et *l'information*.

L'accueil

Dans l'urgence, le GARAS a pris part à l'ouverture de refuges, avec un soutien dans la durée, en collaboration avec la Coordination genevoise pour la défense du droit d'asile. Deux appartements sans confort, mis à la disposition du groupe par la paroisse de St-Antoine, ont permis au GARAS d'accueillir à court et moyen terme plusieurs familles et célibataires requérant l'asile en situation précaire.

Des membres du groupe ont été appelés à parrainer des requérants, à les héberger parfois et certains d'entre eux maintiennent une relation avec leur filleul depuis plusieurs années.

Par paliers successifs, le droit d'asile s'est restreint et, aujourd'hui, le groupe doit faire face à une dégradation plus insidieuse, à un durcissement constant.

Le GARAS collabore très régulièrement avec l'AGORA (Aumônerie Genevoise Oecuménique auprès des requérants d'Asile). Cet hiver, le groupe a soutenu, avec d'autres bénévoles, la permanence d'accueil auprès des pré-requérants ouverte par l'AGORA tous les après-midi dans la paroisse des Avanchets.

L'information

Un membre du groupe participe aux réunions de la Coordination genevoise pour la défense du droit d'asile et nous tient régulièrement au courant de l'évolution du droit d'asile et des enjeux de la politique menée à Genève et en Suisse.

Le groupe prend à coeur d'informer le quartier lors de référendums ou de votations en organisant stands et conférences-débats, par exemple lors de la votation sur les mesures de contraintes. Le peuple ayant accepté ces dernières, notre groupe examine les possibilités de faire en sorte que leur application ne soit pas abusive.

Depuis sa création, le GARAS s'attache à rappeler dans le quartier la journée du réfugié. En outre, il est solidaire et soutient d'autres actions, des groupes tels que l'Action parrainage, le Printemps de l'antiracisme, les Femmes en noir, Elisa...

Un engagement dans un groupe de ce genre requiert avant tout constance et imagination, ténacité et dynamisme. La régularité vade pair avec une certaine lassitude bousculée heureusement par l'actualité qui nous interpelle. Chaque personne et chaque situation nous motivent à poursuivre ce combat pour plus de justice et pour que la dignité de tous soit respectée.

Contact: Marie-Paule Dunoyer, tél. (022) 345 42 10.

tion ou non des essais en grandeur réelle. Il s'agissait au contraire de fonder la dissuasion et la sécurité non pas sur la sophistication des armements mais sur un développement plus équilibré de l'économie mondiale.

«Surarmement et Justice se sont toujours opposés», nous rappellent les chrétiens du Pacifique. Ils sont bien placés pour un tel constat puisque leur région a abrité les essais de plus de la moitié des Etats du club atomique, avec pour seuls effets un accroissement des inégalités sociales et une désorganisation de leurs systèmes économiques. Leur exigence aujourd'hui, nous dit Mgr Coppenrath, est «que s'ouvre, définitivement et largement, la porte entrebâillée sur un désarmement nucléaire universel, sur le respect scrupuleux de la nature et de l'homme et sur la solidarité des nations».

Parmi d'autres voix, les Eglises, à tous les niveaux et toutes con-

fessions confondues, n'ont pas ménagé leurs efforts pour promouvoir cette option de désarmement. Jeûnes, prières, déclarations, interpellations, manifestations n'ont cependant eu pour effet, aux yeux de l'Elysée, que de grossir la «meute écervelée des anti-nucléaires». ■

Dominique Froidevaux

Un contact:

Groupe de travail "Pacific-Sud"
G. Tinembart, tél. (022) 796 64 17

A lire:
□ L'excellent dossier consacré aux questions d'armement et de développement par la revue Bethléem (N°9/95).

Commandes: tél. (037) 22 31 71.

□ "Surarmement, pouvoirs, démocratie", Ed. de l'Harmattan, Paris, 1995. Une recherche remarquable sur l'influence grandissante du complexe militaro-industriel sur les décisions politiques, hors de tout contrôle démocratique.



COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec
Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Abonnement: Fr 12.-
Voir encadré au bas de la page 4

Mini-dossier, p. 3
Rwanda: noyaux
générateurs de paix

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 177 / Mensuel / septembre 1995

Billet évangélique

La paille et la poutre

Les voies du dialogue entre les cultures et les religions sont parsemées d'embûches. L'attaque personnelle du partenaire tient souvent lieu d'argument. Attaque, ai-je dit? Disons plutôt: renvoi de l'autre à son propre jardin où il y a tant d'épines à broussailler.

Un débat - islamo-chrétien - sur le Soudan vient encore de mettre ce procédé en évidence. Alors que les référents officiels tiennent des propos généraux et lénifiants, l'auditoire amène des faits précis au sujet desquels il faut bien s'accrocher. On nous dit qu'au Soudan des enfants croupissent dans des camps de concentration, tandis que d'autres sont vendus comme esclaves. Le bénéfice de l'opération est affecté à l'achat de matériel militaire. La riposte ne tarde pas: on nous rappelle qu'une enquête vient de révéler qu'en Suisse un nombre incroyable d'enfants sont victimes d'abus sexuels. "Que font les Eglises chrétiennes de ce pays, face à cette ignominie?", lance un participant à la tête d'un prêtre catholique. Comme si une abomination devait en couvrir une autre. Et nous condamner tous au silence et à une honteuse démission. Puisque, à l'inverse de la chanson, «tout le monde serait laid et méchant».

Je ne partage pas cette logique qui est une consolation de damnés. Même si Auschwitz pèse sur nos épaules d'Européens, nous ne sommes pas pour autant interdits de paroles quand il s'agit de dénoncer ces crimes qui se commettent sous d'autres continents. Réciproquement, un Africain ne devrait avoir aucune honte à montrer du doigt les infractions helvétiques à la Charte des Droits de l'homme. Pensez aux mesures de contrainte. Ceci n'est pas cela, bien entendu. Mais ceci n'excuse pas cela, non plus. Un délit reste un délit. Le juge peut être corrompu; le criminel n'est pas blanchi pour autant.

Une page d'Evangile me vient alors en mémoire. Affronté à un groupe de pharisiens prêts à jeter des pierres à une malheureuse femme surprise en flagrant délit d'inconduite, Jésus, dans un premier moment, retient les justiciers et les renvoie à leurs propres péchés. Cette démarche ne signifie pas de sa part une approbation de l'adultère. Au contraire, il renvoie la femme chez elle en l'encourageant à ne plus pécher. Voilà qui est clair. Et les accusateurs aussi sont invités à ne plus fauter.

C'est un devoir de justice et de charité que de mettre le doigt sur la paille ou la poutre qui obture l'oeil du voisin. A condition qu'on accepte pour soi le même traitement. On sera plus à même par la suite à s'extraire mutuellement toutes les scories qui empêchent l'oeil de voir clair. Car il ne suffit pas d'être cloué au pilori; il faut encore se convertir. ■

Guy Musy

* Suite à ce débat coorganisé par la COTMEC, nous reviendrons dans un prochain numéro sur la question des droits de l'homme au Soudan.

Conférence

Spiritualité et post-modernité en Amérique latine

La chute du mur de Berlin a consacré la faillite des certitudes idéologiques. Pour Frei Betto, une des grandes figures de la théologie de la libération latino-américaine, c'est une chance à saisir pour réactiver un dialogue au-delà des cloisonnements et des partis pris dogmatiques. Ce frère dominicain, infatigable militant de l'espérance, a créé il y a deux ans la revue «AMERICA LIBRE» pour donner un espace à ce débat plus que jamais nécessaire. C'est une des rares revues de portée continentale qui se donne pour objectif «la recherche commune d'alternatives culturelles et politiques favorisant l'éradication de la misère qui atteint la moitié de la population latino-américaine».

La librairie «Nueva Utopia» et la Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique vous invitent à rencontrer Frei Betto et à soutenir la revue «AMERICA LIBRE» (voir page 2).

Wilma Jung et Dominique Froidevaux

Venez rencontrer
Frei BETTO

Mardi 3 octobre 1995
Centre St-Boniface
(14, Av. du Mail / GE)
à 20h00

Autres rendez-vous à ne pas manquer !!!

- Du 18 au 25 septembre, Uni ouvrière de GE (10, rue du Cercle / Grottes) Exposition COULEURS SOLIDAIRES, organisée par Amnesty international dans le cadre de la campagne FEMMES ENGAGEES-FEMMES EN DANGER.
- Lundi 25 septembre, 20h00, Uni Mail (Genève): NOUVELLES FORMES DE RACISME EN EUROPE, avec William Ossipow et Stéphane Hessel, à l'invitation des Jeunes Antiracistes.
- 30 septembre et 1 oct 1995, Centre oecuménique Cointrin-Avanchets (rue du Grand-Bay, 17), le Mouvement international de la réconciliation (MIR) invite à son assemblée générale. Samedi 1^{er} 9h30 accueil, 2^{ème} 10h30: RECONCILIATION, AVEC SOI-MÊME, AVEC LES AUTRES, ENTRE LES PEUPLES, ENTRE LES RELIGIONS. Table ronde avec: C. Gardon, J. Kahamaile et D. Froidevaux, G. Gebhardt, J-D Renaud. 3^{ème} Après-midi: ateliers. Dimanche: Assemblée du MIR. Renseignements: Jacqueline Rouyet (021) 784 16 36.
- Mercredi 25 octobre 1995, 18h-21h30, Centre St-Boniface L'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), en pleine réflexion pour lancer une nouvelle coordination genevoise, invite à un pic-nic (18h) suivi d'un recueillement animé par les jeunes, et une rencontre avec CLAIRE CHIMELLI, pasteur pendant 5 ans à Beyrouth. Renseignements: M-T. Bouchardy, tél. (022) 757 39 75.
- 17-18 novembre 1995, Genève, symposium du 25^{ème} anniversaire du CETIM - Vd 17 novembre, UNI II, Aula Rouiller, 20H00 ENJEUX ET CONSÉQUENCES DE L'URUGUAY ROUND - Sa 18 Novembre: UNI II, Aula Rouiller, 14h00 DEBAT CONTRADICTOIRE: GATTASTROPHE OU PROGRÈS + de 10h à 20h.: ateliers, suivis à 20h15 d'un forum sur les perspectives d'action pour la justice dans le commerce mondial. Inscriptions: CETIM, (41 22) 731 59 63, Fax: (41 22) 731 91 52. Davantage de renseignements sur ce symposium dans notre prochain N°.

Frei BETTO: infatigable militant de l'espérance

Connu dans toute l'Amérique latine sous le nom de Frei Betto, Carlos Alberto Libânio Christo, est né en 1944 à Belo Horizonte (Brésil). A travers sa fréquentation des écoles de l'Etat il est vite confronté aux inégalités criantes de la société brésilienne. Une expérience qui l'amène à s'engager dès l'âge de 13 ans dans les mouvements de jeunesse. A 17 ans, il est déjà dirigeant national de la Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC).

En 1964, c'est au Brésil que commence le cycle des dictatures sanglantes qui ravagera toute l'Amérique latine. Frei Betto connaît alors sa première expérience de prison. Entré dans l'ordre des Dominicains en 1965, il commence des études de philosophie et de théologie. Il travaille aussi comme journaliste.

Frei Betto lutte alors inlassablement contre la dictature des généraux: il écrit et protège des gens recherchés par des bandes de paramilitaires. Il est à nouveau emprisonné en 1969 et condamné pour «activités subversives» à quatre ans d'emprisonnement. C'est, pour lui, une véritable opération-vérité, déca-

pante mais aussi révélatrice.

Les lettres qu'il a écrites de ses différents lieux de détention à sa famille ou ses amis marqueront profondément l'histoire de l'Eglise au Brésil. Elles seront rassemblées en un livre «*L'Eglise des prisons*»: à la fois plaidoyer pour l'engagement des chrétiens en faveur de la justice, au risque de la persécution, et récit d'un cheminement intérieur... Frei Betto y témoigne en effet de la découverte d'une liberté qui marquera toute son existence. «*La vie ne s'arrête pas à la porte de la prison. Elle surpasse tout cela, elle vibre au plus profond de moi-même, elle grandit jour après jour. Impossible d'emprisonner l'esprit de l'homme. Comme il est impossible d'emprisonner un homme dont l'esprit est le lieu de rencontre avec sa foi, l'endroit par excellence de sa relation au Christ*».

Libéré en 1974, il approfondit sa réflexion dans le courant de la théologie de la libération et en lien avec les communautés de base naissantes. Depuis 1979, il travaille avec les ouvriers de la métallurgie à São Paulo. Il est aussi conseiller du Centre d'éducation populaire de l'Institut Sedes Sapientiae, et participe à

différents groupes de recherche spirituelle réunissant artistes, intellectuels, journalistes.

Dans les années '80, il publie ses fameux «Entretiens sur la religion» avec Fidel Castro. Un livre retentissant et traduit dans plusieurs langues, qui suscitera de nombreux débats en raison de ses positions pro-cubaines. Frei Betto continue à lutter aujourd'hui contre l'embargo américain qui appauvrit toujours la population cubaine. Pour lui il ne s'agit pas de nier les problèmes politiques et économiques de l'île, mais de l'aider à avancer. «*Cuba dérange*» dit Frei Betto. Et d'abord «*ceux qui pensent que remplir les urnes est plus important que de remplir les ventres*».

Frei Betto est en relation avec l'Association Internationale Oecuménique des Théologues du Tiers Monde (AOTTM) et travaille aujourd'hui, en collaboration avec Leonardo Boff, sur des thèmes aussi importants que la spiritualité et l'histoire de la mystique.

Il écrit «*pour survivre*», dit-il: 30 livres en 25 ans de vie littéraire. Et de nombreux prix ont

consacré son oeuvre: «Jabuti» (en 1983), le plus important prix littéraire du pays pour son livre «Batismo de Sangue»; le prix «Juca Pato» décerné par l'ensemble des écrivains brésiliens qui l'ont promu «intellectuel de l'année» en 1986; le prix de la Fondation Bruno Kreisky, en 1987, pour son travail en faveur des Droits Humains. Frei Betto a, en outre, été reçu comme membre de la Fondation Suédoise des Droits humains en 1993. Son dernier livre - «*A obra do artista. Uma visão holística do Universo*» - vient de paraître. ■ W.J. et D.F.

«*Quand Frei Betto m'a donné le premier numéro de la revue AMERICA LIBRE et quand il m'a parlé de l'utopie de cette revue, je me suis associé immédiatement. Il est clair que cette revue est une des possibilités historiques de travail aujourd'hui en faveur du changement... La revue n'est pas seulement un rêve, elle est avant tout un besoin historique*».

Paulo Freire, pédagogue brésilien

AMERICA LIBRE, a vu le jour en 1993. Elle est née de l'urgence d'avoir un forum d'idées, de débat et d'analyse pour continuer la recherche de chemins d'espérance. Sa création témoigne de la capacité des Latino-Américains à redonner force au rêve de dignité, de justice et de solidarité.

AMERICA LIBRE ne dépend d'aucun parti politique, d'aucun syndicat. Elle tente de promouvoir des réflexions avec des ouvertures politiques, culturelles, historiques répondant aux préoccupations des populations du Continent. Sans prétention à l'infailibilité, cette revue est cependant résolument marquée par le cri des pauvres: pour Frei Betto, «*il est préférable de courir le risque de se tromper avec les opprimés que de réussir sans eux*».

Frei Betto est le fondateur et directeur de la revue et son conseil éditorial regroupe des personnalités comme Pedro Vuskovic (Chili), Gilberta Vieira (Colombie), Emir Sader (Brésil), Carlos Nuñez (Mexique), Fernando Martínez (Cuba), Rigoberta Menchú (Guatemala), Mario Benedetti (Uruguay), Shafik Handal (El Salvador), Pablo González Casanova (Mexique), Chico Buarque (Brésil), Nils Castro (Panama), Fernando Cardenal (Nicaragua), Paulo Freire (Brésil), Daniel Camacho (Costa Rica) et Leonardo Boff (Brésil). Le mérite d'avoir su transformer le rêve en réalité revient à Claudia Korol (Argentine), secrétaire de rédaction.

Diffusion en Europe: Librairie Latino-américaine "Nueva Utopia", rue de la Grand-Fontaine, 38 1700 Fribourg Tél. et Fax: (4137) 22 64 61

Mini-dossier



Rwanda

Au Rwanda, depuis la démission forcée du premier ministre et de plusieurs de ses collègues modérés, les perspectives de réconciliation sont plus obscures que jamais. Pourtant, tout ne se joue pas dans les arènes du pouvoir. En certains endroits du pays, des Rwandais font un travail remarquable pour que le désir de vivre ensemble l'emporte sur la haine.

Butare, à quelque 100 kilomètres de la capitale du Rwanda, a longtemps résisté à la fureur génocidaire du printemps '94. C'est lorsque des troupes gouvernementales sont arrivées de Kigali dans la région que la ville a aussi basculé dans l'horreur. Mais certains hauts faits de résistance sont encore dans toutes les mémoires: ainsi l'action des «noyaux générateurs de paix» formés par un petit organisme catholique local, le Service d'Animation Théologique (SAT). Son fondateur, Laurien Ntezimana, explique: «*nous sentions que le durcissement du régime et la guerre renforçaient les tensions et que les extrémistes en profitaient. Il s'agissait de former des personnes capables de construire la paix en elles-mêmes et autour d'elles dans ce contexte brûlant. Mais nous n'avions pas prévu une tempête qui dépasse à ce point l'entendement*». Les noyaux générateurs de paix étaient en effet encore nombreux au plus fort des massacres et ils ont été particulièrement touchés: ceux qui prônaient la réconciliation étaient en tête des listes établies par les génocidaires. «*Beaucoup de Hutu, membres des noyaux de paix ont été tués avec leurs frères Tutsi qu'ils tentaient de défendre ou de cacher*», ajoute Laurien, «*ou tout simplement parce qu'ils refusaient de participer eux-mêmes au génocide*». Mais quelques-uns, se sont aussi compromis dans les violences: «*nous n'étions pas encore parvenus à former des groupes assez solides*».

Sur 72 leaders des noyaux générateurs de paix formés par le SAT, 38 ont été assassinés. Un des collaborateurs direct de Laurien, Innocent, a été tué. Un autre, Modeste Mungwarareba, prêtre tutsi, a dû se cacher puis fuir le pays avec l'aide de Laurien. Ce dernier, hutu, s'est aussi trouvé sans cesse menacé, accusé qu'il était d'être «pro-tutsi». Il

Noyaux générateurs de paix

s'en est heureusement toujours sorti mais a perdu plusieurs proches, dont sa soeur, qui avait refusé de livrer des femmes tutsi qu'elle hébergeait chez elle.

Réflexion critique sur l'Eglise

Aujourd'hui, plus que jamais liés à la vie à la mort, Modeste et Laurien ont remis sur pied le Service d'Animation Théologique. En lien avec le diocèse de Butare, ils ont entamé une réflexion critique sur le rôle de l'Eglise au Rwanda pour favoriser une relance d'activités pastorales répondant aux aspirations et aux besoins d'une population meurtrie. «*L'Eglise était orientée par une vision abstraite du sacré*», remarque Laurien. «*Elle parlait beaucoup, mais écoutait peu les gens. Or nous devons confronter l'Evangile à l'histoire en train de se faire. Aujourd'hui, nous devons oser un regard lucide sur le génocide, mais aussi travailler à l'instauration d'une justice juste, c'est à dire qui ne sert pas la vengeance et favoriser une réconciliation en profondeur. Il s'agit de permettre à tous, coupables et victimes, de retrouver ensemble un chemin d'humanité*». Et Modeste d'ajouter: «*Pour les coupables, cette réconciliation passe par la reconnaissance des fautes commises, seule condition pour qu'ils puissent retrouver la paix en supportant les conséquences de leurs actes. Et nous devons aider les rescapés à pardonner, à penser autrement, à ne pas garder rancune ni cultiver la haine. Si nous avons été préservés ce n'est pas pour devenir mauvais*». Ces mots ont tout leur poids dans la bouche d'un homme qui a connu les persécutions dès la fin des années '50 et perdu tous ses frères et soeurs.

La situation du pays en miniature

A la demande de l'évêque du lieu, le SAT a entrepris la formation de nouveaux animateurs chargés de mettre en oeuvre cette pastorale de réconciliation. Parmi les personnes cooptées par les paroisses pour participer à ce projet, il y a une majorité de femmes. Les animateurs/trices suivent une sorte d'initiation pratique et orientée sur leur réalité de vie. De courts séjours de formation en groupe alternent avec la pratique de terrain, dans leurs communautés d'origine. Les expériences de chacun(e) sont ensuite revues en groupe. Laurien Ntezimana: «*Dès le départ, dans ces groupes de formation, nous*

Après le génocide, on estime que 65% des femmes doivent assumer seules leurs familles. Elles sont souvent des éléments moteurs des initiatives de paix



avons retrouvé la situation du pays en miniature, avec des personnes de différents bords dont certaines se haïssaient littéralement. C'était une chance, il a fallu faire en sorte que ces personnes s'acceptent. Et c'est au contact de ces difficultés et de la parole de Dieu que nous avons essayé d'avancer».

Une initiation tissée d'expériences humanisantes

Si les membres du SAT parlent d'initiation plutôt que de formation, c'est qu'ils souhaitent promouvoir une nouvelle manière d'être et non un discours moralisant. Ils proposent donc un travail impliquant différents niveaux d'expérience. Cela commence par un travail sur le corps «*ce lieu où se lisent les différences d'ethnies devenues discriminations*». A travers une pratique adaptée de l'art non-violent du Tai-chi, les participants s'efforcent d'expérimenter un corps vivant, ouvert aux autres. L'initiation continue avec un travail sur les relations interpersonnelles. Il s'agit là de façonner une culture de «la bonne puissance», c'est à dire travailler l'écoute de l'autre et le préjugé favorable pour vaincre les forces destructrices dans le rapport à autrui. Enfin, l'appropriation d'outils d'analyse socio-historiques vise à acquérir lucidité et capacité de jugement. La encore il y a priorité de l'expérience sur la théorie: «*nous cherchons à nous affranchir des logiques qui exacerbent les rivalités meurtrières, notamment la boulimie d'avoir et de pouvoir*» explique Laurien. «*Il n'y pas d'avenir pour tous dans ce pays si nous ne parvenons pas à sortir de cette mentalité qui veut que la conquête des meilleurs morceaux du gâteau passe par l'écras-*

sement de l'autre».

Sur le terrain, les signes encourageants se multiplient: les conflits deviennent l'occasion d'un travail constructif. Des Hutu se mettent à aider des Tutsi à reconstruire leur maison, des Tutsi protègent des Hutu que les autorités cherchent à arrêter ou qui sont la cible de vindictes publiques. Dans certaines collines, même les bourgmestres font appel au SAT: «*formez-nous des gens*», disent-ils «*et nous pourrons répondre de nos communes*». Mais tout ne va pas de soi: deux animateurs ont été arrêtés. Qu'à cela ne tienne, ils veulent maintenant continuer leur travail en prison! Laurien lui-même, qui n'a pas sa langue dans sa poche lorsqu'il s'agit de critiquer les exactions du pouvoir, a été emprisonné puis libéré, mais il doit toujours affronter des menaces. Heureusement, il peut compter sur un large appui de la population. Lorsqu'il a été emprisonné, il a dû sa libération à de jeunes Tutsi qui l'avaient aidé à fuir durant le génocide et qui ont rejoint les rangs de l'armée du FPR*. Ils ont plaidé sa cause en montrant à leur chef des écrits sur la défense des droits de l'homme que Laurien avait fait sous l'ancien régime. «*Si vous enfermez ce gars-là*», ont-il ajouté, «*alors plus rien n'a de sens dans notre pays*». ■

Dominique Froidevaux

* Le FPR est le Front patriotique rwandais qui domine l'actuel gouvernement.

Laurien Ntezimana et Modeste Mungwarareba seront en Suisse en mars '96, à l'invitation de l'Action de Carême. Nous vous indiquerons les occasions de les rencontrer.



Pax Christi Un défi renouvelé pour la paix

A la fin de la dernière guerre mondiale, des chrétiens fondaient un mouvement international pour la paix. 50 ans après, à Assise (mai 1995), plus de 700 délégués et amis du mouvement faisaient le point sur les nouveaux défis de la paix. Un écho de cette rencontre par Martin Bernet, secrétaire romand de Pax Christi.

De telles rencontres peuvent paraître futiles à celui qui n'a pas pu y participer. Aucun compte-rendu ne remplace en effet les contacts directs avec des personnalités telles que Mgr Taban, évêque de Torit au Soudan ou le Père Pérez Aguirre de Montevideo, théologien fascinant, engagé quotidiennement auprès des enfants de la rue et des prostituées. La transcription dans les procès-verbaux des débats sur la défense juste et l'option préférentielle de la non-violence en vue de la

déclaration finale est forcément lacunaire.

Il est pourtant indéniable que ces rencontres, ponctuées de ressourcements spirituels, marquent et dynamisent la vie du mouvement. Elles rappellent les débuts de Pax Christi: dès 1945, sur l'idée de Marthe Dortel-Claudot de Montauban en France, des "croisades de prières pour l'Allemagne", dans un premier temps... "pour la paix des nations" ensuite, rassemblent des anciens adversaires de la deuxième guerre mondiale, dans un grand élan de réconciliation.

Dès ses débuts, Pax Christi étudie les raisons menant aux confrontations violentes et les moyens permettant de créer l'entente entre personnes et peuples. C'est ainsi que Pax Christi dispose d'une audience reconnue aujourd'hui dans les question de sécurité et de droits de l'homme, par exemple auprès des Nations-Unies à Genève et New-York ou au quotidien dans les sections nationales dispersées sur les quatre continents. Ces aspects du travail apparaissent bien évidemment dans la Déclaration finale et dans les résolutions du Conseil Inter-

national d'Assise. Les médias en ont donné des reflets: à n'en pas douter, il était important que Pax Christi exprime son opposition vigoureuse à la peine de mort et à l'idéologie de violence génocidaire dans la région des Grands-Lacs en Afrique ou en ex-Yougoslavie.

Néanmoins, là, je repense aux moyens énormes investis par toutes les sections dans les rencontres d'Assise et au formidable souffle des centaines d'artisans de paix réunis dans cette superbe ville où rien, à part quelques vieilles Fiat, ne perturbe l'esprit. Je me remémore l'appel à une marche de la paix sur Sarajevo qu'avait lancé en 1993 Mgr Belo, alors président de Pax Christi Italie. J'essaie difficilement de me situer face au désastre des événements en Bosnie. Et j'ai tout à coup beaucoup de peine à me débarrasser du rêve qui voudrait que ce Conseil International ait eu lieu quelque part en Bosnie ou à Kigali, sans déclaration finale, mais confronté sans merci aux enjeux réels de la guerre, du pardon et de la réconciliation. ■

Renseignements: Pax Christi, tél. (021) 312 26 18.

trise technique avec le développement d'un potentiel de destruction devenu difficile à contrôler, limites dans le champ du savoir avec la multiplication de spécialisations toujours plus compartimentées. En outre, la modernité a été le théâtre de deux guerres mondiales et de multiples conflits régionaux qui ne semblent pas prêts de s'arrêter. En bref, résume frei Betto, « nous commençons à comprendre où nous ne devons pas aller, mais nous ne savons plus où aller ».

Le déterminisme historique a vécu

Sur le plan politique, toute vision fondée sur un déterminisme historique s'est aussi écroulée définitivement avec le mur de Berlin. Auparavant, souligne le théologien, certains adeptes de la vulgate marxiste reprochaient aux milieux d'Eglise de se préoccuper de soulager la misère: « l'histoire avance inexorablement, disaient-ils, le socialisme résoudra tous les problèmes ». Ils ont dû déchanter. En revanche, pour ceux qui ont toujours gardé un lien étroit avec les milieux populaires, le défi de la lutte contre l'oppression et la pauvreté est toujours là et il faut tirer les leçons de l'échec du socialisme des pays de l'Est. « Ce que l'on appelle le socialisme réel, affirme Betto, n'est pas parvenu à conjuguer libération économique et libération politique. En gros, malgré les déficiences économiques et la corruption, ce système était parvenu à une relative socialisation des biens - on ne mourait pas de faim dans les pays de l'Est - mais il privatisait le rêve: seul le parti pouvait s'arroger le droit de penser l'avenir. Dans le système néo-libéral c'est l'inverse: la socialisation des rêves est poussée à l'extrême - même les habitants des favelas habillent leurs murs avec des posters de stars - mais les biens sont privatisés et beaucoup n'y ont pas accès. On vit alors dans un monde de plus en plus dominé par une réalité virtuelle. Même les valeurs deviennent virtuelles dans une sorte de grand marché des croyances où chacun prend ce qui lui convient ».

Le religieux à la dérive

Pour frei Betto, cette confusion est un indice de ce que la crise actuelle n'épargne pas le champ religieux. Le regain de religiosité que provoquent les contradictions de la raison moderne débouche en effet sur une recherche spirituelle tous azimuts. Et pas forcément au sein des Eglises historiques. Celles-ci tentent alors de réagir, sans toutefois échapper à certaines tentations: la tentation autoritaire et centralisatrice (une foi marquée par une vision très traditionnelle et étroite du Dieu-Père), la tentation de l'activisme en quête de nouvelles structures sociales et ecclésiales (une foi marquée par l'action du Christ) ou encore la tentation de réduire la foi à sa dimension subjective et spirituelle « désincarnée » (une foi dominée par la dimension de l'Esprit). « Face à ces diverses tentations, ne risque-t-on pas de perdre le sens de la Bonne Nouvelle? » demande le théologien brésilien.

« Une Bonne Nouvelle fondée sur la mystique trinitaire: trois entités - Père, Fils et Esprit - égales entre elles, unies dans l'amour ».

Dans ce contexte de crise de la raison et des valeurs où règne le chacun pour soi ou la loi du plus fort, Betto plaide pour de nouvelles références et un renouveau de la spiritualité. Il fait remarquer que les conceptions déterministes de la nature et de l'histoire se voient aujourd'hui dépassées par les recherches de la physique quantique tendant à démontrer qu'il y a aussi une part d'indétermination dans le vivant: à l'intérieur d'un atome, par exemple, la nature est imprévisible. Et il en va de même dans la réalité de chaque homme et de chaque femme « dont tous les atomes ont été forgés dans le grand four des étoiles ». « Notre indétermination fonde notre liberté, dit frei Betto. Nous sommes tous des êtres ouverts à l'infini et l'avenir est le fruit des graines que nous plantons aujourd'hui. Il n'y a pas de futur bloqué ou déterminé. Nous sommes tous des sujets co-créateurs, appelés à réinventer l'histoire humaine et à trouver une nouvelle relation avec la nature, avec les autres et avec Dieu ».

Pour une spiritualité ouverte

Dans cette perspective, frei Betto esquisse trois priorités pour que notre recherche spirituelle soit autre chose qu'une fuite de la réalité. Il s'agit de développer une spiritualité *inculturée*, capable de valoriser d'autres modèles que les modèles dominants et de favoriser la rencontre des cultures. Une spiritualité *holistique*, intégrant les différents niveaux de la lutte contre la pauvreté et l'ensemble des valeurs humaines dans un projet d'amour. Et, enfin, cette nouvelle spiritualité doit être *plus ouverte à l'expérience mystique*, une dimension de notre humanité que la tradition occidentale a négligé. Nous savons parler de Dieu, nous prétendons parler avec Dieu, mais nous ne savons pas assez laisser parler Dieu en nous.

A cet égard, l'exemple de Jésus peut nous servir de modèle: « Jésus, l'homme qui est Dieu », selon le mot de Leonardo Boff, car « seul Dieu peut être aussi humain! » (3). Lui savait perdre du temps pour prier. Et, il savait prier sans se désintéresser des ses frères humains. A l'écoute de Jésus, en effet, les priorités des pauvres ont tout leur sens, nous rappelle frei Betto: « Ce sont les riches qui demandaient à Jésus 'Que faire pour avoir la vie éternelle?' Jésus y répondait souvent avec une certaine ironie, alors qu'il prenait très au sérieux les questions des pauvres qui demandaient 'Que faire pour avoir la vie dans cette vie?' ».

Dominique Froidevaux

1. Selon la théorie d'un haut-fonctionnaire nord-américain, Francis Fukuyama, qui affirme que le triomphe de l'économie de marché est le terme de l'évolution historique.
2. C'est l'objet du dernier livre de frei Betto: « A obra do artista. Uma visão holística do Universo ».
3. L. Boff « Jésus-Christ libérateur », Cerf, 1985 (pour la traduction française).

Frei Betto Un esprit libre

Connu dans toute l'Amérique latine sous le nom de frei Betto, Carlos Alberto Libânio Christo, est né en 1944 à Belo Horizonte (Brésil). Engagé très jeune dans les mouvements de jeunesse étudiante chrétienne, il connaît la prison dans le Brésil des généraux. Son premier livre, « L'Eglise des prisons » témoigne de cette expérience qui a nourri son engagement en faveur de la libération. Ecrivain prolifique, il écrira ensuite une trentaine de livres très lus dans toute l'Amérique latine.

Dans les années '80, il publie notamment ses fameux « Entretiens sur la religion » avec Fidel Castro. Un livre retentissant et traduit dans plusieurs langues, qui suscitera de nombreux débats en raison de ses positions pro-cubaines. Betto continue aujourd'hui encore à lutter contre l'embargo américain qui sévit toujours sur Cuba. Pour lui il ne s'agit de nier les problèmes politiques et économiques de l'île, mais de l'aider à avancer. « Cuba dérange » dit frei Betto. Et d'abord « ceux qui pensent que remplir les urnes est plus important que de remplir les ventres ».

Frei Betto mène aujourd'hui un travail pastoral en lien avec des communautés issues des milieux ouvriers (les ouvriers de la métallurgie de Sao Paulo), de groupes d'artistes, ou d'intellectuels. Il est en relation avec l'Association Oecuménique des Théologiens du Tiers Monde (AOTTM). Il a fondé, il y a trois ans la revue AMERICA LIBRE.

AMERICA LIBRE

Le débat et le rêve

« Quand frei Betto m'a donné le premier numéro de la revue America Libre et quand il m'a parlé de l'utopie de cette revue, je me suis associé immédiatement. Il est clair que cette revue est une des possibilités historiques de travailler aujourd'hui en faveur du changement... La revue n'est pas seulement un rêve, elle est avant tout un besoin historique ».

Paulo Freire, pédagogue brésilien

Cette revue a vocation latino-américaine est née en 1993. Elle est née de l'urgence d'avoir un forum d'idées, de débat et d'analyse pour continuer la recherche de chemins d'espérance. On y retrouve la capacité des Latino-Américains à redonner force au rêve de dignité, de justice et de solidarité.

America Libre, ne se veut ni académique ni dogmatique. Elle ne dépend d'aucun parti politique ni syndicat. Elle est avant tout un organe de débat avec des ouvertures politiques, culturelles, historiques répondant aux préoccupations des populations du Continent. Sans prétention à l'infaillibilité, cette revue est cependant résolument marquée par le choix des pauvres: pour frei Betto, « il est préférable de courir le risque de se tromper avec les opprimés que de réussir sans eux ».

Frei Betto est le fondateur et directeur de la revue et son conseil éditorial regroupe des personnalités de toute l'Amérique latine.

Wilma Jung et Dominique Froidevaux

Diffusion en Europe:
Librairie Latino-américaine "Nueva Utopia",
rue de la Grand-Fontaine, 38
1700 Fribourg
Tél. et Fax: (4137) 22 64 61
E-mail: nueva.utopia@com.mcnet.ch

Un cri de libération plus que jamais actuel

Théologiens du Sud

Dossier réalisé par la Communauté des groupes missionnaires (OPM) à Genève et la COTMEC

Editorial

« Les yeux de la grenouille n'empêchent pas de boire à l'étang », dit un proverbe africain. John Mbiti, théologien protestant du Kenya, y voit une parabole des rapports entre Sud et Nord dans la réflexion théologique. La girafe, heureuse de boire à l'étang tant de reprendre sa course dans la liberté, c'est, pour lui, la jeune théologie des tiers-mondes. Le regard de la grenouille qui se sent propriétaire de l'étang, c'est un peu le regard de la vieille théologie européenne, préoccupée surtout de la scientificité épistémologique du discours théologique et, parfois aussi, de la pureté du message dont elle se veut gardienne...

Or, durant les dernières décennies, les théologies du Sud ont provoqué des débats devenus incontournables sur des enjeux tels que la libération politique, économique, sociale, culturelle et spirituelle, l'inculturation, l'enracinement contextuel de la pensée théologique, la nécessité d'un nouveau dialogue avec les autres religions... Autant de questions cruciales qui constituent un véritable défi à la théologie et aux Eglises occidentales*.

Nous pensons que ce défi ne concerne pas que les spécialistes. Chaque fois que nous en avons l'occasion, nous essayons de relayer, de synthétiser, d'offrir des espaces pour la prise de parole des théologiens du Sud, dans un langage accessible à tous. Le présent document se veut une modeste contribution dans ce sens. Il nous offre l'occasion de partager un peu des richesses que diverses rencontres et contacts nous ont permis de recevoir ces derniers temps. Vous y découvrirez trois regards du Sud sur des enjeux actuels: dialogue avec les cultures d'Asie, inculturation et démocratisation en Afrique, recherche de nouvelles utopies en Amérique latine.

A l'écoute de ces théologiens des tiers-mondes, nous avons l'impression de rejoindre notre essentiel. N'est-ce pas le signe que le pari de l'ouverture à l'autre vaut la peine d'être tenté?

Dominique Froidevaux

* C'est là une des idées qu'avance Rosino Gibellini dans son remarquable ouvrage: « Panorama de la théologie au XXe siècle », Cerf (trad. française), Paris, 1994.

Sommaire:

- La foi en dialogue avec les cultures d'Asie avec Michael Amaladoss (Inde)
- Le cri de l'homme africain contre l'arbitraire avec Jean-Marc Ela (Cameroun)
- Spiritualité et nouvelles utopies en Amérique latine avec frei Betto (Brésil)

La foi en dialogue avec les cultures d'Asie Un nouveau regard sur la mission

Rencontre avec Michael Amaladoss, jésuite indien



Originaire du Sud de l'Inde, le père Amaladoss a étudié la théologie à Delhi, puis à Paris. Il a été plusieurs années conseiller du supérieur de son ordre à Rome pour les questions concernant la mission, l'inculturation, le dialogue interreligieux et l'oecuménisme. Il retournera prochainement à Delhi pour y enseigner la théologie. Il prépare actuellement un ouvrage sur la théologie de la libération en Asie. « Une réflexion qui n'est pas seulement portée par les chrétiens, mais aussi par nos amis hindous, bouddhistes ou musulmans », nous confie Michael Amaladoss.

Nous l'avons rencontré lors d'une conférence organisée par la communauté des groupes missionnaires de Genève (OPM). (Photo: Denise Burkhardt)

En Inde, les chrétiens constituent une petite minorité, 2% sur l'ensemble du pays. Comment voient-ils leur rôle dans la société indienne? Le père Amaladoss a commencé à se poser la question il y a bien des années à Delhi, lorsqu'il était séminariste: « A cette époque, on disait qu'il n'y avait pas de salut hors de l'Eglise et je me demandais donc comment proclamer la Bonne Nouvelle, comment la traduire dans la culture indienne? ».

Ce sera, pour le jeune jésuite, le point de départ d'une longue évolution qui rejoindra la réflexion même de l'Eglise sur la mission. Etudiant les grandes traditions culturelles et religieuses de l'Inde, ses textes sacrés et sa musique, le père Amaladoss y découvre d'ex-

traordinaires richesses. Il se rend compte que bien des Indiens non-chrétiens ont une profonde et authentique vie spirituelle, priant et cherchant Dieu. « Mes camarades et moi, on a commencé à se dire que proclamer l'Evangile à ces gens, c'était avant tout dialoguer ». Vatican II vient le conforter dans cette nouvelle attitude face à la mission: les textes conciliaires insistent en effet sur la liberté religieuse, rappellent que toutes les religions ont la même origine et le même but, et soulignent enfin que Dieu se fait connaître à tout homme par des voies que nous ignorons. Dès lors, il devient moins urgent de proclamer que de dialoguer, dans un esprit d'ouverture et de partage

qui permet un témoignage de foi plus intime. Alors, inutile la mission? Non, mais pour Amaladoss, elle est d'abord la mission de Dieu, fondée sur la Trinité elle-même, le Père envoyant la Parole, puis l'Esprit, selon une perspective qui englobe l'univers entier. Dieu cherche à construire un Royaume qui rassemble, réconcilie et n'exclut personne. Et dans ce processus cosmique embrassant toute la Création, notre mission à nous ne consiste pas tant à établir l'Eglise qu'à aider le plan de Dieu. Il ne s'agit pas de porter le Christ aux peuples où il n'est pas, mais de le découvrir et de le faire découvrir là où il est déjà, car il est partout, caché.

Aux côtés des pauvres

L'une des caractéristiques de notre mission, souligne encore Michael Amaladoss, est la lutte aux côtés des pauvres en faveur d'une société plus juste, en accord avec le plan de Dieu tel que révélé en Jésus-Christ. Jésus a choisi le côté des pauvres, des malades, des exclus. Il n'a pas cherché le pouvoir mais s'est dépouillé. A ce titre, la mission de l'Eglise est prophétique, elle annonce une société nouvelle dont les fondements sont les Béatitudes. A travers l'amour mutuel, elle doit promouvoir la liberté et la dignité de tout homme. Cela suppose une transformation complète des coeurs et l'instauration d'un nouveau système de valeurs - d'où l'importance de ce qu'on appelle l'incultu-

ration. En effet, c'est seulement en s'incarnant dans chaque culture que l'Evangile parviendra à être ferment d'une transformation.

Le défi est d'envergure et il interpelle l'Eglise universelle en Asie aussi bien qu'en Afrique ou en Europe. En ce qui concerne l'Inde, Amaladoss explique que c'est un pays aux grandes richesses non seulement spirituelles et culturelles, mais également matérielles. Or, cette richesse est mal distribuée. La corruption règne, les gens font preuve d'égoïsme, ce qui empêche un vrai développement économique et social. Par ailleurs, l'Inde est engluée dans ses problèmes de castes. Des millions d'Intouchables sont privés de leur dignité humaine et empêchés de mener une vie normale. Autre problème: la situation religieuse conflictuelle. Musulmans, bouddhistes, hindouistes, sikhs, chrétiens sont présents en Inde mais ne vivent pas en paix.

Etre pleinement indien pour être pleinement chrétien

Dès lors, comment transformer cette culture, afin d'instaurer un nouveau système de valeurs? «Je suis parfois très découragé» avoue le père Amaladoss, en déplorant le manque d'intégration de l'Eglise dans la culture indienne. «Même en tant qu'Indien je me sens étranger parce que je

suis chrétien, notre parole est perçue comme une parole occidentale, et l'Eglise, en tant qu'institution, apparaît comme riche; cela nous fait perdre notre force prophétique. En fait on n'est pas vraiment indiens et pas vraiment chrétiens non plus, puisque l'Evangile n'a pas changé notre culture».

Mais notre Eglise occidentale doit, elle aussi, s'inculturer. Y parvient-elle? Le père Amaladoss n'en a pas tellement l'impression. «L'Eglise en Occident, en Europe, en Suisse, n'est pas insérée dans le monde moderne, elle n'arrive pas à trouver le langage pour lui parler, alors plus personne n'écoute». Un autre écueil signalé par le jésuite est l'individualisme qui règne chez nous. Dans notre société qui a perdu le sens de la communauté, l'Eglise donne-t-elle un exemple de communion et de partage? Là encore, la réponse est non. Vue de l'extérieur, l'Eglise occidentale est divisée, en conflits. Notre premier défi doit donc être de retrouver ce sens de la communauté, et notre second de nous ouvrir aux autres Eglises et au monde, qui devient de plus en plus «un», afin d'affronter ensemble les problèmes globaux auxquels nous sommes confrontés: problèmes de paix, de justice et de droits de l'homme.

Gladys Théodoloz. APIC

Le cri de l'homme africain contre l'arbitraire L'exil de Jean-Marc Ela nous interpelle



Prêtre camerounais né en 1936, Jean-Marc Ela est reconnu comme un des grands théologiens qui ont tenté de penser leur foi d'une manière authentiquement africaine.

Il a partagé l'existence de communautés paysannes, puis de marginaux des grandes villes.

Dans un de ses livres les plus retentissants, «Le Cri de l'Homme africain» (L'Harmattan, 1980), il posait déjà les jalons d'une théologie africaine de la libération en appelant à la résistance contre toute forme d'oppression et de domination.

Directement menacé par la dérive totalitaire qui affecte son pays, il vient de prendre le chemin de l'exil.
(Photo: Jean-Claude Gadmer, CIRIC)

Vivre avec les humbles et les déshérités, partager au plus près leurs angoisses et leurs joies, cheminer avec eux sur les pistes de l'exode qui dans le contexte africain d'aujourd'hui signifie sortir de l'ignorance de l'histoire, pour sa libération. Ce parcours, Jean-Marc ELA l'a accompli, longtemps, avec patience et espoir. Espoir d'un homme, espoir d'un peuple spolié, écrasé par l'injustice. Contraint de quitter son pays pour échapper à une mort quasi certaine,

après avoir dénoncé les abus d'un pouvoir totalitaire, Jean-Marc ELA s'est réfugié au Canada d'où il espère poursuivre son engagement et continuer à témoigner, pour les plus démunis.

Le cri du pauvre reste sans écho et la rage du puissant s'abat sur le faible, il n'y a plus d'espace de dialogue dans un Cameroun où le crime politique semble devenir chose courante. «Ils ont abattu

l'arbre à palabres pour des raisons dites 'de sécurité publique'» affirme Jean-Marc Ela.

Le père Engelbert Mveng, théologien africain connu, compagnon de route de ce dernier, a été tué le 24 Avril 1995. Jean-Marc Ela, lors de l'homélie de sépulture du père Mveng avait invité les fidèles à réfléchir sur le mal dont souffre le Cameroun depuis 10 ans: chômage, pas d'accès à la santé ni à l'éducation, insécurité et violences, encouragement par le pouvoir des divisions entre les ethnies... Le 6 août dernier, Jean-Marc Ela demandait l'exil au Canada, après avoir reçu des menaces de plus en plus ciblées à son endroit. Récemment, il déclarait: «Le Cameroun est victime d'une sorte de syndrome algérien. Un régime de terreur s'installe et pratique une chasse aux sorcières. Aujourd'hui, au Cameroun, l'université est morte. L'ère Biya aura été marquée par le plus grand mépris pour l'intelligence et les intellectuels». Il dénonçait aussi le pouvoir grandissant de certaines sociétés secrètes: «Le pouvoir gère un système de violence en s'appuyant sur la magie, sur un culte satanique qui s'organise dans les allées du pouvoir. Ce

sont des réseaux mystiques qui procèdent à l'élimination des intellectuels, des gens qui dérangent. Le P. Mveng a été inhumé sans son cerveau... Toute la presse camerounaise l'a dit. Et l'on sait que ces cultes mystiques utilisent des organes humains»(1).

Le 14 Septembre, le Pape est arrivé au Cameroun, première étape de sa tournée devant consacrer la clôture des travaux du synode africain, à Nairobi. La veille de sa visite, une lettre dénonçant le durcissement du pouvoir lui a été envoyée par le front des alliés pour le changement, une coalition d'associations et de partis d'opposition du Cameroun. Et Jean-Marc Ela demandait: «Le pape est-il capable de mobiliser toutes les forces de l'Eglise universelle, non plus contre le communisme athée mais contre les dictatures africaines?».

Or, dans l'homélie du pape au Cameroun, on ne décèle aucune référence aux événements récents, aucune condamnation du régime. Le pape a-t-il préféré annoncer à la dénonciation? A-t-il préféré «le silence, cette autre manière de parler et de témoigner»(2), à la parole? Qui sait? Mais, à Yaoundé, capitale du Cameroun, ce silence était-il cohérent avec la mission de l'Eglise que prêche le pape par ailleurs? Celle qui nous recommande de dire l'évangile par la parole et par les actes! De dénoncer et de combattre tout ce qui avilit et détruit l'homme! Avec raison, Jean-Paul II a dénoncé les injustices et appelé à la démocratisation au cours de son périple africain(3). Mais en termes

généraux. Cela peut-il suffire?

Pour des théologiens comme Engelbert Mveng et Jean-Marc Ela, le défi posé aux Eglises d'Afrique aujourd'hui est double: Premièrement, comment s'enraciner solidement dans un continent exsangue, dépendant et incertain? Et, deuxièmement, comment opérer une rupture avec les habitudes du passé, revenir aux plus humbles et aux plus déshérités comme le fit le Christ lui-même? C'est à ces conditions que l'on pourra annoncer l'évangile, s'élever contre l'injustice et, comme l'a fait le Christ, fustiger les puissants qui étouffent leur conscience pour protéger leurs privilèges.

Engelbert Mveng a payé de sa vie pour avoir tenté de demeurer fidèle au message évangélique. Pour honorer sa mémoire, Jean-Marc Ela nous invite à ne pas démissionner et à poursuivre plutôt le chemin vers le monde tel qu'il doit être, conformément à l'accomplissement ultime de la promesse. «L'attente de l'autre monde, dit-il, exige un monde autre» (4).

Justin Kahamaile

1. Interview parue dans "La Croix", 6 septembre 1995.
2. Voir: Exhortation Apostolique post-synodale du Saint-Père aux évêques, (...) sur l'église en Afrique et sa mission évangélique vers l'An 2000. P. 80. Nous recommandons la lecture intégrale de ce document, disponible au secrétariat de la COTMEC (tél 022 329 26 81).
3. Ce sont également des thèmes repris dans son exhortation apostolique. Voir ci-dessus.
4. J.M. ELA, "le cri de l'homme Africain", l'Harmattan, 1980, P.12.

Intellectuels africains solidaires

Choqué par les menaces de mort à l'encontre du professeur Jean-Marc ELA, inquiet à cause de la dégradation de la situation au Cameroun, le «Forum des intellectuels Africains de la Diaspora» propose quelques pistes d'action visant essentiellement à faire pression sur le gouvernement camerounais pour qu'il cesse sa politique d'intimidation et pour qu'il travaille à l'émergence d'un état de droit conformément aux aspirations du peuple camerounais.

Un dossier établi par ce collectif qui rassemble plusieurs intellectuels africains connus peut être obtenu à la COTMEC (tél. 022 329 26 81).



Dessin de Engelbert Mveng

Spiritualité et nouvelles utopies en Amérique latine

Rencontre avec frei Betto, frère dominicain du Brésil



La chute du mur de Berlin a consacré la faillite des grandes certitudes et des idéologies de progrès. Pour Frei Betto, une des grandes figures de la théologie de la libération latino-américaine, c'est une chance à saisir pour réactiver un dialogue au-delà des cloisonnements et des partis dogmatiques. Ce frère dominicain, infatigable militant de l'espérance, est en quête de nouveaux paradigmes pour tenter de dépasser cette crise que traverse le monde moderne. Pôle incontournable dans cette recherche: la spiritualité, «car c'est, pour frei Betto, le lieu où se révèle le centre, l'essence même de notre existence».

Nous avons rencontré frei Betto lors de son passage en Suisse, début octobre '95.

(Photo: Jean-Luc Planté)

Avant d'être théologien, frei Betto est d'abord écrivain et poète. Un des plus renommés de sa génération au Brésil. Il a l'art des raccourcis saisissants pour nous ramener à l'essentiel: «plus d'un million d'enfants de moins de cinq ans meurent

réalité, impossible de se résigner à un fatalisme prônant la fin de l'histoire ou l'impossibilité de toute alternative au modèle de société mondiale actuel (1). Pour Frei Betto la recherche de nouvelles utopies est donc une nécessité. Mais cela ne va pas sans tenter de comprendre la crise que nous traversons, dans ses différentes dimensions (2).

La raison moderne en crise

Fondamentalement, selon frei Betto, nous sommes confrontés à une crise de la raison occidentale, avec des répercussions à tous les niveaux. La raison moderne est née au 17 et 18e siècle, en Occident, avec l'ambition de comprendre l'univers en décodant les lois qui le régissent. On espérait, à l'époque, pouvoir se débarrasser des anciennes croyances et conquérir une maîtrise toujours plus grande sur le monde. Or les limites de cette raison conquérante apparaissent aujourd'hui sans détour: limites écologiques d'un rapport par trop utilitariste à la nature, limites dans la maî-

A vos agendas

□ Vd. 1er décembre, à 20h15, Genève, UNI-Dufour, salle U300. Mgr Jacques Gaillot parlera de **L'EXCLUSION**, à l'invitation du Cercle CONDORCET Renseignements: tél. 022 797 28 07

□ Sa 2 décembre, à 20h15, GE Centre prot. du Lignon le Pasteur Jean-Claude Basset et Mgr Jacques Gaillot parleront de: **EGLISES ET SOCIÉTÉ: les chrétiens face au défi nucléaire**

□ 10 décembre: journée des droits de l'homme "au féminin" Dossier disponible: case postale 6872, 3001 Berne

Cadeaux de Noël solidaires

Comme chaque année à l'approche des Fêtes, la DB et le Service école de la Communauté de Travail publient chacun leur catalogue de suggestions de cadeaux pour enfants et adultes, dans le but de favoriser une meilleure connaissance des rapports Nord-Sud. ■ DB: tél. 021 624 54 17 Service Ecole: tél. 021 616 84 33 Olivier Coquoz

Campagne contre les mines antipersonnel ça continue!

Septembre dernier: 150'000 signatures étaient déposées au Parlement et au Conseil fédéral réclamant l'interdiction totale des mines antipersonnel en Suisse.

Vu les maigres résultats de la Conférence de Vienne (25.9.-13.10) sur les armes classiques et la position lamentable de la délégation suisse à cette occasion, les représentants des 60 organisations suisses (dont la COTMEC) qui ont lancé la pétition ont décidé de poursuivre leur action. En lien avec la campagne internationale pour l'interdiction des mines (400 organisations de 23 pays) et celle du CICR, vigoureusement engagé dans ce même combat.

Un point positif en Suisse: le canton de Genève s'est déjà prononcé en faveur de l'interdiction totale des mines A/P. Dans cette seconde phase de notre campagne, il s'agira donc d'inviter d'autres cantons à faire de même et de rallier une majorité de parlementaires fédéraux à cette cause.

Affaire à suivre donc, avec un dossier plus détaillé dans notre prochain bulletin. ■

Dominique Froidevaux
Renseignements:
Elisabeth Reusse-Decrey,
tél. 022 784 30 84

Initiatives de paix

nouveau tournant avec deux textes à signer

Deux nouvelles initiatives dont les textes peuvent être obtenus à notre secrétariat

(tél 022 329 26 81):

- «**Economiser dans le militaire et dans la défense générale pour davantage de paix et d'emplois d'avenir.**»
- «**Pour davantage de droits au peuple grâce au référendum avec contre proposition.**»

Bref rappel des faits

L'initiative lancée en 1991, dont la philosophie peut se résumer ainsi: "Prendre au militaire pour donner au social et au Tiers-monde" a été considérée par les Chambres fédérales comme ne présentant pas l'unité de matière nécessaire. Cette initiative a donc été invalidée au printemps 1995 et plus de cent mille signatures ont ainsi pris le chemin de la corbeille.

La réponse ne s'est pas faite attendre, sous la forme de deux nouvelles initiatives, car il n'est plus possible de nier que sécurité militaire va de pair avec sécurité sociale et que l'opinion publique est favorable, dans sa majorité, à une diminution des dépenses militaires et à un renforcement des efforts dans la recherche de la paix.

On ne baisse pas les bras

L'élimination d'un seul coup de mois de travail pour la récolte de signatures, la lourde perte financière, le moral et l'enthousiasme des militants sérieusement atteints... Tout cela aurait pu signifier la fin de cette histoire. Mais l'attachement aux valeurs de paix, de solidarité et de démocratie, ainsi que la volonté de les défendre aura motivé le choix de lancer ces deux nouvelles initiatives, même si le défi est difficile.

Et on recommence un peu différemment

Le débat reprend donc aujourd'hui et porte sur deux thèmes: La diminution de l'armement en faveur de l'amélioration des conditions de vie des êtres humains dans le monde et le renforcement des droits démocratiques.

□ Chaque Etat de la planète identifie sa sécurité à sa force armée. Or les plus grandes menaces ont pour nom racisme, pauvreté, migrations massives, catastrophes écologiques. A ces crises, aucune arme ne pourra répondre. L'avenir se construit non sur l'armement, mais par la

prise en compte des besoins vitaux de tous les habitants de notre planète et par le respect de la nature.

□ Parallèlement, des milliers de personnes vivent, en Suisse, au dessous d'un minimum vital décent. Situation inadmissible dans un pays aussi prospère que le nôtre. De plus, les difficultés que vivent les chômeurs, personnes âgées, etc. sont souvent le terreau du populisme et de l'intolérance. Il est donc impératif, pour préparer demain, d'apporter aujourd'hui un meilleur soutien à celle et ceux que l'on dit "exclus".

□ Mais la Suisse ne doit pas se contenter d'assister, elle doit aussi prévenir. La reconversion liée aux emplois de l'armement s'impose. Notre pays se trouve déjà rejeté à l'écart des marchés mondiaux, eu égard à la spécialisation du secteur de l'armement. Investir pour reconverter d'urgence ces emplois dans le civil ne relève pas d'un idéalisme béat mais de pur réalisme économique.

□ Enfin il s'agit de défendre notre démocratie. Cette valeur fait la richesse et l'honneur de notre pays et permet, dans la différence et la complémentarité, à chaque homme et à chaque femme de trouver sa place dans la société et de s'y exprimer librement. Les Chambres fédérales par leur invalidation ont choisi de nier ces droits populaires. Il convient dès lors non seulement de répondre à cette atteinte, mais encore d'élargir la portée de notre démocratie.

Ce sont là les objectifs de ces deux nouvelles initiatives, et leur contenu se définit ainsi:

□ **1. Réduire le budget militaire et affecter une partie des montants économisés à un renforcement de la politique de paix.**

□ **2. Introduire dans notre constitution la possibilité d'un référendum constructif permettant aux citoyens qui n'acceptent pas une loi, non seulement de s'y opposer par un "non!" (référendum simple), mais d'y adjoindre ce qu'ils voudraient que cette loi soit. C'est le référendum constructif.**

En conclusion: deux initiatives à signer, deux chances pour construire l'avenir. ■

Elisabeth Reusse Decrey

Commandez les textes à signer:
tél: 022 329 26 81

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



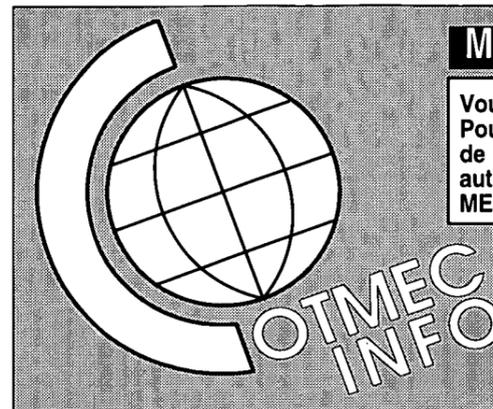
Commission
Tiers Monde de
l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / a
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. **Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.**



Merci de renouveler votre ABONNEMENT (Frs 15.-)

Vous trouverez un bulletin vert agrafé au présent numéro de votre feuille jaune. Pour 1996, l'abonnement est porté à Frs 15.- pour faire face aux augmentations de frais postaux. Vous êtes toujours nombreux à faire connaître Cotmec-info autour de vous, cela nous permet de maintenir un prix aussi bas. Un tout grand MERCI pour votre soutien et vos messages! Cf. encadré, au bas de la page 4.

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 179 / Mensuel / novembre 1995

Billet évangélique

Catholique et fraternel

Cotmec-info n'est pas un bulletin paroissial et Marguerite Bays n'a rien d'une théologienne de la libération. Tout le monde en convient. Je mentionne pourtant ce petit fait de vie. J'ai rencontré à Rome, autour de la fontaine de Trevi, deux Africains qui avaient assisté à la béatification de la paysanne-couturière fribourgeoise. Un prêtre rwandais et une infirmière guinéenne qui pratiquent à Genève. Pour rien au monde ils n'auraient manqué cet événement. Et ils paraissaient si heureux d'y avoir assisté. Je me suis demandé ce qu'ils faisaient là et ce qu'ils avaient à partager avec les pèlerins de la Suisse "profonde" qui avaient fait le déplacement. A priori, tout les sépare sauf une foi commune et le sentiment d'appartenir au "petit peuple de Dieu" qui, comme Marguerite, exprime ses convictions dans des démarches très simples. Et nous savons que la théologie de la libération reprend en compte- après l'avoir méprisée- la religion populaire.

La présence de ces deux amis m'a réjoui. Notre vieille Eglise est encore capable de rassembler des hommes et des femmes si différents et leur donner une raison d'être épanouis. Je rends grâce à Dieu pour cette "maison", largement ouverte, qui accueille toutes les cultures. Et j'ai envie de crier: "Enfin, Rome n'est plus dans Rome!"

J'ai besoin de ces rencontres pour confirmer ma foi et mon espérance dans mon Eglise. Il arrive qu'on développe tellement de présomptions à son endroit qu'on finit par la considérer comme une institution aliénante et opprimante. Rentrée de la conférence de Pékin, une déléguée chrétienne nous confiait: "C'est presque un supplice que de se dire catholique dans une telle assemblée!". Evidemment, nous avons une histoire qui n'est pas innocente. Et on peut comprendre les appréhensions, l'irritation et même l'hostilité de certains de nos contemporains dès qu'ils entendent évoquer les mots *pape* ou *catholicisme*. Mais quelle famille peut se vanter de produire au grand jour un arbre généalogique irréprochable? Nous n'avons donc pas non plus à cacher notre marque d'origine, comme si nous étions des bons à rien. L'Eglise peut encore prendre du service... pour l'humanité. La preuve c'est que beaucoup trouvent chez elle un espace pour respirer et pour parler. Des exemples qui nous viennent du Tiers-monde sont éloquentes. Même s'ils sont contredits par les actes de quelques prélats. Ne confondons pas l'arbre et la forêt.

Si "catholique" voulait dire sectaire, dominateur, réducteur à une seule identité, nous aurions alors raison de reconsidérer notre appartenance confessionnelle; mais si ce mot signifie ouverture à l'universalité, et l'invitation à la joie, pourquoi ne pas en être fiers et s'en réjouir? ■

Guy Musy



Pas de Shalom sans Salam!

Parmi les nombreuses réactions médiatisées sur l'assassinat de Yitzhak Rabin, celles de jeunes étudiants israéliens m'ont particulièrement inquiété. Désapprouvant l'acte du meurtrier, ils n'en dénonçaient pas moins l'attitude trop conciliante de Rabin à l'égard des Palestiniens. Plutôt que de les alarmer sur le caractère fanatique et dangereux de leurs positions politiques, l'électrochoc produit par l'extrémité de cet acte semble au contraire les avoir confortés dans leur aveuglement nationaliste. Surgissent alors des raisonnements qui se veulent l'expression d'une pseudo-sagesse dont ils se réclament soudain les hérauts: "Avant de vouloir faire la paix avec l'extérieur, il faut d'abord que nous fassions la paix entre nous, à l'intérieur d'Israël!" Séduisante formule si l'on ne prend pas garde à l'égoïsme, le repli sur soi et la peur de l'autre que cache un tel leurre.

Que l'on ne s'y trompe pas: il ne s'agit pas ici de s'occuper de la poutre que l'on a dans l'oeil avant que d'aller enlever la paille dans l'oeil du voisin! On ne devient pas d'abord champion national de paix avant de pouvoir se présenter à des compétitions internationales. La paix n'est pas une production locale que l'on exporte au-delà des frontières, même si les Américains le croient parfois. Les Juifs ont besoin des Palestiniens et les Palestiniens ont besoin des Juifs pour que la paix fleurisse en terre sainte, pour que l'unité se fasse de part et d'autre. La paix n'a pas de traits culturels propres et elle ne se conjugue pas selon des identités nationales. Elle concerne l'homme dans ses rapports avec les autres quels que soient ceux-ci et en ce sens ne fait aucune différence entre eux.

Vouloir construire la paix signifie justement de faire tomber les frontières, les barrières pour recevoir de l'autre, pour attendre de sa différence un éclairage neuf sur le conflit à résoudre. C'est accepter ensemble de passer par un chemin qui est à découvrir et non à imposer. Si j'attends d'avoir résolu tous mes conflits internes pour tendre la main à l'autre qui me fait peur, la guerre a encore de beaux jours devant elle! La paix en Israël ne se fera pas sans des femmes et des hommes, juifs et palestiniens, qui auront cessé de se regarder comme des étrangers sur une même terre. L'ancien général Rabin l'avait compris et beaucoup d'autres avec lui. L'intolérance et la haine n'auront jamais raison de ce souffle d'espérance. ■

Jean-Charles Roulin

Pour 1996 votre agenda latino-américain est arrivé!

Fruit d'un travail collectif il offre en plus d'un calendrier annuel une multitude de repères pour une action et une réflexion solidaire.

Avec de nombreux textes de José Maria Virgil (son concepteur), Pedro Casaldaliga, Maria Lopez Virgil, Adolfo Perez Esquivel... Cet agenda ouvre toujours de nouvelles pistes pour l'utopie et permet de palper la vie et l'espérance du continent.

Diffusion en Europe:
Librairie Latino-américaine
"Nueva Utopia",
rue de la Grand-Fontaine, 38
1700 Fribourg
Tél. et Fax: (4137) 22 64 61



>>>En annexe: un bulletin vert pour votre abonnement. MERCI!

Urgence pour un Timor libre

La cause du Timor-Est ne fait pas grimper l'audimat. La communauté internationale ne l'a pas inscrite au coeur de ses préoccupations. Mais une poignée de militants convaincus martèlent inlassablement aux portes de toutes les instances pour que la résistance du peuple timorais ne tombe pas dans l'oubli. Le point sur ce pays, à la veille du 20e anniversaire de l'invasion indonésienne, le 7 décembre prochain.

La partie orientale de cette île de Malaisie appartient au Portugal, jusqu'à ce que celui-ci, suite à la révolution des oeilletons, entame de nouveaux rapports avec ses "possessions" d'outre-mer. L'ouest de Timor était alors déjà indonésien. Dès le 25 novembre 1974, Timor-Est commence un processus de décolonisation qui est interrompu brutalement par l'arrivée de l'armée indonésienne, le 7 décembre '75. L'envahisseur veut en faire sa 27ème province.

La répression

Les militaires vont employer tous les moyens pour étouffer les velléités d'indépendance du peuple timorais. Un véritable génocide va coûter la vie à 250.000 personnes, ce qui représente le 40% de la population. Le pays est contrôlé en permanence par 30.000 soldats qui pratiquent la torture et les assassinats. L'accès est interdit aux journalistes et l'Etat indonésien est passé maître dans l'art du mensonge et de la désinformation. Ainsi, il parlera de l'incident de Dili pour qualifier le massacre qui a eu lieu dans la capitale en novembre 1992 où, lors de l'enterrement d'un étudiant tué par les militaires, l'armée a ouvert le feu sur les gens dans le cimetière faisant plus de 300 morts.

La communauté internationale n'a pas reconnu l'annexion de l'île, mais reste dans un mutisme

qui ne fait qu'accentuer le rapport de force.

La résistance

20 ans de répression sanglante n'ont pas réussi à anéantir la résistance timoraise. Résistance armée, bien sûr, mais surtout résistance civile. La population manifeste à chaque visite étrangère d'importance. Les gens parlent leur langue, le tetum, s'organisent, se réunissent. L'action de l'Eglise n'est pas à négliger non plus: beaucoup de timorais sont devenus catholiques depuis "l'intégration" pour marquer leur différence avec l'Indonésie, majoritairement musulmane. Ils trouvent en l'évangile un message d'accompagnement et Mgr Belo, évêque de Dili et candidat au prix Nobel de la Paix, est un rassembleur courageux et connu pour ses convictions non-violentes.

A l'étranger, les ONG dénoncent les exactions commises dans l'île. En Suisse une poignée de personnes sensibilisées par un voyage ou par l'intérêt porté aux peuples qui revendiquent l'autodétermination, ont fondé l'association **Urgence pour un Timor libre**. En écrivant aux journaux, en publiant une revue, le groupe apporte son soutien à la cause des Timorais*.

Un espoir

Bien que la situation soit extrê-

mement tendue à l'approche de deux tristes anniversaires -les 3 ans du massacre de Dili et les 20 ans de l'invasion- le peuple timorais peut s'appuyer sur trois raisons d'espérer:

□ L'Indonésie a perdu "la guerre de l'oubli", on parle davantage du Timor et des pourparlers commencent entre le Portugal et l'Indonésie, sous les auspices des Nations Unies. Le haut commissaire des droits de l'homme devrait visiter prochainement l'île.

□ Il y a une nouvelle génération de résistants, ce sont des jeunes qui n'ont pas connu la colonisation portugaise, qui se battent maintenant pour défendre leur identité et leur culture.

□ Le Vatican n'a pas intégré Timor-Est à la conférence épiscopale indonésienne comme il voulait le faire.

Ceci aussi est dû au travail inlassable de gens qui se font le relais de causes tellement catastrophiques qu'elles semblent perdues d'avance... A voir! ■

Roland Pasquier

* Urgence pour un Timor libre, 10, Bd des Promenades CH-1227 Carouge Tél. (41 22) 342 70 45.

Une prise de position courageuse

Pour la première fois, en novembre dernier, l'épiscopat indonésien a pris nettement position contre l'annexion du Timor-Est. C'est une prise de position courageuse: l'Eglise catholique est en effet minoritaire en Indonésie et il n'est pas aisé dans ces conditions de poser des actes prophétiques, à contre-courant de l'opinion des pouvoirs en place. (Réd.) Cf *Cotmec-info* N°151.

Communautés de Base

Quels chemins dans l'Europe aujourd'hui?

Genève accueillera du 30 novembre au 3 décembre '95 le 5ème séminaire européen des Communautés chrétiennes de base (CCB).

Des délégués de 18 pays et régions échangeront sur leurs pratiques respectives. Objectif: tracer ensemble des chemins pour leur réflexion et leur action dans l'Europe d'aujourd'hui.

Face au phénomène de l'exclusion chez nous et dans le monde, les CCB cherchent, en fidélité avec le message de Jésus, de nouveaux repères de foi et d'action, dans la société et dans les Eglises.

Questionnements:

Les discussions s'articuleront autour de 3 axes de questionnement:

□ Quelles sont nos pratiques communautaires dans un monde individualiste?

□ Quelles sont nos pratiques théologique dans un monde sécularisé?

□ Quels engagements face aux défis actuels: respect des cultures, accueil des immigrés, lutte contre l'exclusion, avec les marginalisés, participation active à la vie politique, solidarité avec le Tiers-Monde, alternatives concrètes à l'économie dominante, non-violence et paix.

En Europe, les CCB sont nées dans la foulée du Concile Vatican II. Elles sont de taille diverses et cherchent à répondre au désir de nombreux chrétiens d'expérimenter une nouvelle façon de vivre leur foi. Regroupant des personnes d'enracinement confessionnel et de milieux sociaux différents, elles se donnent pourtant des objectifs communs qui peuvent se résumer ainsi:

□ Vivre un christianisme communautaire, fraternel, respectant les différences d'opinion.

□ Accentuer le partage de la parole et des responsabilités.

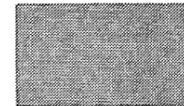
□ Etablir un lien entre l'Evangile et la vie avec une priorité pour les pauvres et les exclus.

A Genève, les cinq CCB existantes se feront un plaisir d'accueillir le séminaire européen et de faciliter son travail. Ce sera un temps fort pour nouer des liens à travers l'accueil des délégués. ■

Claude Fol

Renseignements: Luitgard Schrott: tél. 757 21 47 Jean Grob: tél. 708 04 22

Mini-dossier



«Santé pour tous en l'an 2000» Non, le pari n'est pas perdu!

Au printemps dernier, l'Organisation Mondiale de la Santé révisait ses ambitions à la baisse: «la santé pour tous» ce n'était plus pour demain, disait-elle, chiffres à l'appui. Dans notre numéro 175 du mois de mai, nous nous faisons l'écho de ce désenchantement, reprenant divers indicateurs statistiques mettant en évidence les écarts Nord-Sud en matière de santé.

Notre ami Christian Aurenche nous a invité à reconsidérer cette approche à partir des priorités des pays du Sud et des stratégies qui se sont mises en place dans certains pays "pauvres". Avec succès! Le Dr Aurenche mène, avec son équipe, un travail exemplaire de promotion communautaire de la santé au Nord-Cameroun. Nous sommes heureux de publier ici sa lettre ouverte qui bouleverse bien des idées reçues.

Non, la «santé pour tous pour en l'an 2000» n'est pas un pari perdu; il est même déjà gagné! Mais l'O.M.S. et les USA, comme les grands organismes bailleurs de fonds, ne veulent pas de ce succès qui les relèguent à un rôle mineur de partenaire technique. Ils détournent alors leurs objectifs et font pression sur les gouvernements pour qu'ils bloquent ce qui est en cours et qui, pourtant, a déjà réussi.

Ce slogan n'est pas un utopie, même noble; c'est l'idée-phare d'une stratégie victorieuse qui dérange l'ordre établi. Avec cette approche, on met la question de la santé au coeur de la communauté humaine, on donne aux membres de cette communauté les moyens de prendre en charge leurs problèmes de santé, on complète le dispositif par plusieurs niveaux de prise en charge qui s'avèrent efficaces pour tous les hommes et pour tous les cas.

Les soins de santé primaire, ça marche!

A Tokombéré, au nord du Cameroun, d'où est parti en 1981 le programme de santé de l'Eglise du Cameroun et dont s'est inspiré le gouvernement pour son propre programme de soins de santé primaires, tout est en place, tout fonctionne comme dans tout le diocèse de Maroua-Mokolo et dans d'autres lieux de l'Eglise.

A Tokombéré, 83% des enfants sont suivis médicalement, 75% sont correctement vaccinés. 250 villageois ont été formés pour être responsables de la santé de leurs concitoyens. Sous leur houlette, 70'000 personnes découvrent que la santé est un chemin de promotion humaine. Après avoir investi le domaine de la santé, ils s'attaquent aux autres domaines du développement: l'agriculture et les autres

activités économiques, la promotion des jeunes et des femmes. Selon la même stratégie: l'homme responsable est capable d'inventer, où qu'il soit, son propre chemin de développement.

Un succès qui dérange

Seulement, cette mobilisation populaire et cette prise en charge de la population par elle-même, ne placent pas aux gouvernements qui pensent perdre de leur influence. Cela ne convient pas non plus ni au lobby médical qui n'a pas vu l'intérêt d'un partenariat populaire, ni aux pays riches dont les laboratoires croient qu'ils vont perdre des marchés.

Mal-développement des politiques de santé

Toutes ces pressions coïncident l'O.M.S. et les grandes ONG qui modifient ainsi leurs consignes. Tout en gardant la même enveloppe flatteuse, on réoriente les services de santé: toutes les politiques convergent vers les Centres de santé, lieu du pouvoir médical (ou soignant) et du mythe du médicament.

Petit à petit l'espoir de la santé s'éloigne, les anciens systèmes oppressifs reprennent le dessus et ce qui marche s'arrête pour faire place à l'inefficacité caractéristique de la situation d'avant Alma-Ata, la fameuse conférence mondiale qui, en 1978, a initié la stratégie des soins de santé primaire.

Pari gagné!

Le pari du Dr. Malher est gagné: chacun, s'il le veut, a dans sa main, à sa porte, la clé de sa santé. Mais, bien sûr, apparaissent alors les revendications populaires: - sur le droit foncier, clé de la malnutrition; - sur l'économie qui conditionne les prix des médicaments et du pouvoir d'achat;



- sur l'orientation des recherches dirigées par le Nord, déterminées le plus souvent par la recherche du profit...

Reconnaître que ce pari est gagné, ce serait la fin d'une hégémonie, la fin d'un rêve, personne n'en veut... Alors on baisse le rideau et la nuit retombe sur les quatre cinquièmes de l'humanité, assombrie par les descriptions que l'on fait sur l'état du monde et la misère des hommes.

Pourtant, en l'An 2000, la santé est accessible à tous! ■

Dr. Christian Aurenche, responsable du projet du centre de promotion de la santé de Tokombéré

A lire:
- *Santé et culture en Afrique noire, une expérience au Nord-Cameroun*, Michel Fontanié, l'Harmattan.
- *La santé pour tous, est-ce possible?*, Forum du développement, n°146, mars-avril 1990

Diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg.
Mgr Pierre Mamie, après 25 ans d'épiscopat au service du diocèse, passe le témoin à Mgr Amédée Grab, évêque-auxiliaire à Genève depuis 9 ans.

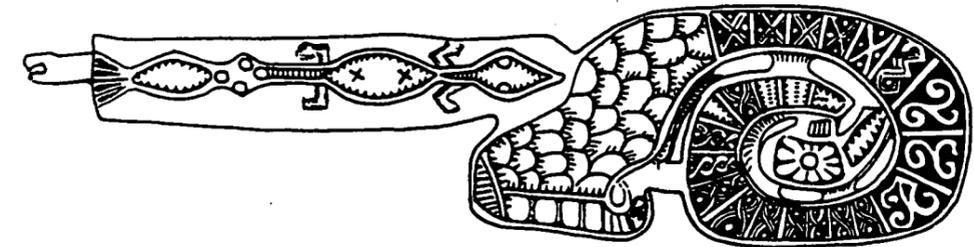
Merci Pierre et Amédée!

Bien chers pères-évêques, Une lourde tâche vous est confiée. Et nous vous la rendons parfois plus difficile encore en vous amenant sur des terrains glissants - ceux des enjeux politiques ou économiques -; en forçant quelque peu votre porte avec des interpellations à propos d'engagements, d'actions, de campagnes, toutes «incontournables»; en posant parfois des questions dérangeantes - sur les médias, à propos de nos manières de faire Eglise ensemble, d'être présents au monde...

A l'occasion de ce passage du témoin, nous voulons simplement vous dire merci. Merci pour cet espace de liberté que nous avons pu expérimenter dans notre travail avec vous. Un espace de liberté non seulement toléré, mais souvent encouragé, soutenu. Entretenu par le sens du dialogue. Vous nous avez, à plusieurs reprises, manifesté votre confiance, même sur des dossiers délicats. Nous avons vu notre évêque chargé des questions de Justice et de Paix transmettre certains de ces dossiers - explosifs pour l'Eglise, nous disait-on - jusqu'à Rome. Avec conviction!

Nos prières et nos meilleures pensées vous accompagnent sur les chemins qui sont les vôtres désormais. Bon vent à tous deux, dans le soufflé de l'Esprit. Bien à vous.

D.F. au nom du bureau de la Cotmec



Les Timorais expliquent l'origine de leur île par une légende mettant en scène l'amitié entre un enfant et un crocodile. Chacun des deux protagonistes a sauvé l'autre, mais la défiance persiste entre eux: le crocodile va-t-il dévorer l'enfant? L'enfant va-t-il chasser le crocodile? A la veille de sa mort le crocodile offre son corps à l'enfant, la dépouille devient terre. Une nouvelle île est née: le Timor. L'enfant est désormais considéré comme l'ancêtre de tous les Timorais.



A vos agendas

Voir les remarques à propos de cette rubrique au bas de la p.1.

☐ Lundi 29 janvier 1996, Genève au CUC (30 rue de Candolle) de 20h15 à 22h00.

UNE THÉOLOGIE AU SERVICE DES PLUS PAUVRES

Avec Matthias Preiswerk, docteur en théologie de la faculté de Lausanne.

M. Preiswerk vit depuis 1975 en Bolivie. Il y a travaillé dans de multiples secteurs: enseignement, accompagnement des gens dans les quartiers pauvres, combat pour les droits de l'homme. En tant que formateur, M. Preiswerk a contribué avec ses collègues boliviens à la création de la Faculté oecuménique andine de théologie à La Paz.

Il nous partagera les enseignements de son expérience de terrain.

Org: Département missionnaire des Eglises protestantes, CUC, COTMEP et COTMEC.

Rens: 022 329 26 81.



«ENCHANTÉ(E) DE TE CONNAÎTRE»

Tel est le slogan de la Campagne '96 de Pain pour le Prochain et Action de Carême en Suisse.

Une célébration oecuménique à Genève ouvrira les feux de la campagne nationale:

☐ Dimanche 25 février '96 Cathédrale de Genève, 10h00 Célébration oecuménique avec notamment, Mme Ruth Dreifuss, le Pasteur Babel, ainsi que Mgr Ruiz, Laurien Ntezimana et Modeste Mungwarareba, hôtes de la campagne.

Dès midi: vin chaud devant la cathédrale, puis cortège avec lancer de ballons sur la place Neuve.

Dès 12h30: Repas+animations à la grande salle du Sacré-Coeur (face à la plaine de Plainpalais).

☐ Ce même dimanche 25 février, toujours au Sacré-Coeur, dès 14h00: CONFÉRENCE ET DIALOGUE AVEC MGR SAMUEL RUIZ, EVÊQUE DU CHIAPAS.

➤ Voir notre article en page 2 !!!!

☐ Mercredi 6 mars 1996, Genève, à St-Boniface, 14 av. du Mail (lieu à confirmer), dès 18h00 RENCONTRE AVEC LAURIEN NTEZIMANA ET MODESTE MUNGWARAREBA, initiateurs des noyaux générateurs de paix au Rwanda (voir notre article dans le Cotmec-info n°177, septembre 1995). Un rendez vous à ne pas manquer pour que la mèche qu'ils ont allumée se transforme en traînée de poudre de l'espoir !

RENSEIGNEMENTS SUR LA CAMPAGNE DANS TOUTE LA SUISSE: tél. 021 617 88 81

Mines antipersonnel: fausse joie!

Fin novembre, la presse titrait des propos réjouissants: «La Suisse bannit les mines antipersonnel». Les organisations membres de la Campagne suisse contre les mines allaient-elles pouvoir savourer une décision qu'elles attendaient depuis longtemps et qui correspondait à leurs objectifs?

Hélas la joie a été de courte durée. Ni la portée de la décision de Monsieur Ogi, ni son contenu, n'apportent en effet une réponse satisfaisante. Tout d'abord la décision prise n'est qu'un règlement interne au DMF et n'a aucune base légale. Elle peut en tout temps être modifiée et n'offre donc aucun caractère permanent. Ensuite, le contenu de la décision est très limité car il ne consiste qu'à renoncer à un aspect technique. En fait il s'agit d'interdire l'utilisation des fils de trébuchement mais non les mines elles-mêmes qui pourront en tout temps être réarmées avec un tel fil et redevenir des mines antipersonnel. Toutes les portes restent donc ouvertes et la Suisse

peut continuer d'acheter, stocker, vendre et utiliser des mines antipersonnel. Par cette décision, on change donc le vocabulaire et l'utilisation, mais pas le fond du problème des mines qui reste entier.

Pas de demi-mesure

Face à une telle arme meurtrière et inhumaine, contraire aux principes du droit humanitaire, cette demi-mesure ne suffit pas! Et si la Suisse veut être crédible lors des prochaines conférences qui se dérouleront à Genève au début de 1996, si elle veut jouer un rôle important dans les négociations et intervenir de tout son poids pour que les mines antipersonnel soient bannies par tous les gouvernements de notre planète, elle doit aller plus loin et prononcer une interdiction de ces mines destructrices indignes de notre humanité. Elle doit inscrire cette volonté dans nos lois. C'est pour cette raison que la Campagne suisse poursuit son travail en vue d'atteindre ses objectifs: parvenir à l'interdiction totale des mines antipersonnel. ■

Elisabeth Reusse-Decrey
Coordonnatrice ad intérim de la Campagne suisse contre les mines antipersonnel. Tél. 022 784 30 84.

re, Allemagne, Espagne et Etats-Unis - n'ont pourtant cessé de produire des classifications raciales, qui apparaissent aujourd'hui encore dans certains manuels scolaires ou dictionnaires. Si la plupart ont certes été décrites avant la naissance de la génétique des populations, presque toutes se basent d'abord sur la couleur de la peau. Reste que la notion de races ne peut suffire à qualifier des populations si diverses, qu'aucune classification simple n'est scientifiquement acceptable. Ceux qui prétendent le contraire ne visent qu'à établir des hiérarchies, justifier des inégalités ou des oppressions économiques, quand ce n'est pas à des fins génocides...

«L'Histoire fourmille de drames qui prouvent que l'égoïsme collectif trouve toujours des différences, réelles ou imaginaires, pour se fixer: l'intégration des cultures est toujours subordonnée à la cohésion sociale», explique André Langaney, spécialiste de la génétique des populations à l'Uni de Genève, et l'un des concepteurs de l'exposition. Nous héritons la notion de race d'une Histoire sinistre et d'une science dévoyée. Souvenons-nous qu'elle n'est plus reconnue par la communauté scientifique et qu'elle est donc arbitraire.» ■

Olivier Coquoz

* Visite de l'expo et commandes du livre «Tous parents tous différents»: Muséum d'Histoire naturelle de Genève - 1, rte de Malagnou.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

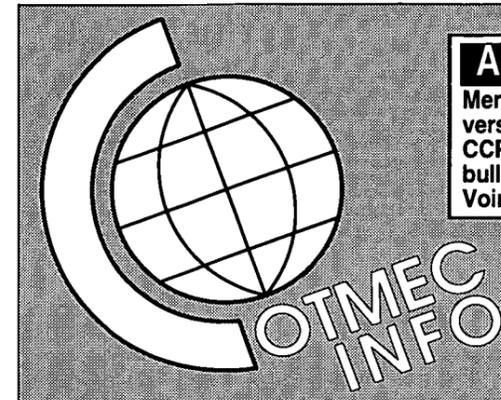
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Abonnement: Fr 15.-

Merci à celles et ceux qui ont déjà versé leur abonnement sur le CCP 12-21551-1, au moyen du bulletin vert agrafé au n° 179. Voir encadré au bas de la page 4!

Mini-dossier, p. 3
Amazonie péruvienne:
Biodiversité en danger

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 180 / Mensuel / décembre 1995

«On a cassé en deux
mon plus beau jouet»
dit l'Enfant-Dieu.

«Tout ce que nous avons vu
nous touche profondément»
dit Marie.

«Que pouvons-nous faire
pour les chômeurs?»
dit l'ouvrier Joseph.

Que la source jaillisse ou pas
la foi, elle, jaillira toujours
et l'étoile, têtue, continuera à briller
pour les pauvres de Yahvé.



Pedro Casaldáliga

Extrait de "L'Agenda Latino-américain"
à commander à la librairie NUEVA UTOPIA
Rue de la Grand-Fontaine, 38
CH-1700 Fribourg
ou au tél. 037 22 64 61.
L'agenda latino-américain existe
en français et en espagnol

AVEC CASALDALIGA, LA COTMEC VOUS SOUHAITE UN
NOËL PERTURBATEUR. QU'ENSEMBLE NOUS SOYONS SENSIBLES À LA
FULGURANCE TÊTUE DE L'ESPERANCE.



Agenda dépassé: une succession de grains de sable

Et ZUT, une fois de plus les dates annoncées dans l'Agenda de votre feuille jaune du mois passé n'ont servi qu'à vous mettre l'eau à la bouche... Une partie des conférences annoncées avaient déjà eu lieu lorsque vous avez pu lire la pub les concernant. Merci de bien vouloir accepter nos excuses les plus plates. Une succession de grains de sable dans notre chaîne de production artisanale est en cause. La plupart du temps, c'est la Poste qui prend son temps (Courrier B) et nous occasionne des surprises. Cette fois-ci, plusieurs retards se sont cumulés. On se promet de faire mieux la prochaine fois.

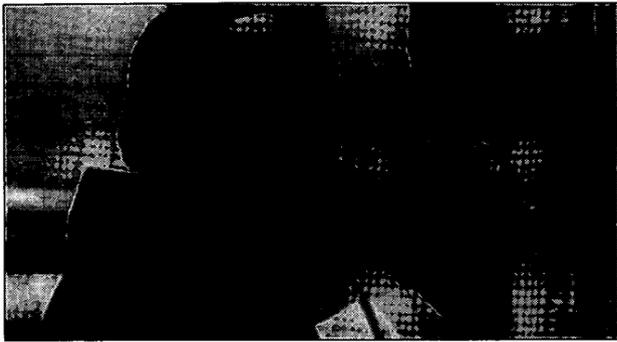
Par les échos que nous en avons, nous savons que notre rubrique agenda est très suivie, même si nous ne parvenons à signaler qu'une très petite partie des annonces que nous recevons à notre secrétariat, en raison du rythme mensuel de Cotmec-info. Ce n'est donc que lorsque les annonces nous parviennent longtemps à l'avance que nous pouvons les diffuser efficacement. Merci à ceux qui nous les transmettent d'y penser. Certains lecteurs nous demandent une rubrique agenda moins genevoise. Nous y pensons, mais nous sommes souvent limités par le manque d'espace.

Ce petit mot est aussi l'occasion d'un coup de chapeau à toutes celles et ceux qui, en grande partie bénévolement, contribuent à la réalisation de notre publication: des rédactrices et rédacteurs au postier de Conches, en passant par le dessinateur, l'imprimeur, les responsables du fichier d'adresse et l'équipe des jeunes de la SGIPA (Pliage, étiquetage, routage, etc.). Merci à toutes et tous. ■

Dominique Froidevaux

Dom Samuel Ruiz

Un juste à l'écoute des «Indios»



Dom Samuel Ruiz, évêque du Chiapas (Mexique), est connu avant tout pour son rôle de médiateur dans le conflit qui agite sa région depuis deux ans. Or c'est depuis près de trente ans que ce prophète aux pieds nus mène un combat résolu pour la justice, les droits des Indiens et l'amélioration des conditions de vie dans l'une des régions les plus déshéritées du Mexique. A la veille de sa venue en Suisse, quelques repères pour comprendre l'action de cet homme auprès des populations du Chiapas et entamer le dialogue avec lui.

Mgr Ruiz a de qui tenir. Il occupe depuis 1960 le siège du diocèse du Chiapas dont le prêtre dominicain Bartolomé de las Casas, célèbre défenseur des Indiens, fut évêque au 16^e siècle. Tout comme son illustre prédécesseur, Dom Samuel doit la force de son engagement à une «conversion» au contact de réalités humaines révoltantes. Né en 1924 à Irapuato, dans la région de Léon, au centre du Mexique, Samuel Ruiz est ordonné prêtre en 1949. Lorsqu'il est consacré évêque, en 1960, il a la réputation d'un homme d'Eglise plutôt conservateur, mais ouvert au dialogue. C'est dans les années '70, à la faveur d'une rencontre nationale consacrée aux conditions de vie et aux revendications des Indiens du Mexique, que Mgr Ruiz prend la mesure des injustices dont sont victimes ces derniers. Depuis, il n'a cessé de parcourir son diocèse, séjournant dans les villages les plus reculés, apprenant les langues indiennes, accordant toujours une attention privilégiée aux plus démunis. Dès les prémices de cette pastorale «à l'écoute des opprimés»,

Dom Samuel a été la cible d'attaques répétées des milieux privilégiés. Pablo Romo, frère dominicain actif au centre des droits de l'homme du Chiapas explique: «On n'a jamais pardonné à l'évêque qu'il se fasse inviter pour le café, après la messe, par des groupes Indios, et non par les riches propriétaires»...

Le Chiapas zone sinistrée

Avant la guerre civile, le Chiapas était déjà une zone sinistrée sur le plan économique. On estime aujourd'hui que 67% de la population y vit en dessous du minimum vital. Les plus démunis, méprisés et exploités sont les Indios, héritiers de divers peuples originaires du continent: Tzoltzil-Tzeltal, Lacandones et Tojobales. Depuis l'éclatement de l'insurrection zapatiste, en janvier 1994, la population la plus pauvre vit dans l'espoir d'une prise en compte de ses revendications. Mais les ravages de la guerre ont accru la misère des civils et la présence militaire renforcée depuis les négociations de paix amène de nouveaux problèmes: alcool, commerce de drogue, prostitution, harcèlement des populations, division des communautés indigènes...

Une pastorale engagée

C'est dans ce contexte que Mgr Ruiz tente de promouvoir une pastorale fidèle au Dieu de l'Evangile: «Ce ne sont pas des idéologies qui motivent notre action ecclésiale», affirme Dom Samuel, mais l'expérience de Dieu qui écoute le cri de son peuple opprimé». Pour lui, s'il doit y avoir réconciliation et paix, ce ne peut être que dans la justice, et dans la reconnaissance de la dignité de tout être humain. Lorsqu'on lui demande ce qu'il a appris en 35 ans de métier d'évêque, Mgr Ruiz met en avant le travail de toute une équipe pastorale: «Nous avons appris en vivant les choses ensemble, en

TATIC (Grand-Père) Samuel. C'est ainsi que les Indios surnomment affectueusement Mgr Ruiz. Ici il s'adresse à une foule de plus de 20'000 d'entre eux qui se sont rassemblés pour lui exprimer leur soutien, en mars de cette année, suite à des menaces de mort dont il avait été la cible. Les membres d'une délégation oecuménique suisse qui nous ont ramené cette photo ont été impressionnés par le courage des Indiens du Chiapas et par la solidarité qui les lie à leur évêque.

réfléchissant ensemble aux actions à entreprendre. La plus grande richesse de notre Eglise diocésaine est la foi que nous ont donné les paysans et les communautés indigènes. Il nous faut gagner le défi évangélique rappelé par le Concile Vatican II: que surgissent des Eglises autochtones qui incarnent le message évangélique dans des cultures vivantes. (...) Les indigènes n'ont pas une place conforme à leur dignité d'enfants de Dieu dans les structures de décision de notre Eglise. Ils doivent être eux-mêmes sujets de l'évangélisation et du développement transformateur du continent».

Dominique Froidevaux

**Rencontre:
Mgr Ruiz à Genève
le dimanche
25 février 1995**

Mgr Ruiz sera l'un des hôtes de la campagne oecuménique de carême '96. Vous pourrez le rencontrer

**À GENÈVE
LE DIMANCHE
25 FEVRIER, dès 14h00,
dans la grande salle du
Sacré-Coeur (Face à la
plaine de Plainpalais).**

Son approche pastorale est riche d'enseignements pour ce que nous vivons à Genève. Vous pouvez participer activement à cette rencontre en préparant le dialogue avec Mgr Ruiz. Si vous êtes intéressés, merci de nous contacter au tél. 022 329 26 81.

Voir aussi les autres renseignements sur la campagne de Pâques pour le Prochain et l'Action de Carême dont le lancement aura lieu à Genève: cf. notre rubrique agenda, p.4.

Un Forum pour les Intellectuels africains

Vous avez été nombreux à nous demander des informations sur le FORUM DES INTELLECTUELS AFRICAINS dont nous relations le soutien à Jean-Marc Ela dans notre n° 178 (Supplément: «Théologiens du Sud»).

Quelques précisions recueillies auprès d'Achille Mbembé, historien camerounais enseignant aux Etats-Unis, que nous avons eu le plaisir de rencontrer à Genève.

Avec d'autres intellectuels africains établis en Amérique du Nord (Yao Assogba, Célestin Monga, etc...), Achille Mbembé est l'un des initiateurs du Forum des intellectuels africains de la diaspora. Ce forum est né d'une interpellation de Jean-Marc Ela, sociologue et théologien camerounais. Récemment contraint à l'exil, Ela s'est en effet interrogé avec ses amis de la diaspora sur la responsabilité historique des intellectuels africains qui ont été amenés à vivre éloignés de leur continent. Peu d'entre eux sont indifférents aux défis que l'Afrique doit affronter. Il existe parmi eux une capacité critique et une expertise africaine qui couvre tous les domaines du savoir (technologies, sciences naturelles et sociales, etc.) aussi bien que le champ de la production culturelle et artistique.

La création d'un Forum commun devrait leur offrir un espace de réflexion et d'action, leur permettre de se regrouper en coalition afin de mettre leurs compétences au service de la défense des intérêts des peuples du continent africain.

Achille Mbembé entrevoit deux défis majeurs pour le Forum. L'intégration de l'Afrique à l'économie-monde, en rendant celle-ci plus équitable et la recherche de formes de pouvoir qui multiplient la vie au lieu d'être source de mort et d'asservissement.

En tant que producteurs de connaissances, les membres du Forum souhaitent élaborer un savoir sur l'Afrique et participer aux grands débats économiques, politiques et scientifiques qui concernent leur continent.

Né aux Etats-Unis et au Canada, le Forum est en train de tisser sa toile en Europe. Une assemblée constitutive devrait se réunir en été '96, au Canada.

Dominique Froidevaux

Un dossier sur ce Forum avec adresses de contact est disponible à la COTMEC, tél. (4122) 329 26 81.

Amazonie péruvienne

Menaces contre la biodiversité

Histoire d'une dévastation annoncée

Posons face à face

D'une part 575 variétés d'oiseaux, 1200 sortes de papillons, 135 espèces de fourmis, une incroyable densité de mammifères, de reptiles et des batraciens, une des plus grandes biodiversités de la planète...D'autre part, 320 énormes pelles mécaniques et dragues cherchant de l'or, 420 km de routes en construction à travers la forêt vierge, 151 hélicoptères pour 240 km de prospection pétrolière, 5 à 8 scieries de bois noble...

Nous avons ainsi les adversaires d'une bataille inégale qui a commencé sur un terrain de 80'000 kilomètres de forêt amazonienne qui constitue le département de Madre de Dios où vit une population n'atteignant pas un habitant par km².

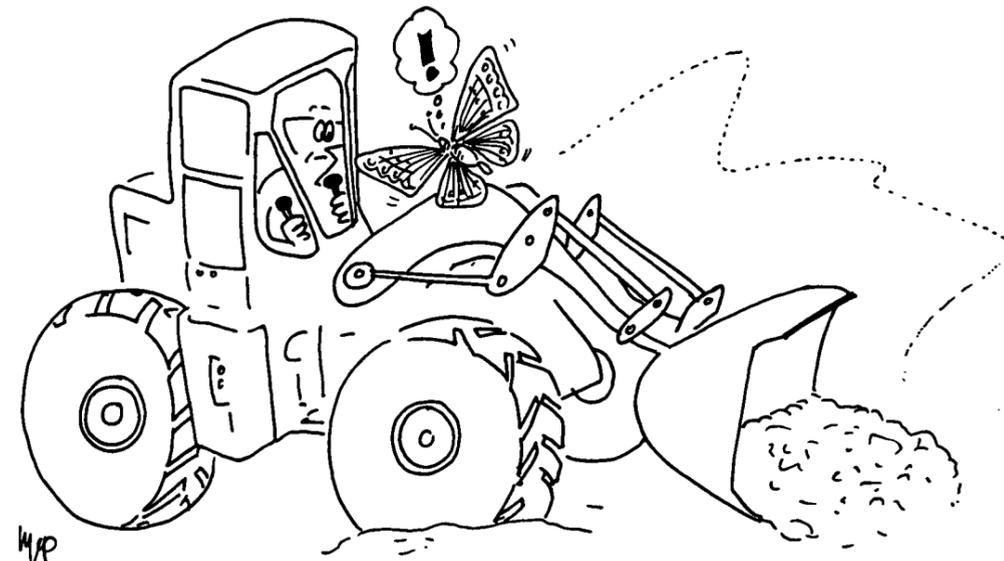
Voyons dans le détail

Côté biodiversité, pour une fois, les agences de voyages n'exagèrent pas lorsqu'elles annoncent «A une demi-heure de vol de Cusco, le paradis terrestre, une immense part de forêt quasi vierge, où l'homme peut vivre en harmonie avec la nature, observant une infinie variété d'animaux et de plantes». Cette publicité concerne la réserve naturelle Tambopata Candamo: un million d'hectares que l'on dit «protégés» mais qui, en réalité, sont parmi les plus convoités. Dans le même département se trouve le *parque national del Manu* et le *santuario pampas de Matsigenka*, deux réserves naturelles heureusement pas encore menacées. Nous disons «pas encore» car, de fait, sur le plan légal, ces réserves sont mal protégées contre les concessions que l'Etat juge «d'intérêt national» et prioritaires sur toute autre considération d'ordre écologique. Une fois de plus on constate l'abîme qui sépare les bonnes intentions ratifiées dans les accords internationaux (Conférence de Rio) et la réalité pratiquée dans chaque pays souverain...

Les menaces sont de trois ordres

□ Les chercheurs d'or constituent une population de 15000 personnes qui pratiquent une réelle dévastation de la nature.

□ Les gigantesques pelles mécaniques qui continuent d'entrer d'une manière anarchique au rythme de 2-3 par semaine dans la forêt afin d'y récolter une quantité d'or qui finalement n'est



pas si considérable: 20 tonnes par an.

□ La route transocéanique qui devrait un jour relier l'Atlantique au Pacifique est une vieille idée très coûteuse. Le Brésil ne voudrait cependant pas laisser échapper l'occasion d'entrer au Pérou, ceci afin de pouvoir offrir ses produits à des milliers de nouveaux consommateurs et aussi pour lui permettre l'extraction de bois noble au fin fond de la forêt. Ce sera alors la porte ouverte pour une déforestation incontrôlée et pour l'installation de grands propriétaires fonciers défrichant à coup de pesticides. Ce procédé dévastateur est déjà une réalité au Brésil.

Les compagnies pétrolières y ont commencé leurs prospections il y a plus de 12 ans, la Mobil a déjà effectué des évaluations depuis un avion sophistiqué, bourré d'électronique. Elle va entreprendre des études sismologiques au moyen d'explosions souterraines, et ceci en pleine réserve naturelle de Tambopata Candamo, zone s'étendant sur plus de 340 km au pied des Andes. Ceci sans compter les vols incessants d'hélicoptères, les nombreux campements qui comptent 300 ouvriers... et ce qui se passera quand l'or noir sera réellement trouvé.

Pas trop tard pour agir

Ces constats ne sont pas nouveaux, mais la conscience popu-

laire locale ainsi que les autorités ne sont pas encore sensibles à ces problèmes. La municipalité se contente de déclarer le département comme "capitale de la biodiversité du Pérou", sans savoir ce que ce titre pompeux recouvre en réalité. Sur place on s'entête à extraire les fruits de la forêt sans établir un véritable plan permettant d'harmoniser l'activité humaine avec le milieu ambiant. Il est par exemple certain qu'à long terme, la préservation du milieu va créer plus d'emploi que son exploitation dévastatrice.

L'avenir peut encore être contrôlé, réglementé et harmonisé. En effet, du fait de la faible densité de population et des difficultés de communication, les dommages sont limités à environ 15% du territoire du département. La population locale gagnerait beaucoup plus à exploiter son milieu ambiant de façon «douce». Quelques idées dans ce sens:

□ Tourisme écologique et pédagogique, national et international.

□ Agriculture respectueuse de l'environnement et permettant l'élaboration de produits de grande valeur comme les essences de parfums, les plantes médicinales, les peaux d'animaux d'élevage. Récupération des terres par des méthodes nouvelles évitant le brûlis. Petites fermes d'élevage hautement diversifiées et dispen-

sant des cours techniques, etc.

□ Reforestation et limitation des concessions minières en quelques endroits strictement réservés. Interdiction de l'usage publique du mercure pour le traitement de l'or (seulement en des lieux autorisés et contrôlés).

□ Interdiction des exportations pétrolières dans les zones de réserve.

Sauvez Madre de Dios!

La dévastation est annoncée mais pas réalisée... Si la population et les autorités locales en prennent conscience, si le gouvernement central réalise où se trouve vraiment ses avantages à long terme, si un plan de gestion durable du territoire est établi et si l'opinion internationale prend réellement position sur ces questions, le département du Madre de Dios pourra alors être sauvé. ■

Xavier Arbex
Puerto Maldonado / Pérou

Un rapport plus complet établi par Xavier Arbex sur l'exploitation aurifère en Amazonie péruvienne peut être obtenu à notre secrétariat. (tél. 022 329 26 81).

Xavier Arbex, prêtre suisse, vit au Pérou depuis les années '70. Il est actuellement depuis 8 ans dans la région du Madre de Dios où il partage les combats pour la survie de la population locale. En Suisse, l'Association Carabaya-Pérou soutient ses actions sur place: Contact: CARABAYA-PÉROU, CP72, 1211 Genève 29